



REPUBLIQUE DE COTE
D'IVOIRE
UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ÉNERGIE
ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES



GROUPE DE LA BAD



PROJET D'ÉLECTRIFICATION RURALE DE 1 088 LOCALITÉS EN CÔTE
D'IVOIRE

LOT 4 : SASSANDRA-MARAHOUÉ, YAMOOUSSOUKRO, LACS,
ZANZAN, COMOÉ et LAGUNE)

PLAN CADRE DE REINSTALLATION (PCR)

RAPPORT FINAL

OCTOBRE 2019



Abidjan Riviera palmeraie Triangle Résidence
Mariam appt. B4 - 20 BP 12 ABJ 20
Tel : 07 21 17 83 – 01 14 01 40 Email :
groupefort07@gmail.com

Table des matières

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE	1
MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ÉNERGIE	1
RAPPORT FINAL	1
Table des matières	2
LISTE DES ACRONYMES	7
TABLE DES TABLEAUX	8
LISTE DES PHOTOS	9
DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS DANS CE RAPPORT	10
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	15
I- INTRODUCTION	18
I.1- contexte de l'étude	18
I.2- Justification du PCR	19
I.3- Objectif du PCR	20
I.4- Méthodologie de conduite de l'étude	21
I.4.1. La revue documentaire relative à l'étude	22
I.4.2. Visites des localités bénéficiaires du projet	22
I.4.3. Consultations publiques	22
I.4.1-STRUCTURATION DU RAPPORT DU PCR	23
2. DESCRIPTION DU PROJET	25
2.1 OBJECTIFS DU PROJET	25
2.2 CONSISTANCE DU PROJET	25
2.3. LOCALISATION DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET	25
2.3.1 Définition des emprises et des zones d'influence du projet	25
2.3.1.1- Emprises des travaux	25
2.3.1.2 Zones d'influence	25
2.3.1.3. Zone d'influence indirecte	26
2.3.1.4. Zone d'influence directe	26
2.4 DESCRIPTION DE LA ZONE INITIALE DU PROJET	26
2.4.1 Caractéristiques socio-économiques du District du SASSANDRA-MARAHOUÉ	26
2.4.1.1. Peuplement	26
2.4.1.2. Les activités économiques	27
2.4.1.3. Gestion foncière	28
2.4.1.4 L'habitat	28
2.4.1.5-Caractéristiques socio-économiques des villages enquêtés	28
Planche I : Vue des lignes MT dans le village de Koubi	30
2.4.2. Caractéristiques socio-économiques du District de YAMOUSSOUKRO	30
2.4.2.1-Peuplement	31
2.4.2.2. Potentialités économiques	31
• Le tourisme	31
2.4.2.3. Les infrastructures socio-économiques	32
2.4.2.4 Gestion foncière	32
2.4.2.5. L'habitat	33
2.4.2.6. Caractéristiques socio-économiques des villages enquêtés	33
Source: PCR/EESS) /PCGES, PER CI -ENERGIES GROUPE EFORT, août 2019	33
2.4.3. Caractéristiques socio-économiques du District des Lacs	34
2.4.3.1. Peuplement	34

2.4.3.2. Économie.....	35
2.4.3.3. Infrastructure socio-économique du District.....	35
2.4.3.4. Gestion foncière.....	35
2.4.3.5 L'habitat.....	36
2.4.3.6. Caractéristiques socio-économiques s des villages enquêtés.....	36
OBSERVATION	43
Présence des lignes MT dans le village, cependant celui-ci n'est pas électrifié.....	43
2.4.3. Caractéristiques socio-économiques du District du Zanzan	44
2.4.3.1. Peuplement.....	44
2.4.3.2. Gestion foncière.....	45
2.4.3.3 L'habitat.....	45
2.4.3.4. Économie.....	45
2.4.3.5. Caractéristiques socio-économiques des villages enquêtés	46
2.4.4 Caractéristiques socio-économiques du District des LAGUNES.....	51
2.4.4.1. Peuplement.....	52
2.4.4.2. Gestion foncière.....	52
2.4.4.3 L'habitat.....	52
2.4.4.2. Potentialités économiques	53
2.4.4.3 Potentialités culturelles et artistiques.....	53
2.4.4.4. Caractéristiques socio-économiques des villages enquêtés	54
➤ La sous-préfecture de JACQUEVILLE.....	54
2.4.5. Caractéristiques socio-économiques du District de la COMOÉ.....	55
2.4.5.1. Peuplement.....	55
2.4.5.2. Gestion foncière.....	56
2.4.5.3. Habitat.....	56
Source : RGPH2014.....	57
2.4.5.4. Les activités économiques.....	57
2.4.5.5. Infrastructures et équipements	57
❖ Activités touristiques	58
2.4.5.6. Caractéristiques socio-économiques s des villages enquêtés.....	58
2.5. État initial de la situation de la femme dans les localités cibles du projet.....	62
2.5.1. La situation en Côte d'Ivoire	62
2.5.2. Situation du genre dans les zones du projet	62
2.5.2.1. La participation des femmes dans les instances de prise de décision.....	62
2.5.2. Les questions liées au foncier rural	62
2.5.3 Éducation.....	63
2.5.4 Les violences basées sur le genre (VBG)	63
2.5.5. Genre et accès à l'électricité	65
2.5.6. Les enjeux du genre et de l'inclusion sociale liés à l'énergie électrique dans les zones du projet.	65
2.5.7. Bonnes pratiques d'intégration du genre dans le secteur de l'énergie	66
2.5.7. Aspects sexospécifiques de l'énergie et du développement	67
3. IMPACTS, ACQUISITIONS DES TERRES ET REINSTALLATION.....	73
3.1. Impacts positifs potentiels du PER SUR les Personnes et les biens	73
3.2 Impacts négatifs potentiels du PER sur les personnes et les biens	75
3.2.1. Méthodologie de l'identification des impacts socio-économiques négatifs	75
3.2.2. Analyse des impacts	86
4. DISPOSITIONS POUR L'EXÉCUTION	87
4.1.DÉCLENCHEMENT DE LA SO2 DE LA BAD	87
4.2.PRINCIPES ET RÈGLES	87

4.2.1.	Respect de la réglementation et des procédures en vigueur.....	88
4.2.2.	Évitement et minimisation des déplacements physiques et réinstallations involontaires.....	88
4.2.3.	Prise en compte de l'équité dans les dédommagements et réparation des préjudices.....	88
4.2.4.	Formalisation de l'acquisition des terres.....	89
5.	POLITIQUES ET OBJECTIFS RÉGISSANT LE PROCESSUS DE RÉINSTALLATION	90
5.1.	OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE RÉINSTALLATION	90
5.2.	FONDEMENT DE LA POLITIQUE DE RÉINSTALLATION.....	91
6.	CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET LÉGAL DE LA RÉINSTALLATION	95
6.1.	CADRE POLITIQUE NATIONAL	95
6.1.1.	Politique nationale en matière d'environnement	95
6.1.2.	Politique de développement durable	96
6.1.3	Politique Nationale en matière du genre	96
6.1.4.	Politique de la santé et de l'hygiène publique.....	96
6.1.5.	Politique nationale de l'électricité.....	97
6.1.6.	Politique de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'accès à l'électricité	97
6.1.7	Politique de décentralisation	98
6.2-	Cadre institutionnel de référence	99
6.3.	REVUE DE LA LÉGISLATION NATIONALE DE RÉFÉRENCE EN MATIÈRE D'ACQUISITION DES TERRES ET DE RÉINSTALLATION.....	107
6.3.	EXIGENCE DE LA BAD EN MATIÈRE DE RÉINSTALLATION FORCÉE	114
6.4.	ÉCARTS ENTRE LES EXIGENCES JURIDIQUES NATIONALES ET CELLES DE LA BAD.....	114
7.	PRÉPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PAR.....	118
7.1.	AGENCES OU STRUCTURES D'EXÉCUTION DES PAR	118
7.1.1.	Au niveau national.....	118
7.1.2.	Au niveau régional ou communal	119
7.1.3.	Au niveau départemental ou sous-préfectoral	120
7.2.	PROCÉDURE DE TRIAGE ET DE REVUE.....	120
7.3.	TRIAGE POUR LA RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE.....	122
7.4.	ÉTUDE DE BASE ET DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES	123
7.5.	PRÉPARATION DU PAR DES SOUS-PROJETS	123
7.5.1.	Description du cadre des mesures de réinstallation	123
7.5.1.1.	Mesure en guise de garanties.....	124
7.5.1.2.	Prise en compte des cas de vulnérabilité.....	124
7.5.1.3.	Date butoir	125
7.5.1.4.	Recensement des personnes affectées	126
7.5.2.	Description du plan de réinstallation.....	126
7.5.2.1.	Exigence d'un contenu adapté aux SO2	126
7.5.2.2.	Élaboration des documents cadres de réinstallation involontaire	127
7.5.3.	Facilitation de la planification de la réinstallation	128
7.6.	REVUE DES PLANS D' ACTIONS DE RÉINSTALLATION DES SOUS-PROJETS..	128
7.7.	APPROBATION DES PAR	129
8.	ESTIMATION DES POPULATIONS DÉPLACÉES ET CATÉGORIES D'ÉLIGIBILITÉ	130
8.1.	ESTIMATION DES POPULATIONS DÉPLACÉES.....	130
8.2.	ACQUISITION DES TERRES ET CATÉGORIES PROBABLES D'IMPACTS	130

8.3. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ	130
9. MÉTHODES D'ÉVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTÉS.....	132
9.1 Formes de compensation.....	132
9.1.1 Compensation pour la terre.....	132
9.1.2 Compensation pour les bâtiments et infrastructures	133
9.1.3 Compensation pour les jardins potagers.....	134
9.1.4 Compensation pour les arbres fruitiers et autres produits forestiers	134
9.1.5 Compensation pour perte de revenu pour les activités formelles et informelles	134
9.1.6 Compensation pour les lieux sacrés.....	135
10. ÉLÉMENTS ET PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES POUR L'OCTROI DES DROITS.....	136
10.1. INFORMATIONS ET CONSULTATION PUBLIQUE	136
10.2. DOCUMENT DES AVOIRS ET DES BIENS.....	136
10.3. CONVENTION POUR LA COMPENSATION.....	137
10.4. EXÉCUTION DE LA COMPENSATION.....	137
10.5. RESPONSABILITÉ ORGANISATIONNELLE.....	137
10.6. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS.....	139
11. GÉNÉRIQUES DU PROGRAMME D'EXÉCUTION ET LIAISON DE LA RÉINSTALLATION AVEC LES TRAVAUX	141
11.1. PROCESSUS D'ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES PAR	141
11.1.1. Planification.....	141
11.1.2. Mise en œuvre de la réinstallation.....	141
11.1.3. Suivi-évaluation.....	141
11.2. CHRONOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE EN LIEN AVEC L'EXÉCUTION DES TRAVAUX	142
12. MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES ET DES CONFLITS.....	144
12.2. Types des plaintes et conflits à traiter	144
12.2 Méthodologie de réception des plaintes	144
3-Au niveau des départements.....	147
4- Au niveau de chaque Région	147
12.2 Procédures de règlement des plaintes	148
13. MÉCANISME DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES ET DES PAP	151
13.1. PROCÉDURES DE NOTIFICATION.....	151
13.2. MÉCANISMES DE CONSULTATIONS DU PUBLIC	151
13.2.1. Consultation sur le cadre de Politique de Réinstallation (CPR)	151
13.2.2. Consultation sur les plans d'action de réinstallation (PAR)	152
13.2.2.1. Participation à la phase d'élaboration des PAR	152
13.2.2.2. Participation à la phase de mise en œuvre des PAR	153
13.2.2.3. Participation à la phase de suivi-évaluation.....	153
Synthèse des rencontres d'information des parties prenantes	153
14. DISPOSITIONS POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION	157
14.1. CONSISTANCE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION.....	157
14.1.1. Objectifs du suivi-évaluation	157
14.1.2. Processus de suivi et d'évaluation.....	157
14.2. DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION	158
14.2.1. Acteurs et périodes de suivi et de l'évaluation.....	158
14.2.2. Indicateurs potentiels et objectifs de performance	159
14.2.3. Rapportage	164
15. ESTIMATION DU BUDGET DU CPR.....	165

CONCLUSION	166
ANNEXES.....	168
Le modèle-type de présentation du rapport est présenté en annexe.	193

LISTE DES ACRONYMES

ANDE	Agence Nationale De l'Environnement
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque mondiale
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CLIP	Consultation Libre et Informée Préalable
PCR	Plan Cadre de Réinstallation
CS	Comité de Suivi
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
EES	Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique
EIES	Étude d'Impact Environnementale et Sociale
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MINEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MNV	Mesure, Notification, Vérification
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAP	Personne Affectée par le Projet
PCI	Principes, Critères et Indicateurs
PER	Projet d'Électrification Rural
PND	Programme National de Développement
PO	Politiques Opérationnelles (Banque mondiale)
PP	Parties Prenantes
PSR	Plan Succinct de Réinstallation
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RCI	République de Côte d'Ivoire
SFI	Société Financière Internationale (sauvegardes)
TDRs	Termes de références
UCP	Unité de Coordination de Projet

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de la population du District SASSANDRA-MARAHOUÉ	27
Tableau 2 : Liste des localités enquêtées du District SASSANDRA-MARAHOUÉ.....	28
Tableau 3 : Répartition de la population du District de YAMOUSSOUKRO.....	31
Tableau 4 : Liste des localités enquêtées dans le District Autonome de Yamoussoukro.....	33
Tableau 5 : répartition de la Population du District des Lacs	34
Tableau 6 : Liste des localités enquêtées du District des Lacs	36
Tableau 7 : Répartition de la Population du ZANZAN	45
Tableau 8 : Liste des localités enquêtées du District du ZANZAN.....	47
Tableau 9 : Répartition de la population du District des Lagunes	52
Tableau 10 : Liste des localités enquêtées du District des Lagunes	54
Tableau 11: Répartition de la population du District de la COMOÉ.....	57
Tableau 12: Liste des localités enquêtées du District de la COMOÉ	59
Tableau 13 : les bonnes pratiques d'intégration du genre dans le secteur de l'énergie	66
Tableau 14 : Liste des associations des femmes identifiées sur le terrain	69
Tableau 15 : Activités du PER présentant des risques de réinstallation involontaire.....	78
Tableau 16: Synthèse des impacts négatifs liés au projet	79
Tableau 17 : MATRICE DES DROITS DE COMPENSATION	92
Tableau 18 : Identification des institutions publiques	100
Tableau 19 : Textes législatifs et réglementaires applicables dans le cadre de ce projet	108
Tableau 20: Comparaison entre les exigences nationales et la Politique de la BAD	115
Tableau 21: Types de PAR I	122
Tableau 22 : Formes de compensation.....	132
Tableau 23: Compensation pour perte de revenu des acteurs des secteurs formel et informel	135
Tableau 24 : Missions et responsabilités des acteurs	139
Tableau 25 : Synthèses des résultats des consultations publiques.....	154
Tableau 26 : Cadre logique du suivi-évaluation du PAR	159
Tableau 27 : Estimation du budget de mise en œuvre du CPR.....	165

LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Prise de vue avec le chef et les représentants des associations.....	40
Photo 2: Séance d'information avec la chefferie de KAYABO.....	42
Photo 3: une vue des poteaux BT à Nanan Assouakro	43
Photo 4: Séance d'information avec la chefferie de KOVISSOU.....	44
Photo 5: rencontre d'information de la chefferie de Gboko-Bidigo	51
Photo 6: vue de poteaux d'éclairage public	55
Photo 7: vue de la moyenne tension.....	59

DÉFINITION DES TERMES UTILISES DANS CE RAPPORT

- **Acquisition (forcée ou involontaire) de terre** : c'est le processus par lequel une personne est obligée par une agence publique de se séparer de l'ensemble ou d'une partie de la terre qui lui appartient ou qu'il /elle possède, et de la mettre à la disposition et à la possession de cette agence, pour usage public moyennant paiement.
- **Allocation de délocalisation** : C'est une forme de compensation fournie aux personnes éligibles qui sont déplacées de leur logement, qu'elles soient propriétaires fonciers ou locataires, et qui exigent une allocation de transition, payée par le projet. Les allocations de délocalisation peuvent être graduées pour refléter les différences dans les niveaux de revenus, et sont généralement déterminées selon un calendrier fixé au niveau national par l'agence de mise en œuvre
- **Aménagements fixes** : Investissements, autres que des constructions, qui ne peuvent pas être déménagés lorsqu'une parcelle de terre est expropriée. Il peut s'agir d'un puits, d'une latrines, d'une fosse septique, etc.
- **Assistance à la réinstallation** : C'est une forme d'aide qui est fournie aux personnes déplacées physiquement par le Projet. Cette aide ou assistance peut, par exemple, comprendre les appuis en espèce pour couvrir les frais de déménagement et de Recasement, d'hébergement et/ou divers services offerts aux personnes affectées tels que les dépenses de déménagement et le temps de travail perdu durant le déménagement et la réinstallation. Elle peut également comprendre des indemnités en espèces pour le désagrément subi du fait de la réinstallation.
- **Ayant droit ou bénéficiaire** : toute personne affectée par un projet et recensée avant la date butoir à ce titre qui, de ce fait, a droit à une compensation. Cette définition extensive inclut non seulement les personnes qui, à cause du projet, doivent physiquement être déplacées mais aussi les personnes qui perdent certaines de leurs possessions (par exemple une partie des terres qu'elles cultivent) ou l'accès à certaines ressources qu'ils utilisaient auparavant.
- **Plan Cadre de Réinstallation (PCR) ou Cadre de Politique de Réinstallation (CPR)** : Document qui présente les lignes directrices du

développement de Plan de Réinstallation (PR) ou Plan d'Action de Réinstallation (PAR), une fois que l'investissement est assez bien défini pour pouvoir déterminer ses impacts.

- **Compensation** : Paiement monétaire des coûts de tous les biens (terres, infrastructures, aménagements fixes, cultures, arbres, etc.) perdus du fait d'une déclaration d'utilité publique.
- **Conflits** : sont considérées comme conflit, les divergences de points de vue, découlant des logiques et enjeux entre les différents acteurs lors de l'expropriation et/ou de la réinstallation. Il s'agit des situations dans lesquelles deux ou plusieurs parties poursuivent des intentions concurrentes ou adhèrent à des valeurs divergentes, de façon incompatible et de telle sorte qu'elles s'affrontent (négatif) ou, négocient et s'entendent (positif). Dans les deux cas, le Projet doit disposer des mécanismes de médiation sociale et de prévention de ces conflits.
- **Coût de remplacement** : Pour les maisons et les structures, il désigne le coût d'une nouvelle structure pour remplacer la structure affectée sans y déduire le montant de la dépréciation, ni la valeur des matériaux de l'ancien bâtiment qui seront récupérés pour la construction de la nouvelle structure. Pour les terres, cultures, arbres et autres biens, le coût de remplacement est la valeur actuelle du marché sans préjudice des pertes de sources de revenus ou de moyens d'existence tirés de ces biens pendant le temps que dure la perturbation. Le coût de remplacement d'un élément est équivalent au montant requis pour le remplacer dans son état initial.
- **Déplacement économique** : Pertes de source de revenu ou de moyens d'existence du fait de l'acquisition de terrain ou de restriction d'accès à certaines ressources (terre, eau, forêt), du fait de la construction ou de l'exploitation du Projet ou de ses installations annexes. Les Personnes Économiquement Déplacées n'ont pas forcément toutes besoin de déménager du fait du Projet.
- **Déplacement involontaire** : désigne le déplacement nécessaire d'une population ou d'un groupe de personnes pour la réalisation d'un projet dont l'intérêt public est justifié. Le déplacement survient en cas de prise involontaire de terres et les personnes quittent leurs terres, maisons, fermes, etc., en raison des activités du

Projet. Il peut également résulter d'une restriction involontaire d'accès aux ressources naturelles (parcs et zones pastorales légalement constitués et aux aires protégées) entraînant des impacts négatifs sur les moyens d'existence des PAP.

- **Déplacement physique** : Perte de l'hébergement et des biens du fait des acquisitions de terres pour la réalisation d'un projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site. Les Personnes Physiquement Déplacées doivent déménager du fait du Projet.
- **Enquête de base ou enquête sociale** : Le recensement de population affectée par le projet et l'inventaire de leurs biens perdus (terres, structures, autres biens non déplaçables). Dans les cas d'opérations qui touchent l'économie des PAP, les enquêtes couvrent aussi les sources de revenus, les rentes annuelles familiales et d'autres thèmes économiques y relatifs.
- **Expropriation involontaire** : L'acquisition de terrain par l'État à travers une déclaration d'utilité publique, ce qui implique la perte de terres, structures, autres biens ou des droits pour les personnes affectées.
- **Groupes vulnérables** : Personnes qui, du fait de sexe, de l'âge, de leur ethnie, de handicaps physiques ou mentaux ou de facteurs économiques ou sociaux, peuvent se trouver affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de réinstallation ou qui disposent de capacité limitée à réclamer ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et autres avantages.
- **Plan de Réinstallation (PR) ou Plan d'Action de Réinstallation (PAR)** : plan détaillé qui décrit et définit tout le processus de réinstallation d'une population à la suite d'un déplacement forcé. Il est basé sur les enquêtes sociales ; le plan technique détaillé des mesures à entreprendre quant à la compensation, la réinstallation et la réhabilitation économique dans le cadre d'une opération d'expropriation.
- **Personnes Affectées par le Projet (PAP)** : il s'agit des personnes, des ménages et des communautés dont les moyens d'existence se trouvent négativement affectés à cause de la réalisation d'un projet du fait (i) d'un déplacement involontaire ou de la perte du lieu de résidence ou d'activités économiques ; (ii) de la perte d'une partie ou de la totalité des investissements (biens et actifs) ; (iii) de la perte de revenus ou

de sources de revenus de manière temporaire ou définitive, ou (iv) de la perte d'accès à ces revenus ou sources de revenus.

- **Relogement** : traduit l'opération qui consiste à trouver un nouvel emplacement à une personne (ou famille) ou à une activité qui est déplacée à la suite d'une opération de réinstallation involontaire/recasement physique des PAP, à partir de leur domicile d'avant-projet.
- **Recasement** : Réinstallation des personnes affectées par le projet sur un autre site à la suite d'un déplacement involontaire.
- **Réinstallation involontaire** : Ensemble des mesures entreprises mises en œuvre dans l'intention de mitiger les impacts négatifs du projet : compensation (indemnisation), relocation (recasement) et réhabilitation économique.
- **Réinstallation temporaire** : Réhabilitation d'une activité commerciale (marché par exemple, qui affecte les revenus d'un certain nombre de vendeurs pendant une période limitée, après laquelle les vendeurs peuvent reprendre leurs places et continuer leurs activités.
- **Réinstallation à base communautaire** : elle traduit une expression de choix volontaire de populations locales qui conviennent de façon consensuelle pour des besoins stratégiques de gestion et/ou d'accès à des ressources ou d'aménagement de l'espace, de procéder à un déplacement et à une réinstallation d'une partie des membres de la communauté affectés par un projet communautaire, défini de façon consensuelle. Elle est volontaire, répond à un caractère de résolution locale et est reproductible par les initiateurs eux-mêmes, en se basant sur les ressources et valeurs locales. Elle renvoie aux initiatives collectives qui sont entreprises pour recaser des populations qui ont été victimes et/ou affectées par des actions d'aménagement des espaces de manière consensuelle.
- **Rémunération** : paiement en espèces de la valeur de remplacement des biens acquis, ou la valeur de remplacement des ressources perdues à la suite d'un projet.
- **Réhabilitation** : Ce sont les mesures compensatoires autres que le paiement de la valeur de remplacement des biens acquis. Réhabilitation économique : Les mesures à entreprendre quand le projet affecte le revenu des PAP. La politique de la Banque mondiale requiert qu'après la réinstallation, toutes les personnes affectées

puissent avoir à nouveau des revenus au moins à un niveau équivalent aux revenus avant le projet. Les thèmes de la restauration des revenus, des standards de qualité de vie et des degrés de productivité des personnes affectées constituent le noyau de la politique.

- **Valeur intégrale de remplacement** : Le taux de compensation des biens perdus doit être calculé à la valeur intégrale de remplacement, c'est-à-dire la valeur du marché des biens plus les coûts de transaction. En ce qui concerne la terre et les bâtiments, la valeur de remplacement est définie comme suit :
 - **Terrains agricoles** : le prix du marché pour un terrain d'usage et de potentiels équivalents situé au voisinage du terrain affecté, plus le coût de mise en valeur permettant d'atteindre un niveau semblable ou meilleur que celui du terrain affecté, plus le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation ;
 - **Terrain en zone urbaine** : le prix du marché pour un terrain d'usage et de taille équivalents, avec des équipements et services publics égaux ou supérieurs au terrain affecté, situé au voisinage de ce dernier, plus le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation ;
- **Bâtiments privés ou publics** : Le coût d'achat ou de construction d'un nouveau bâtiment de surface et de standing égal ou supérieur au bâtiment affecté ou de réparation d'un bâtiment partiellement affecté, y compris le coût de la main-d'œuvre, les honoraires des entrepreneurs, et le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation. Dans la détermination du coût de remplacement, ni la dépréciation du bien ni la valeur des matériaux éventuellement récupérés ne sont prises en compte. La valorisation éventuelle des avantages résultant du Projet n'est pas non plus déduite de l'évaluation d'un bien affecté.
- **Moyens de subsistance** : Gamme complète des capacités économiques, sociales et culturelles, d'actifs et à d'autres moyens, que les individus, les familles et les collectivités utilisent pour satisfaire leurs besoins.
- **Biens** : les actifs économiquement productifs (terres, forêts, élevage et semences), mais aussi les actifs qui ont une valeur sociale ou culturelle (plutôt qu'économique), par exemple des sites sacrés et les structures communautaires.
- **Communauté** : Un groupe de personnes qui forment une communauté instinctive et sous-jacente, et se soutiennent par la confiance, l'interaction et la coopération mutuelle.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Électrification Rurale de 1 088 localités, la Côte d'Ivoire a sollicité et obtenu un appui financier de la Banque Africaine de Développement. Le projet mis en route par CI-Énergies qui assure la maîtrise d'ouvrage délégué contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment le taux de couverture d'accès à l'électricité et le taux de desserte avec des effets induits positifs sur les populations bénéficiaires. Ce projet se réalisera certainement avec des impacts négatifs potentiels dans la zone d'intervention.

Le PCR requis par CI-Énergies est un instrument proposant des mesures d'atténuation par anticipation des effets de réinstallation, tant bien même que la personne affectée n'ait pas à se déplacer physiquement. Il est utilisé chaque fois que (i) la localisation et le contenu des activités du PER ne sont pas connus avec précision, (ii) l'impact social des activités du PER sur la population du point de vue du déplacement de personnes, des pertes d'activités socio-économiques et de biens, de l'acquisition de terres, n'est pas non plus connu avec précision. Le PCR vise à clarifier les règles applicables en cas de réinstallation, d'organisation prévue et les critères applicables pour les différentes sous-composantes, en précisant la procédure de compensation à mettre en œuvre, afin de protéger les populations dont la perte de l'identité culturelle, de l'autorité traditionnelle et de la cohésion sociale pourrait remettre en cause leur stabilité et leur bien-être social.

Les principaux textes constituant le régime foncier et domanial en Côte d'Ivoire reposent sur :

- la loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural ;
- le Décret du 25 novembre 1930 portant expropriation pour cause d'utilité publique ;

Selon ces différents textes, le sol est la propriété exclusive de l'État qui peut mettre le terrain exproprié à la disposition d'une collectivité publique ou d'une personne privée qui doit exécuter les travaux ou réaliser les opérations d'intérêt public. L'expropriation des terres est soumise au respect d'une procédure très rigoureuse qui a pour objet de garantir les droits des personnes expropriées aussi bien dans la phase administrative que dans la phase judiciaire. Les détenteurs d'un droit coutumier ou légal (Titre Foncier) sur les terres reçoivent une compensation juste et préalable. Les personnes qui ne détiennent aucun droit formel sur les terres qu'elles occupent, recevront uniquement une aide à la réinstallation.

En cas de besoin, des Plans d'Action pour la Réinstallation (PAR) seront préparés par l'Unité de Coordination du Projet (UCP) qui les soumettra à l'approbation et à la validation du Ministère de l'Environnement. Les PAR seront transmis à la Banque Africaine de Développement pour évaluation et approbation.

Le PCR présente les principes généraux qui serviront de guides à toutes les opérations de réinstallation dans le cadre du PER. De façon spécifique, pour les activités du PER dont la réalisation exige une acquisition de terre résultant ou non au déplacement physique des PAP, l'Unité de Coordination élabore un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) en étroite collaboration avec les administrations concernées et d'autres organes d'exécution.

Aussi, ce cadre présente une analyse comparative du dispositif législatif et réglementaire ivoirien et des dispositions des sauvegardes intégrées de la BAD en matière de réinstallation.

Il définit les procédures à suivre en matière de reconnaissance préalable des droits d'expropriation et d'indemnisation. Il précise le mécanisme de recours et identifie le dispositif institutionnel et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre des procédures d'expropriation et de recours. Il donne une prévision budgétaire correspondant à sa mise en œuvre, à prendre en considération dans le budget global du projet. Celui-ci sera révisé en conséquence lors de la préparation du PAR.

Les consultations et la participation des personnes affectées par le projet (PAPs) étant des composantes essentielles pour la préparation d'un PAR, l'Unité de Coordination du Projet veillera à informer, à consulter le plus largement possible, et à donner l'opportunité à ce que les Personnes Affectées par le Projet participent à toutes les étapes du processus de manière participative et constructive.

Les informations à communiquer sont basées sur un mécanisme clair et transparent de plaintes et de gestion des conflits éventuels : mécanismes locaux de résolution à l'amiable, de saisine des instances locales, et de saisine de la justice en dernier recours.

La procédure d'expropriation comprend une déclaration d'utilité publique, une requête en expropriation et un plan d'expropriation.

Les mécanismes de compensation seront soit en numéraire, ou sous forme d'appui et de mesures d'accompagnement.

Le suivi et l'évaluation seront effectués pour s'assurer que toutes les PAPs sont indemnisées, déplacées et réinstallées dans le délai le plus court possible et sans impact négatif significatif et ce, avant le démarrage effectif des travaux.

L'estimation du coût global du PCR est de **2 068 000 000** FCFA. Quant au coût global de la réinstallation et de la compensation, il sera déterminé durant les études socio-économiques dans le cadre de l'établissement des PAR. Les plans de réinstallation et la compensation seront donc préparés dans le respect de ce cadre réglementaire et seront soumis à la BAD pour revue et approbation.

I - INTRODUCTION

I.1 - CONTEXTE DE L'ETUDE

L'électricité en tant que facteur essentiel du progrès économique et social, procure le bien-être des populations en contribuant à l'amélioration de leurs conditions de vie et en facilitant l'accès aux moyens de communication. La fourniture en électricité est donc un enjeu majeur qui s'inscrit clairement dans la problématique du développement de la République de Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire a connu une longue période d'instabilité politique et de conflit qui ont entraîné une détérioration de la gouvernance et la transparence. Avec de fréquents changements intervenus au triple plan gouvernemental, politique et sécuritaire et l'absence de financement, la plupart des ouvrages électriques sur le réseau national sont, soit surchargés, soit obsolètes.

Alors que le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à fin 2011 s'élevait à 2 877 sur un total de 8 519 localités, soit un taux de couverture (rapport des localités électrifiées sur le nombre total de localités) de 33,8 %.

Après l'adoption en Conseil de Ministres en juillet 2013 par le Gouvernement du Programme National d'Électrification Rurale (PRONER), qui prévoyait l'accès équitable des populations à l'électricité, et l'électrification de toutes les localités ayant au moins 500 habitants, le nombre de localités électrifiées a été porté à 4 777 à fin 2017, soit un taux de couverture de 56 %. L'ambition du gouvernement est à présent d'arriver à l'électrification totale du pays avant fin 2025, le taux de couverture devrait passer à 100 % avant fin 2025.

Ainsi, dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, et de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, d'importants investissements ont été réalisés par le gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables (IMPER) et Côte d'Ivoire Énergies (CI-ENERGIES) depuis 2011, avec l'appui de divers Partenaires techniques et financiers.

La planification de ces investissements a été rendue possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Électrification Rurale couvrant la période 2014 – 2030.

La mise en œuvre de ces plans a permis d'améliorer la capacité de production, de développer le réseau de transport pour mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de

distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à travers la mise en œuvre d'un Programme National d'Électrification Rurale (PRONER).

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100 %.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 107 localités réparties dans les districts et régions de la Côte d'Ivoire.

1.2- JUSTIFICATION DU PCR

Le Plan Cadre de Réinstallation (PCR) est exigé dans la mesure où la mise en œuvre du projet est susceptible d'entraîner :

- La relocalisation ou la perte de logement par les personnes vivant dans la zone d'influence du projet ;
- La perte de biens ou la limitation d'accès aux biens, notamment les parcs nationaux, les zones protégées ou les ressources naturelles ;
- La perte de sources de revenu ou de moyens de subsistance associée au projet, que les personnes touchées soient ou non tenues de quitter leurs terres.

Pour ce faire, le Système de Sauvegardes Intégré prévoit la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO 2) : Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacement de populations et indemnisation pour :

- éviter autant que possible la réinstallation involontaire, ou réduire les impacts de la réinstallation dans les cas où la réinstallation involontaire est inévitable, en étudiant toutes les conceptions de projet viables ;
- faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une aide importante pour la réinstallation, de préférence au titre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité de production de revenue, les niveaux de production et leurs moyens globaux de subsistance s'améliorent par rapport aux niveaux atteints avant le projet ;
- établir un mécanisme de suivi de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et pour la résolution des problèmes au fur

et à mesure qu'ils se présentent de façon à éviter des programmes de réinstallation mal préparés et mal gérés.

I.3- OBJECTIF DU PCR

L'objectif du Plan Cadre de Réinstallation est de décrire les principes et procédures qui encadrent le régime d'expropriation et d'indemnisation pour la mise en place d'infrastructures d'utilité publique dans le cadre du programme. Il synthétise les différents actes de gestion et actions entreprises, conformément aux dispositions de la réglementation nationale relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et en conformité avec les exigences de la politique de la Banque africaine de développement relative aux acquisitions de terrains et aux déplacements involontaires. Le PCR clarifie les règles applicables à l'identification des personnes qui sont susceptibles d'être affectées par la mise en œuvre des activités du Projet d'Électrification et d'accès à l'électricité de 236 localités de Côte d'Ivoire. Il inclut aussi l'analyse des conséquences économiques et sociales qui résultent de la mise en œuvre des activités du projet pouvant entraîner le retrait des terres ou des biens aux populations, notamment les plus vulnérables.

Le PCR établit les principes d'installation, arrangements d'organisation et critères de conception à appliquer aux sous-projets qui seront préparés pendant l'exécution du programme conformément aux lois Ivoiriennes et à la politique de sauvegardes sociales de la Banque Africaine de Développement (BAD) relative à la réinstallation involontaire de personnes.

Le PCR indiquera clairement le cadre de principes et procédures à suivre pour les acquisitions de terrain, la réinstallation temporaire des personnes, et la mitigation des impacts négatifs à la suite de la réinstallation économique. Ce document guidera l'exécution des investissements permettant la mise en œuvre du projet de manière durable sur le plan environnemental et social. Ce cadre devra prendre en compte les directives pertinentes de la Côte d'Ivoire et de la Banque Africaine de Développement (BAD). Le consultant comparera donc la réglementation de la République de Côte d'Ivoire et les directives pertinentes de la Banque Africaine de Développement notamment la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO2) - Déplacement Involontaire des personnes.

Au total ce Plan Cadre de Réinstallation servira de référence pour tous les cas de Réinstallation de Populations dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Électrification Rurale de 236 localités en Côte d'Ivoire.

I.4- METHODOLOGIE DE CONDUITE DE L'ETUDE

Pour mener à bien cette étude, le consultant a adopté deux approches méthodologiques complémentaires. La première s'est basée sur la démarche participative attentive aux préoccupations des populations concernées. Elle a combiné d'une part la collecte des données et l'analyse de documents stratégiques (Plans locaux de développement, documents techniques sur le projet) et d'autre part, des entretiens et des focus groups avec les acteurs et partenaires concernés par le Projet d'Électrification Rurale des localités issues de la zone du projet.

Celle-ci s'est réalisée à travers l'implication des parties prenantes au projet.

À cet égard, des rencontres d'informations, d'échanges et de discussions autour des activités du Projet d'Électrification Rurale des localités cibles ont eu lieu à l'effet de tenir compte des besoins et réalités du milieu bénéficiaire.

Le but de ces entretiens est :

- d'informer les acteurs concernés d'une façon juste et pertinente sur le projet, notamment, sa description assortie des effets négatifs ;
- d'inviter les acteurs à donner leurs avis sur les propositions du Plan Cadre de Réinstallation, des éventuels Plan Action de Réinstallation (PAR) et d'instaurer un dialogue ;
- de définir et cerner les enjeux principaux du projet avec les différentes parties prenantes ;
- d'asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée des actions prévues dans le cadre du projet.

La seconde démarche est fondée sur une approche quantitative, basée sur l'administration d'un questionnaire aux personnes susceptibles d'être affectées par les activités du projet.

L'objectif majeur de la mission du consultant a été de déterminer le niveau de conformité de la démarche et de la procédure de réinstallation avec la législation nationale et la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO2) de la Banque Africaine de Développement en matière de déplacement involontaire (identification des PAP ; recensement de leurs biens affectés ; estimation de la valeur des pertes subies ; observation de la phase administrative de la procédure d'expropriation).

Compte tenu du contexte et des contraintes particulières de la mission, le consultant a réalisé ses prestations en se basant sur la méthodologie de travail suivante :

- Revue documentaire ;

- Visites de terrains ;
- Entretiens et consultations publiques

I.4.1. La revue documentaire relative à l'étude

La revue documentaire a consisté en la collecte d'informations et de données documentaires qui a abouti à la caractérisation de la zone potentielle du projet, à l'analyse des documents de base en matière de réinstallation et des textes légaux régissant la gestion de l'environnement, de la propriété et de l'expropriation en Côte d'Ivoire. Cette revue documentaire s'est faite dans une perspective comparative avec les dispositions de sauvegardes des partenaires techniques et financiers dont celles de la BAD en matière de gestion des impacts des projets.

I.4.2. Visites des localités bénéficiaires du projet

Des visites de terrains ont été également effectuées dans le cadre de la présente étude. La plupart des localités concernées par le projet ont été visitées. Ainsi, six (6) Districts, sept (7) régions, dix (10) départements ont-ils été sillonnés, tel que présenté dans le tableau suivant. Ces visites ont permis d'étudier la situation socio-économique des localités, d'identifier les impacts potentiels du projet sur les personnes et les biens, et d'évaluer leur ampleur.

I.4.3. Consultations publiques

Elle s'est déroulée en trois (03) étapes à savoir :

- **Étape 1 : Réunions d'information et de consultations des autorités administratives, politiques et traditionnelles des 236 localités du Lot 4.**

Afin d'assurer une large information du projet auprès des populations des 236 localités du Lot 4, des séances d'informations et de consultations des autorités des localités cibles ont été organisées. Au cours de ces réunions, le Consultant a présenté le projet, les différents impacts potentiels et les mesures de mitigation des impacts négatifs.

Les rencontres avec les autorités administratives (Préfets, sous-préfets, et responsables des structures techniques décentralisées) ont servi de cadre d'échanges sur l'environnement global du projet, les moyens de facilitation de la mise en œuvre du projet, le contexte institutionnel local applicable à la réalisation du projet et la préparation des consultations publiques avec les autres acteurs et dans les villages cibles du projet.

- **Étape 2 : Réunions d'information et de consultations des associations de femmes, de jeunes et des ONG locales œuvrant pour la lutte contre la pauvreté et la promotion du genre et l'inclusion sociale dans les localités cibles.**

Afin d'assurer une large information du projet auprès des populations des 236 localités du Lot 4, des séances d'informations et de consultations des associations de femmes, de jeunes et des ONG locales œuvrant pour la lutte contre la pauvreté et la promotion du genre et l'inclusion sociale ont été organisées. Au cours de ces réunions, le Consultant a présenté également le projet, les différents impacts potentiels et les mesures de mitigation des impacts négatifs.

Ces réunions ont été l'occasion pour les femmes, les jeunes et les associations œuvrant pour promotion du genre et l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté de poser leurs préoccupations et leurs avis pour la réussite de la mission.

À cet effet une stratégie de communication inclusive a permis aux femmes, jeunes, personnes défavorisées d'être impliquées et informées des opportunités offertes par le projet pour faciliter leur accès aux énergies électriques sous différentes formes a été développé par le consultant.

▪ **Étape 3 : Les entretiens avec les partenaires significatifs du projet**

Dans chacune des régions et Départements du projet, des entretiens ont d'abord concerné les autorités administratives avec qui le choix des villages à visiter a été opéré.

Ainsi, les villages suivants, représentatifs de l'ensemble des 236 localités concernées par le projet ont été retenus. Ce sont : Kikiékro, Sama, Assima, Gboko, Bidigo, JACQUEVILLE 2, Dre Kro, Kouassi-prékro, Ahougnanou, Kpato-Djamalabo, Golibo, Totonou Koffikro, Lahourebo, Kayabo, Nanan Assouakro, Assalékro et Koviessou.

Ces consultations publiques ont permis de recueillir certaines données servant à l'élaboration du présent CPR et des préoccupations à prendre en compte dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

1.4.1-STRUCTURATION DU RAPPORT DU PCR

Conformément à la SO2, le CPR comporte les points suivants :

- Définition des termes utilisés dans ce rapport
- Résumé
- Introduction
- Description du projet et disposition pour l'exécution (description des travaux prévus)
- Impacts, acquisition des terres et réinstallation
- Principes et objectifs du gouvernement ivoirien en matière de réinstallation involontaire
- Préparation, revue et approbation d'un plan d'action de réinstallation
- Estimation des populations déplacées et catégories d'éligibilité

- Méthodes d'évaluation de la valeur des biens affectés
- Éléments et procédures organisationnelles pour l'octroi des droits
- Génériques du programme d'exécution et liaison de la Réinstallation avec les travaux civils
- Mécanismes de recours en cas de plainte
- Méthodes de consultation et de participation
- Dispositions pour le suivi et l'évaluation
- Estimation du budget
- Annexes

Le présent document résulte donc de l'analyse des données collectées au niveau national et avec différents acteurs. Il a pris en compte la recommandation selon laquelle les propositions qui seront faites doivent considérer à la fois la réglementation nationale et le Système de Sauvegarde Intégré de la BAD notamment les Sauvegardes Opérationnelles.

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1 OBJECTIFS DU PROJET

L'objectif général de ce projet est l'amélioration des conditions de vie des populations rurales grâce à l'électricité. Spécifiquement, le projet contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment le taux de couverture, d'accès à l'électricité et le taux de desserte. Il a pour objet l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier et la construction des postes de distribution dans des centres urbains et ruraux, la pose des foyers d'éclairage public.

2.2 CONSISTANCE DU PROJET

Le projet vise au raccordement de 1088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité à travers la construction de :

- 3 407 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 047 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H6I ;
- 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
- 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
- 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

2.3. LOCALISATION DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

2.3.1 Définition des emprises et des zones d'influence du projet

2.3.1.1- Emprises des travaux

Dans le cadre de ce projet, l'emprise se définit comme l'espace nécessaire pour la réalisation des différents travaux. Il est toutefois important de préciser que les travaux liés aux activités du projet se dérouleront pour la plupart dans les emprises des lignes MT prévues pour la réalisation des ouvrages, donc sur un domaine foncier rural dédié.

2.3.1.2 Zones d'influence

La zone d'influence du projet est déterminée de manière à faciliter la prise en compte de tous les éléments du milieu naturel et humain pouvant être modifiés directement ou indirectement par le projet. En effet, dans l'élaboration de cette étude, la zone d'influence du projet a été

délimitée de manière à couvrir l'ensemble des activités projetées dans la zone du projet, inclure toutes les activités connexes liées à la réalisation du projet et circonscrire l'ensemble des effets directs, indirects et cumulatifs à long terme du projet sur les milieux physiques, biologiques et humains. Il s'agit de la zone d'influence indirecte et de la zone d'influence directe.

2.3.1.3. Zone d'influence indirecte

La zone d'influence indirecte (diffuse ou zone d'étude élargie), s'étend à l'ensemble des six Districts susceptible d'être influencées par le projet, notamment le District du SASSANDRA-MARAHOUÉ (31 localités), de YAMOUSSOUKRO (01 localité), des LACS (97 localités), du ZANZAN (89), de la COMOÉ (09 localités), et des LAGUNES (09 localités).

2.3.1.4. Zone d'influence directe

La zone d'influence directe ou restreinte couvre l'ensemble des 236 localités à électrifier susceptibles d'être influencés par les activités du projet, incluant les activités connexes.

Pour analyser l'environnement (zone d'influence), plusieurs méthodes seront utilisées entre autres l'analyse documentaires, les entretiens et les observations de terrain. La description de la zone d'influence directe est tributaire des observations et évaluations qui seront menées par l'équipe de terrain.

2.4 DESCRIPTION DE LA ZONE INITIALE DU PROJET

2.4.1 Caractéristiques socio-économiques du District du SASSANDRA-MARAHOUÉ

Le District du Sassandra-Marahoué couvre les régions du Haut-Sassandra composé de 4 départements (Daloa, Issia, Vavoua et Zoukougbeu) et de la Marahoué avec 3 départements (Bouaflé, Luénoufla, et Sinfra). Situé au centre ouest de la Côte d'Ivoire avec une population d'environ 2 293 304 hbts, Il est limité au nord par le District du Woroba, au sud par le District du Gôh-Djiboua et le Bas Sassandra, à l'est par le District des Lacs, de la vallée du Bandama et celle de Yamoussoukro, à l'ouest par le District des Montagnes. Le chef-lieu, Daloa, se trouve à 141 km de Yamoussoukro, la capitale politique et à 383 km d'Abidjan, la capitale économique. Il est l'un des quatorze districts administratifs de Côte d'Ivoire.

2.4.1.1. Peuplement

Le District du Sassandra- Marahoué, est peuplé en majorité par les Bété, Gnamboua, Gouro, Baoulé, les Malinkés.

Tableau 1 : Répartition de la population du District SASSANDRA-MARAHOUÉ

RÉGION	POPULATION TOTALE	HOMME	FEMME
HAUT SASSANDRA	1430960	773928	657032
MARAHOUÉ	862344	457600	404744
TOTAL DU DISTRICT SASSANDRA-MARAHOUÉ	2293304	1231528	1061776

Source : RGPH 2014

2.4.1.2. Les activités économiques

- **L'agriculture**

L'économie des localités du District repose principalement sur les Cultures Industrielles telles que le Café, le Cacao, la Canne à Sucre etc.

En ce qui concerne les cultures vivrières l'on y cultive le Riz, La Banane Plantain, le manioc.

- **Activités industrielles**

Le District dispose de quelques unités Industrielles telles que la Brasserie de Bouaflé, les 2 mines d'Or d'Angovia et Kpangbankouamékro (sous-préfecture de Bouaflé), l'usine de Production de Canne à Sucre de Zuénoula etc.

- **Activités touristiques**

Le District du SASSANDRA-MARAHOUÉ dispose d'un profil culturel et naturel source développement des deux régions qui le composent.

Ce profil prend en compte la roche éléphant de Brizéboua (un village situé à 11 km de Daloa sur l'axe Vavoua-Daloa). C'est dans ce village qu'a eu lieu cet évènement étrange qui a marqué toute la Région et est devenue au fil du temps un site touristique. En effet la légende raconte qu'un chasseur aurait abattu un éléphant qui se serait par la suite transformé en roche, d'où le nom « roche éléphant ». Nous avons également les singes sacrés de Gbétitapéa dans la Région de Daloa. En effet, Gbétitapéa est un petit village bordé d'une forêt primaire où vivent des singes sacrés, d'où le nom de « singes sacrés de Gbétitapéa ».

Dans la Marahoué, nous avons le parc national de la Marahoué qui couvre une superficie de 101 000 ha. Il est caractérisé par deux types de végétation car à cheval entre la savane du nord et la forêt de l'ouest. Nous avons aussi un important parc à but floral et faunique, le Mont Tsui, le masque Zaouli et Flali.

Dans les départements de Issia et Vavoua, nous avons les Petits danseurs du village de Gaponoroghué (Issia) et le Musée Rafael de Alladjekro, musée des amulettes (Vavoua).

2.4.1.3. Gestion foncière

La politique de gestion coutumière des terres dans le District du haut Sassandra Marahoué laisse entrevoir deux niveaux de gestion des terres. Au niveau du village, chaque « grande famille » possède un domaine propre sur lequel cultivent ses membres. L'appropriation de la terre est donc collective mais son exploitation est individuelle. Les terres non appropriées sont gérées par un chef de terre.

Pour ce qui est de l'accès des femmes à la terre, il faut noter que les terres leur sont accordées par deux (2) modes distincts, soit par legs dans les cas d'héritage ou soit par une autorisation du chef de famille ou les époux. Cette situation s'explique du fait de la persistance des valeurs socioculturelles. Toute fois les mécanismes de gestion du foncier varient d'une localité à une autre en fonction du système de filiation (système matrilineaire ou patrilineaire) en vigueur. Par ailleurs, il faut noter que les terres villageoises sont gérées conformément au droit coutumier, et qui sont pour la plupart non pas immatriculées.

2.4.1.4 L'habitat

L'habitat est dominé par des constructions en dure dans les villes aussi bien que dans les villages. Cependant on y rencontre des constructions anarchiques sur des sites lotis mais insuffisamment aménagés. Une partie de la population continue de construire des bâtiments avec des matériaux précaires en terre sans ciment, aussi bien dans le chef-lieu que dans les villages du District.

2.4.1.5-Caractéristiques socio-économiques des villages enquêtés

Pour le projet d'électrification rurale de 1088 localités et le programme d'électrification pour tous en Côte d'Ivoire, 44 localités de plus de 500 habitants ont été sélectionnées dans le District du Sassandra-Marahoué. Parmi celles-ci, les consultations publiques ont été organisées dans les localités suivantes :

Tableau 2 : Liste des localités enquêtées du District SASSANDRA-MARAHOUÉ

N°	Département	Sous-préfecture	Village	Nombre d'habitant
1.	BOUAFLE	BEGBESSOU	KOUBI	400,00
2.	BOUAFLE	BOUAFLE	Kikiékro	315,00
3.	BOUAFLE	BOUAFLE	BOKASSOU	457,00
4.	BOUAFLE	BOUAFLE	TANGONO BOUITA	326,00
5.	BOUAFLE	BOUAFLE	LOTANZIA	236,00

❖ **Kikiékro**

Le village de Kikiékro est une localité de la Sous-préfecture de Bouaflé, avec une population d'environ 315 habitants (RGPH, 2014). Situé à 12 km de la ville de Bouaflé, Il a été fondé vers 1800 par un chasseur. Il est constitué principalement des Yowlê (Autochtone). La succession au niveau de la chefferie se fait de père en fils. Au sein des familles, la succession se fait de père en fils dans un régime matrilineaire.

L'économie de ce village repose sur la culture du cacao et de l'hévéa culture ainsi des cultures vivrières que sont l'igname et le manioc. Cette population généralement agricole exerce par endroits des activités secondaires comme le commerce, l'orpaillage, l'élevage et bien d'autres. Mais L'orpaillage, est l'une des principales sources de revenu de la jeunesse. Le village dispose deux Pompes à Motricité Humaine (PMH) dont un est fonctionnel. La piste sur cet itinéraire est pratiquée par des motocyclistes et des véhicules de transport. Selon les informations recueillies auprès des populations, cette piste présente d'énormes difficultés de déplacement en période pluvieuses.

❖ **Koubi**

Le village de Koubi est une localité de la Sous-préfecture de Gbégbessou, avec une population d'environ 400 habitants (RGPH, 2014). Situé à 12 km de la ville de Bouaflé, Il a été fondé vers 1830 par un chasseur. Il est constitué principalement des Yowlê (Autochtone). La succession au niveau de la chefferie se fait de père en fils. Au sein des familles, la succession se fait de père en fils.

L'économie de ce village repose sur la culture du cacao et de l'hévéa culture ainsi des cultures vivrières que sont l'igname et le manioc. Cette population généralement agricole exerce par endroits des activités secondaires comme le commerce, l'orpaillage, l'élevage et bien d'autres. Le dispose d'une Pompe à Motricité Humaine (PMH). L'économie de ce village repose également sur la culture du cacao et de l'hévéa culture ainsi des cultures vivrières que sont l'igname et le manioc. Cette population généralement agricole exerce par endroits des activités secondaires comme le commerce, l'orpaillage, l'élevage et bien d'autres.

❖ **Observation**

Au terme, du diagnostic de terrain dans le Département de Bouaflé, les consultants ont visité 5 villages dont 2 bénéficient déjà de la présence d'une ligne MT (Moyenne Tension. Cependant,

il faut noter que sur 11 villages à électrifier, le village de Liadjenoufla 2 bénéficie déjà d'une électrification. En effet, tous ces villages visités sont lotis et les ouvertures de voies sont réalisées. Mais nous avons 2 cas particulièrement spécifiques : Kikiékro et Koubi qui sont traversés par des lignes MT. Particulièrement Kikiékro, il est contigu au village de Pakodji déjà électrifié et traversé par des lignes MT dont les poteaux de ces lignes sont plantés dans l'enceinte du village.

Concernant les trois autres villages (Lotanzia, Bouita et Bokassou), l'on note l'existence des lignes MT à environ 1 km à 2 km desdits villages.

Planche I : Vue des lignes MT dans le village de Koubi



Source : PCR/EESS) /PCGES PER, GROUPE EFORT, août 2019

2.4.2. Caractéristiques socio-économiques du District de YAMOUSSOUKRO

Le District Autonome de Yamoussoukro a été créé en 2002 par la loi N° 2002-44 du 21 janvier 2002 portant statut du District de Yamoussoukro. Jusqu'en 2011, le District comprenait les entités administratives de Yamoussoukro, de Didiévi, de Tiéniékro et d'Attigouakro. Cependant, le décret n°2011-263 du 28 septembre 2011 portant organisation du territoire national en Districts et Régions a réduit le District à deux départements s'étendant sur 200 km² : Yamoussoukro et Attigouakro. Situé au centre de la Côte d'Ivoire, le District Autonome de Yamoussoukro, a une population estimée à 355573 habitants (RGPH 2014). Il est situé au centre de la côte d'ivoire avec pour limite administrative : au Nord et à l'Est par le District des Lacs, à l'Ouest par le District du SASSANDRA-MARAHOUÉ, et au sud par les Districts des Lacs et du Gôh-Djiboua. Située à 240 kilomètres au nord d'Abidjan, Yamoussoukro est-elle la capitale politique et administrative de la Côte d'Ivoire depuis 1983.

2.4.2.1-Peuplement

Le peuplement Baoulé de la Région de Yamoussoukro, comme celui de la Région de Bouaké, plus au nord, résulte de l'épopée, au XVIII^e siècle, de la Reine Pokou et de sa sœur Akwa Boni dans leur migration, à travers la savane, à partir du Ghana.

Tableau 3 : Répartition de la population du District de YAMOUSSOUKRO

Région	Population totale	Homme	Femme
Autonome de Yamoussoukro	355573	181090	174483

Source : RGPH 2014

2.4.2.2. Potentialités économiques

- **L'agriculture :**

Le climat baouléen de la zone favorise les cultures vivrières (riz, ignames, maniocs, maïs, soja, arachide), les cultures maraîchères (chou, tomates, salade), le Café et le Cacao, le riz local (WITA 9).

En outre, le District Autonome de Yamoussoukro jouit d'une grande potentialité économique et touristique. Le District est une zone propice à l'agriculture avec de vastes étendues de terres cultivables, l'existence de plans d'eau et aménagements agro-sylvopastoraux.

- **Le commerce**

Le développement du commerce (restaurants, hôtels... facilité de logements, présence d'un aéroport, plusieurs écoles, grandes écoles et centre de formation (le Lycée Scientifique, le Lycée Mamie Adjoua, l'INP-HB, le centre de formations professionnelles), l'autoroute Abidjan Yamoussoukro, la bonne circulation urbaine (voies larges et toutes bitumées)

Elle permet de relier toutes les régions de la Côte d'Ivoire. Elle dispose du deuxième aéroport international de la Côte d'Ivoire ; d'une zone industrielle ; d'un bon réseau de communication (réseau routier dense, d'une bonne couverture du réseau de téléphonie et internet) ; d'une main-d'œuvre importante et qualifiée et d'un pôle de génie technologique à l'INP-HB avec une expertise de pointe.

- **Le tourisme**

Sur le plan touristique, le district de Yamoussoukro est bien nanti. Ville natale du premier président de la République de Côte d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny, Yamoussoukro, en plus de son important patrimoine naturel et culturel (lacs, fleuves, barrage de Kossou, paysage) est dotée de joyaux architecturaux et de nombreux attraits touristiques. Il s'agit de la Basilique Notre Dame de la Paix ; de l'Institut National Félix Houphouët-Boigny ; de la Fondation Félix

Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix ; du parc animalier d'Abokouamékro ; du lac aux caïmans et la résidence du Président Félix Houphouët-Boigny. En outre, il y a le palais des Hôtes ; le golf-club ; le barrage Hydroélectrique de Kossou ; la plantation de Guiglo ; la grande mosquée de Yamoussoukro et la plantation d'État de Toumbokro. Les Tisserands de Sakiaré, Adjibri, Tounzuebo, Assanou ; les danses traditionnelles (Goli, Adreba, Adjoss).

2.4.2.3. Les infrastructures socio-économiques

L'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) est un établissement public de formation supérieure, de recherche et de production.

Les établissements fusionnés constituaient, avant 1996, les Grandes écoles de Yamoussoukro : l'École Nationale Supérieure d'Agronomie (ENSA), l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics (ANSE), l'Institut Agricole de Bouaké (IAB), et l'Institut National Supérieur de l'Enseignement Technique (INSET). Accompagnant cette fusion, six nouvelles écoles sont créées au sein de l'Institut : l'École Supérieure d'Agronomie (ESA), l'École Supérieure d'Industrie (ESI), l'École Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises (ESCAE), l'École Supérieure des Mines et de Géologie (ESMG), l'École Supérieure des Travaux Publics (ESTP), et l'École de Formation Continue et de Perfectionnement des Cadres (EFCPC). En outre nous avons, la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la Recherche de la Paix est un institut de recherche sur les questions de la paix dont le siège se trouve à Yamoussoukro, le lycée scientifique, qui est le premier lycée d'excellence de la Côte d'Ivoire et ce lycée rivalise avec les meilleures écoles françaises, l'aéroport, le barrage de Kossou.

2.4.2.4 Gestion foncière

La politique de gestion coutumière des terres dans le District Yamoussoukro laisse entrevoir deux niveaux de gestion des terres. Au niveau du village, chaque « grande famille » possède un domaine propre sur lequel cultivent ses membres. L'appropriation de la terre est donc collective mais son exploitation est individuelle. Les terres non appropriées sont gérées par un chef de terre.

Pour ce qui est de l'accès des femmes à la terre, il faut noter que les terres leur sont accordées par deux (2) modes distincts, soit par legs dans les cas d'héritage ou soit par une autorisation du chef de famille ou les époux. Cette situation s'explique du fait de la persistance des valeurs socioculturelles. Toute fois les mécanismes de gestion du foncier varient d'une localité à une autre en fonction du système de filiation (système matrilineaire ou patrilineaire) en vigueur.

Par ailleurs, il faut noter que les terres villageoises sont gérées conformément au droit coutumier, et qui sont pour la plupart non pas immatriculées.

2.4.2.5. L'habitat

L'habitat est dominé par des constructions en dure dans les villes aussi bien que dans les villages. Cependant on y rencontre des constructions anarchiques sur des sites lotis mais insuffisamment aménagés. Une partie de la population continue de construire des bâtiments avec des matériaux précaires en terre sans ciment, aussi bien dans le chef-lieu que dans les villages du District.

2.4.2.6. Caractéristiques socio-économiques des villages enquêtés

Pour le projet d'électrification rural de 236 localités de Côte d'Ivoire (PER), 01 localité a été sélectionnée dans le Département d'ATTIEGOUAKRO. Parmi celles-ci, les consultations publiques ont été organisées dans les localités suivantes :

Tableau 4 : Liste des localités enquêtées dans le District Autonome de YAMOUSSOUKRO

N°	Département	Sous-préfecture	Village	Nombre d'habitants
I	ATTIEGOUAKRO	LOLOBO	DRÉKRO	144,00

Source: PCR/EESS) /PCGES, PER CI -ENERGIES GROUPE EFORT, août 2019

➤ SOUS-PREFECTURE DE LOLOBO

❖ DREKRO

Avec une population de 144 habitants, le village de Dre Kro est situé dans la sous-préfecture de Lolobo. Les familles autochtones sont réparties en deux (02) grandes familles que sont les Drè et les Akalovia.

L'économie locale est dominée par l'agriculture notamment les cultures de rentes (anacarde, hévéa et café) et les cultures vivrières et maraîchères (igname, manioc, banane, tomate)

En plus de ces activités mentionnées ci-dessus, cette localité se distingue par la production et la transformation du manioc en attiéké et par l'artisanat avec des artisans spécialisés dans la production de pagnes traditionnels Baoulé.

Concernant l'organisation socioculturelle, nous avons constaté l'existence de deux (02) associations dans le village. Il s'agit de l'association des hommes (Association des Jeunes Dynamiques de Drèkro) qui regroupe des tisserands et du groupement des femmes dénommé Yessou-bessou qui a pour but la solidarité et l'entraide entre les femmes du village.

Au niveau des infrastructures, le village dispose d'une (01) pompe hydraulique villageoise et d'un accès au réseau national d'eau potable.

Quant aux énergies utilisées, la plupart des ménages utilisent des piles et de l'énergie solaire rechargeable par des entreprises de téléphones cellulaires. Ces énergies sont utilisées pour l'éclairage des ménages, l'alimentation des postes téléviseurs et le rechargement des batteries de portables.

❖ **OBSERVATIONS.**

Le village est situé à une distance d'environ 10 mètres et bordé de la ligne de moyenne tension (MT) qui traverse la localité d'Akonikro.

2.4.3. Caractéristiques socio-économiques du District des Lacs

Le District des Lacs est une division administrative de la Côte d'Ivoire, issue du redécoupage administratif de 2011 avec une population estimée à 1 258 604 hbts (2014). Il est situé au centre est du pays, entre les districts de la Vallée du Bandama au nord, du Zanzan au nord-est, de la COMOÉ à l'est, des Lagunes au sud, du Gôh-Djiboua au sud-ouest, du Sassandra-Marahoué et de Yamoussoukro (district Autonome) à l'ouest. Il regroupe la Région du N'Zi-COMOÉ composé de quatre Départements (Dimbokro, Kouassi-Kouassikro, Bocarda) , celle du Béliér avec quatre Départements (Djékanou, Didiévi, Tiébissou, Toumodi) à l'exception du département de Yamoussoukro (devenu district Autonome), et la Région de l'IFFOU qui couvre trois départements (Daoukro, M'Bahiakro et Prikro).

Le District des lacs couvre une superficie d'environ 28 500 km², et pour chef-lieu de District Dimbokro.

2.4.3.1. Peuplement

La population est constituée à une très grande majorité de Baoulés, même si on compte aussi des Agni (région du Moronou).

Tableau 5 : répartition de la Population du District des Lacs

RÉGION	POPULATION TOTALE	HOMME	FEMME
BÉLIER	346768	172722	174046
IFFOU	311642	157772	153870
N'ZI	247578	122293	125285
MORONOU	352616	180793	171823
TOTAL DISTRICT DES LACS	1258604	633580	635024

Source : RGPH 2014

2.4.3.2. Économie

- **Agriculture**

L'économie de ce District repose sur l'agriculture, l'élevage et à l'implantation d'industries agropastorales. Ancienne boucle du cacao, aujourd'hui l'on assiste à la reconversion des producteurs du binôme café-cacao, en producteurs d'anacarde de palmier et d'hévéa pour ce qui est de la Région du N'Zi COMOÉ. Par ailleurs, il constitue une zone de grande production du riz pluvial et du riz de bas-fond. Le réseau routier assez dense, et le district est encore pourvu en essences forestières exploitables.

- **Activités commerciales**

Les activités commerciales informelles et formelles y sont assez florissantes : vivriers et maraîchers.

- **Activités touristiques**

Le District dispose d'un nombre important de réceptifs hôteliers et de restaurant de référence notamment : l'hôtel de la Paix, réceptif 4 étoiles et plusieurs autres de 3 et 2 étoiles

2.4.3.3. Infrastructure socio-économique du District

Avec la boucle du cacao, le District a pu bénéficier d'un certain nombre d'infrastructures dont la plus importante est l'usine UTEXI. La réception de la fête tournante de l'Indépendance en 1970 avec les investissements qui l'accompagnent est aussi à son actif.

L'existence de plusieurs structures des services administratifs déconcentrés, décentralisées, techniques parapubliques et les structures privées contribuent au développement du District.

2.4.3.4. Gestion foncière

La politique de gestion coutumière des terres dans le District des Lacs laisse entrevoir deux niveaux de gestion des terres. Au niveau du village, chaque « grande famille » possède un domaine propre sur lequel cultivent ses membres. L'appropriation de la terre est donc collective mais son exploitation est individuelle. Les terres non appropriées sont gérées par un chef de terre.

Pour ce qui est de l'accès des femmes à la terre, il faut noter que les terres leur sont accordées par deux (2) modes distincts, soit par legs dans les cas d'héritage ou soit par une autorisation du chef de famille ou les époux. Cette situation s'explique du fait de la persistance des valeurs socioculturelles. Toute fois les mécanismes de gestion du foncier varient d'une localité à une autre en fonction du système de filiation (système matrilineaire ou patrilineaire) en vigueur.

Par ailleurs, il faut noter que les terres villageoises sont gérées conformément au droit coutumier, et qui sont pour la plupart non pas immatriculées.

2.4.3.5 L'habitat

L'habitat est dominé par des constructions en dure dans les villes aussi bien que dans les villages. Cependant on y rencontre des constructions anarchiques sur des sites lotis mais insuffisamment aménagés. Une partie de la population continue de construire des bâtiments avec des matériaux précaires en terre sans ciment, aussi bien dans le chef-lieu que dans les villages du District.

2.4.3.6. Caractéristiques socio-économiques s des villages enquêtés

Pour le projet d'électrification et d'accès à l'électricité de 668 localités de Côte d'Ivoire (PER), 44 localités de plus de 500 habitants ont été sélectionnées dans la Région du GONTOUGO. Parmi celles-ci, les consultations publiques ont été organisées dans les localités suivantes :

Tableau 6 : Liste des localités enquêtées du District des Lacs

	Département	Sous-préfecture	Village	Nombre D'habitant
1.	DIDIEVI	DIDIEVI	Kouassi-prékro	300,00
2.	DIDIEVI	DIDIEVI	AHOUGNANOU	428,00
3.	TIEBISSOU	TIEBISSOU	Kpato-Djamalabo	438,00
4.	TIEBISSOU	TIEBISSOU	GOLIBO	136,00
5.	TOUMODI	TOUMODI	TOTONOU KOFFIKRO	403,00
6.	TOUMODI	TOUMODI	LAHOUREBO	332,00
7.	BONGOUANOU	BONGOUANOU	KAYABO	353,00
8.	BONGOUANOU	BONGOUANOU	NANAN ASSOUAKRO	364,00
9.	DAOUKRO	OUELLE	KOVISSOU	296,00
10	DAOUKRO	OUELLE	ASSALEKRO	302,00

Source : RGPH 2014

❖ SOUS-PREFECTURE DE TOUMODI

❖ LAHOUREBO

Lahourébo est un village situé dans la sous-préfecture de Toumodi. Sa population est estimée à environ 332 habitants. Le village est subdivisé en quatre quartiers dans lesquels habitent les

quatre (04) grandes familles du village, ce sont les familles Kokobou, Ossou, Ahoupolo et Saviè.

L'économie locale est dominée par l'agriculture notamment les cultures de rentes (anacarde, hévéa et café) et les cultures vivrières (igname, manioc, banane, tomate).

Au niveau de l'organisation socioculturelle, on retrouve sur l'espace de ce village une mutuelle des ressortissants de la localité en cours de création et deux (02) associations, une pour les jeunes et une autre pour les femmes. Les associations pour credo l'entraide et la solidarité autour des travaux champêtres.

Outre ce qui précède, la localité dispose de trois (03) lieux de cultes qui illustrent une diversité religieuse. Il s'agit notamment d'une Église Catholique, une église Déhima et une église CMA. Au niveau des infrastructures, le village a de deux (02) pompes hydrauliques villageoises dont une seule est à ce jour fonctionnel.

LAHOUREBO n'est pas électrifié, de ce fait, les villageois ont recours à diverses sources d'énergie pour l'éclairage de leurs ménages et pour l'alimentation de leurs appareils (portables, télévision, ampoule, torche...). Il s'agit des piles, des batteries et de l'énergie solaire rechargeable fournie par des entreprises de téléphones cellulaires.

D'après les informations recueillies, l'absence d'électricité fait que les ressortissants du village refusent d'investir dans leur localité, ce qui empêche bien évidemment LAHOUREBO de connaître le développement. Les propos suivants du chef du village traduisent cette réalité « on vit dans l'obscurité, ça fait que rien n'avance chez nous, les gens préfèrent aller construire en ville et même ils ne viennent plus au village si ce n'est pas à l'occasion de funérailles ».

❖ **OBSERVATIONS**

Le village est situé à une distance d'environ 8,5 kilomètres de la ligne de moyenne tension qui traverse la localité d'Akonikro.

❖ **TOTONOU KOFFIKRO**

Situé dans la sous-préfecture de Toumodi, le village de TOTONOU KOFFIKRO est composé de trois (03) grandes familles qui sont : Sanwuiélé, sanwuié-oklè et Mlanahou-ossou. Il est peuplé de 380 habitants.

Les populations ont pour principale activité économique l'agriculture. Celle-ci est portée sur les cultures de rentes que sont l'anacarde, l'hévéa et en faible proportion le café. Les femmes de la localité se sont spécialisées dans la culture du vivrier et produisent régulièrement l'igname, le manioc, la banane, la tomate.

Le village dispose d'une mutuelle qui entreprend des actions de développement et deux (02) associations. L'une d'entre elles regroupe les jeunes du village, elle se dénomme « sans manger », l'autre est celle des femmes, elle porte le nom de « Anvouè » ce qui signifie la pitié. La particularité du groupement des femmes c'est qu'il est légalement constitué et détient un récépissé de dépôt enregistré sous le numéro n° 922 du 20 août 2014. Le domaine d'intervention de ces différents groupements est l'entraide communautaire et les activités champêtres.

On retrouve à TOTONOU KOFFIKRO trois (03) églises. Au niveau des infrastructures, le village dispose de deux (03) pompes hydrauliques villageoises dont une seule est utilisable. Quant aux énergies utilisées, la plupart des ménages utilisent des piles et de l'énergie solaire. Cependant d'autres habitants s'approvisionnent dans le village voisin. Ces énergies sont utilisées pour l'éclairage des ménages, l'alimentation des postes téléviseurs et le rechargement des batteries de portables.

❖ **OBSERVATIONS**

Le village n'est pas électrifié, et il est situé à une distance d'environ 04 kilomètres de la ligne de moyenne tension qui traverse la localité d'Akonikro.

➤ **Sous-préfecture de TIÉBISSOU**

❖ **Golibo**

Le village de GOLIBO est situé à 2 km de la ville de TIEBISSOU entre la ville et le village de PROPRONOU. Sa population est estimée à 136 habitants. Ce village a été créé par des familles venues de différents villages du pays Baoulé et qui se sont installés à cet endroit à cause de la fertilité de ses terres. Malheureusement au fil des années GOLIBO a vu sa population décroître car plusieurs familles ont migré vers les zones cacaoyères du pays et vers les grandes villes à la recherche d'opportunités de travail.

GOLIBO est électrifié depuis bientôt 4 ans et il est éclairé par 12 poteaux électriques. Il est loti et sous l'impulsion du chef de village des extensions sont en cours de réalisation dans la perspective de développer la localité.

Sur le plan socioculturel, le village a une coopérative agricole à laquelle tous les membres du village sont affiliés, on y trouve également une association de femme dénommée AFG qui est légalement constituée. Pour ce qui concerne les infrastructures de base, le village dispose de deux pompes hydrauliques et d'une école primaire.

❖ **Observations**

Existence de basse tension dans le village, besoin d'extension du réseau électrique car le village n'est pas suffisamment éclairé. D'après le chef du village, les besoins du village en poteaux électrique peuvent s'évaluer à 20 poteaux. Jusqu'à présent une grande partie des ménages n'est pas encore connectée au réseau électrique faute moyen pour prendre les compteurs.

❖ **Kpato-Djamalabo**

Kpato-Djamalabo est un village de 438 habitants et composé de trois (03) grandes familles qui définissent la répartition spatiale des quartiers. Il s'agit précisément de Klonanguiohoussou, Ahougnanou et Adjahouosso.

La principale activité économique de ce village c'est l'agriculture. Les populations se sont investies dans les cultures de rentes (l'anacarde et le café), les cultures vivrières et les cultures maraîchères (igname, manioc, banane, tomate, aubergine).

Le village a une mutuelle de ressortissants et deux (02) associations, celle des jeunes du nom de Elikè et celle des femmes dénommée Abo.

Kpato-Djamalabo dispose de quatre (04) lieux de cultes qui illustrent une diversité religieuse. Entre autres nous avons une Église Catholique, Déhima, CMA et les Assemblées de Dieu.

Au niveau des infrastructures, le village est traversé par le réseau national d'eau potable et du réseau électrique national.

Quant aux énergies utilisées, la plupart des ménages s'approvisionnent à partir du réseau national, cependant d'autres utilisent encore des piles et de l'énergie solaire rechargeable (il s'agit des ménages qui ne se sont pas encore abonnés au réseau électrique).

❖ **OBSERVATIONS.**

Existence du réseau électrique national : basse tension au sein du village. Besoin d'extension du réseau électrique.

➤ **Sous-préfecture de DIDIEVI**

❖ **AHOUGNANOU**

Ahougnanou est un village situé à 08 kilomètres du chef-lieu de la sous-préfecture de Didiévi précisément entre les villages de Kragnabo et Polonou. Ce village est composé de quatre familles qui structurent les différents quartiers. Il s'agit des familles N'gouakro, Akakro, Yahkro et Blédi.

L'activité économique principale de la population est l'agriculture. Plusieurs types de cultures existent dans cette localité. Concernant les cultures de rentes elles portent essentiellement sur l'anacarde, le teck, le palmier à huile et l'hévéa. Quant aux cultures vivrières, il y a l'igname, la banane, le manioc, la tomate, le piment, l'aubergine. On trouve également dans ce village de petites unités artisanales de transformation du manioc en Attiéké gérées par des femmes.

En ce qui concerne la vie associative à Ahougnanou, il existe un regroupement des jeunes qui a pour but de s'entraider dans le cadre des travaux champêtres et une association exclusivement féminine du nom de Eoukaekou en cours de constitution.

Pour ce qui concerne les lieux de culte, il y a deux églises : Déhima et CMA.

Au niveau des infrastructures, nous pouvons constater l'inexistence du réseau national d'eau potable et la présence du réseau électrique nationale. Cependant, les populations utilisent des piles et l'énergie solaire fournie par un prestataire privé. Ces énergies sont destinées à l'usage domestique : éclairage, alimentation des équipements domestiques tels que les postes téléviseurs et radios, téléphones portables. On note néanmoins l'existence de deux (02) pompes hydrauliques villageoises.

❖ **OBSERVATIONS**

Le village est situé à une distance d'environ 16 kilomètres de la ligne de moyenne tension à N'Djuakro et d'une autre à environ 07 kilomètres à Djèzonkro. Le village n'est pas encore électrifié.

Photo 1: Prise de vue avec le chef et les représentants des associations



Source : PCR/EESS) /PCGES PER/ GROUPE EFORT, août 2019

❖ **Kouassi-prékro**

Kouassi-prékro est un village situé à 05 kilomètres du chef-lieu de la sous-préfecture de Didiévi. Ce village est composé de trois (03) quartiers : Kouamekro, Matrankiéi et le nouveau quartier appelé quartier fonctionnaire.

L'activité économique principale de la population est l'agriculture. Plusieurs types de cultures existent dans cette localité. Concernant les cultures de rentes elles portent essentiellement sur l'anacarde, le teck, le palmier à huile et l'hévéa. Quant aux cultures vivrières, nous avons : l'igname, la banane, le manioc, la tomate, le piment, l'aubergine. Les femmes de la localité produisent de manière artisanale de l'attiéké et du « placali » à partir du manioc qu'elles cultivent sur place.

En ce qui concerne la vie associative à Kouassi-prékro, nous avons un regroupement des jeunes qui a pour but de s'entraider dans le cadre des travaux champêtres. Cependant il n'existe aucune association féminine. En revanche il y a une mutuelle de développement du village composée de tous les ressortissants de cette localité.

Pour ce qui relève de la religion, nous avons deux églises : Déhima et CMA.

Au niveau des infrastructures, le village est doté en eau potable. Les populations utilisent l'énergie solaire fournie par un prestataire privé et des piles. Ces énergies sont destinées à l'usage domestique : éclairage, alimentation des équipements domestiques tels que les postes téléviseurs et radios, téléphones portables. On note néanmoins l'existence de deux (02) pompes hydrauliques villageoises.

❖ **OBSERVATIONS**

Le village est situé à une distance d'environ 18 kilomètres de la ligne de moyenne tension à N'Djuakro et d'une autre à 05 kilomètres à Didiévi. Le village n'est pas encore électrifié. Nous avons aperçu sur les lieux la présence de quelques poteaux électriques non fonctionnels qui ont été offerts par le président du conseil régional lors des dernières campagnes électorales.

❖ **Sous-préfecture de Bongouanou**

❖ **KAYABO**

Situé à environ 5 km de la commune de Bongouanou, Kayabo fait partie de la tribu N'GATTIA composée des villages suivants : N'guessankro, Essuikro, Kayabo, Amonkro, Niandian, N'Zuékokoré, Agnialiessou, M'baoucessou, N'dolikro, Kinimokro, Tanosso, Banabo, Bouadikro, Fronobo, Akobakabo, Ahounienfoutou et Assaoufoué

Ce village souffre d'un manque d'infrastructure sociale de base. Il dispose seulement d'une école primaire de six classes, d'une fontaine et d'une église (Église des Assemblée de Dieu).

L'économie de ce village repose sur culture du cacao et de l'hévéa culture ainsi des cultures vivrières que sont l'igname et le manioc. Toutefois, l'état de dégradation de la route, rend difficile l'évacuation des produits agricoles dans le village ainsi vers la ville de Bongouanou.

❖ **Observations**

Le village n'est pas électrifié, il est situé à une distance d'environ 1,5 kilomètre de la ligne de moyenne tension.

Photo 2 : Séance d'information avec la chefferie de KAYABO



Source : PCR/EESS) /PCGES PER/ GROUPE EFORT, août 2019

❖ **NANAN ASSOOUAKRO**

NANAN ASSOOUAKRO est un village de la sous-préfecture de Bongouanou, il est situé à 5 KM de la commune de Bongouanou, avec une population de 202 Hbts (RGPH, 2014). Ce village dispose d'une école de 3 classes et d'une (1) fontaine.

L'économie de ce village repose sur culture du cacao et de l'hévéa culture ainsi des cultures vivrières que sont l'igname et le manioc.

❖ **Observations**

Le village n'est pas électrifié, cependant l'on note la présence d'une ligne MT à proximité du village et des poteaux des lignes BT.

Photo 3: une vue des poteaux BT à Nanan Assouakro



Source : PCR/EESS /PCGES PER/, GROUPE EFORT, août 2019

➤ **Sous-préfecture de OUELLE**

❖ **ASSALEKRO**

ASSALEKRO est un village du Département de Daoukro, il est situé à 19 KM de la sous-préfecture de OUELLE, avec une population de 302 Hbts (RGPH, 2014). Ce village dispose d'une école de deux (2) classes construites en matériaux précaires et de deux Pompes à Motricité Humaines (PH), dont une fonctionnelle. L'économie de ce village repose sur culture du cacao et de l'hévéa culture ainsi des cultures vivrières que sont l'igname et le manioc.

OBSERVATION

Présence des lignes MT dans le village, cependant celui-ci n'est pas électrifié.

❖ **KOVISSOU**

KOVISSOU est un village du Département de DAOUKRO ; il est situé à 18 KM de la sous-préfecture de OUELLE, avec une population de 296 Hbts (RGPH, 2014). Ce village dispose d'une école de 6 classes en construction et deux Pompes à Motricité Humaines (PMH) dont une fonctionnelle. L'économie de ce village repose sur culture du cacao et de l'hévéa culture ainsi des cultures vivrières que sont l'igname et le manioc.

❖ Observation

Des lignes MT plus proches se trouvent à 3 km du village, en partant à Daoulebo (village électrifié) ; et celles qui sont éloignées se trouvent à 4 km en partant à Koutoukounou (village électrifié).

Photo 4: Séance d'information avec la chefferie de KOVIESSOU



Source : PCR/EESS /PCGES PER/, GROUPE EFORT, août 2019

2.4.3. Caractéristiques socio-économiques du District du Zanzan

Situé au Nord-Est de la Côte d'Ivoire, le District du Zanzan comprend les régions du BOUNKANI et du GONTOUGO. Il a pour chef-lieu la ville de Bondoukou. Il est frontalier des républiques du Ghana (à l'est) et du Burkina Faso (au nord). Il est entouré par les districts de la COMOÉ au sud, des Lacs au sud-ouest, de la Vallée du Bandama et des Savanes à l'ouest. Il a une superficie de 38 000 km² et une population estimée à 934 352 habitants (RGPH, 2014). Ce district est un lieu au potentiel touristique important vu la présence du parc national de la COMOÉ et la ville historique de Bondoukou.

2.4.3.1. Peuplement

La population y est en majorité constituée d'Abron, de koulango et de Lobis et Malinkés. Les Abron installés dans la Région de Bondoukou sont originaires d'Akwamu (région située au

sud-est du Ghana, près du fleuve voltas. Dans le BOUNKANI, c'est au 2eme siècle que les ancêtres des KOULANGO (LES LORHON) peuplaient cette région.

2.4.3.2. Gestion foncière

La politique de gestion coutumière des terres dans le District du ZANZAN laisse entrevoir deux niveaux de gestion des terres. Au niveau du village, chaque « grande famille » possède un domaine propre sur lequel cultivent ses membres. L'appropriation de la terre est donc collective mais son exploitation est individuelle. Les terres non appropriées sont gérées par un chef de terre.

Pour ce qui est de l'accès des femmes à la terre, il faut noter que les terres leur sont accordées par deux (2) modes distincts, soit par legs dans les cas d'héritage ou soit par une autorisation du chef de famille ou les époux. Cette situation s'explique du fait de la persistance des valeurs socioculturelles. Toute fois les mécanismes de gestion du foncier varient d'une localité à une autre en fonction du système de filiation (système matrilineaire ou patrilineaire) en vigueur. Par ailleurs, il faut noter que les terres villageoises sont gérées conformément au droit coutumier, et qui sont pour la plupart non pas immatriculées.

2.4.3.3 L'habitat

L'habitat est dominé par des constructions en dure dans les villes aussi bien que dans les villages. Cependant on y rencontre des constructions anarchiques sur des sites lotis mais insuffisamment aménagés. Une partie de la population continue de construire des bâtiments avec des matériaux précaires en terre sans ciment, aussi bien dans le chef-lieu que dans les villages du District.

Tableau 7 : Répartition de la Population du ZANZAN

Région	Population totale	Homme	Femme
GONTOUGO	667185	337613	329572
BOUNKANI	267167	134056	133111
Total district du Zanzan	934352	741669	462683

Source : RGPH 2014

2.4.3.4. Économie

❖ Agriculture

L'économie du District repose essentiellement sur l'agriculture, la production animale, le commerce (vivriers, produits artisanaux, etc.) et les services. Malheureusement, Il n'y existe aucune unité industrielle de grande envergure.

L'anacarde constitue la principale culture de rente des deux régions avec une production de 99 324 tonnes, soit 22 % de la production nationale (annuaires statistiques 2001, 2007, 2012). À cette culture, s'ajoutent le cacao et le café produits en faible quantité en raison du vieillissement des plantations. Ils sont cultivés dans la partie sud de la Région du GONTOUGO. En dehors des plantations d'anacarde, l'arboriculture est inexistante dans la Région du BOUNKANI. Des arbres comme le néré, le karité, les manguiers et les agrumes bien qu'utilisés à des fins de consommation, font rarement l'objet d'entretien.

En outre, il compte 5 unités industrielles dans la Région du GONTOUGO. Il s'agit notamment de 2 usines de décortilage de la noix de cajou situées à Lomo (S/p deTanda) et à Sapli-Sépingo ; 2 unités de transformation de bois rattachées à la société FIF d'Adzopé localisées à Bondoukou et à Tankessé et 1 scierie à Tankesse.

Les principales cultures vivrières pratiquées dans la Région sont l'igname, la banane plantain, le manioc, le maïs, le riz.

La renommée de ce District repose sur la célèbre variété d'igname appelée « Kponan ».

❖ **Tourisme**

Le District du Zanzan à travers son profil culturel et naturel de la Région du BOUNKANI représente une destination touristique capable de subjuguier tous ceux qui s'y rendent. Ce profil prend en compte le parc national de la COMOÉ, la danse, la tenue vestimentaire, les mets, les sites touristiques.

Dans le département de Nassian (le BOUNKANI), nous avons la danse yémina ; C'est une danse qui marque la fin d'un mois d'initiation des jeunes filles hors du village afin de les préparer à la future vie de femme ; accompagnées de tam-tam, les initiées toutes parées dansent en tournant sur elle. Dans le GONTOUGO, nous avons la mosquée du 17ème siècle de Sorobango, la maison de Samory, les singes sacrés du village Soko interdits à la consommation, le musée de BONDOUKOU construit par le commandant de cercle Français en 1954, il était le marché de la ville avant d'être transformé en 1980 en musée des arts et traditions Abron-Koulango.

2.4.3.5. Caractéristiques socio-économiques des villages enquêtés

Pour le projet d'électrification et d'accès à l'électricité de 668 localités de Côte d'Ivoire (PER), 44 localités de plus de 500 habitants ont été sélectionnées dans la Région du

GONTOUGO. Parmi celles-ci, les consultations publiques ont été organisées dans les localités suivantes :

Tableau 8 : Liste des localités enquêtées du District du ZANZAN

N°	Département	Sous-préfecture	Village	Nombre d'habitant
1	Bondoukou	Bondoukou	Djimini	347,00
2			Sama	151,00
3		Goumeré	Assima	169,00
4			Gboko-bidigo	165,00

Source : PCR/EESS) /PCGES PER GROUPE EFORT, août 2019

➤ **Sous-préfecture de BONDOUKOU**

La mission d'identification, d'analyse des impacts et risque sur le milieu humain et socio-économique en Côte d'Ivoire dans la Région du GONTOUGO qui comprend la ville de Bondoukou (Djimini et Sama), Goumeré s'est faite avec les autorités urbaines, villageoises et des populations des zones concernées par le projet. Dans ces zones encore marquées par le manque d'électricité, la rencontre avec ces populations pour mieux comprendre les préoccupations et les avis des populations s'est très bien déroulée.

La délégation a sillonné les localités dans toutes leurs composantes. Dès notre arrivée à BONDOUKOU, nous sommes rendus à la Préfecture de ladite ville. Mais nous n'avons pas pu rencontrer le Préfet car absent. Nous avons profité pour nous rendre dans deux localités proches de la ville. La première localité visitée est Djimini. Dès notre arrivée aux environs de 17 h 08 min, nous avons rencontré la population avec à leur tête, le chef du village, la présidente des femmes, le président des jeunes. Nous avons ensuite eu une rencontre avec le sous-préfet de la localité. Avant notre arrivée dans cette localité aux environs de 18 h 45 min, où nous avons rencontré la population de Sama avec à leur tête le chef du village, la présidente des femmes et le président des jeunes.

Le mercredi 14 août 2019 de 08 h 40 min à 09 h 15 min nous avons rencontré le Secrétaire de Préfecture de SAMA. Nos échanges ont porté sur les informations relatives à la mise en œuvre du Projet d'électrification rurale.

➤ **SOUS-PRÉFECTURE DE BONDOUKOU**

❖ **DJIMINI**

L'activité économique principale de la population est l'agriculture. Différents types de cultures existent notamment les cultures vivrières, cultures d'exportation et les cultures maraîchères. Précisément nous avons : l'anacarde, le maïs, l'igname, la banane, le manioc

Plusieurs types de cultures existent dans cette localité. Concernant les cultures de rentes elles portent essentiellement sur l'anacarde, le teck, le palmier à huile et l'hévéa. Quant aux cultures vivrières, nous avons : l'igname, la banane, le manioc, la tomate, le piment, l'aubergine... Par ailleurs, nous pouvons ajouter qu'il existe des petites unités féminines de transformation traditionnelle du manioc qui produisent de l'Attiéké.

En ce qui concerne la vie associative à Djimini, nous avons une Association des Femmes de Djimini (AFD) et une Association des jeunes de Djimini (AJD)

❖ **OBSERVATIONS.**

Le raccordement de cette localité au réseau électrique national est considéré par les populations comme une action de l'État qui pourrait promouvoir le développement rural local. Dans cette optique, la mise en œuvre de ce projet aura selon ces acteurs ruraux des conséquences positives qu'ils énumèrent comme suit :

- ✓ l'éclairage public ;
- ✓ l'abandon progressif de l'énergie solaire ;
- ✓ l'acquisition des ménages en appareils électroniques et électroménagers.

La volonté des femmes pour la création d'activités génératrices de revenus avec l'acquisition des appareils électroménagers (des réfrigérateurs, des congélateurs) qui leur permettront de vendre des jus.

L'accès aux informations par l'usage des médias.

Quant aux rapports sociaux de genre, les prises de décisions communautaires impliquent la participation de toutes les catégories sociales. Les femmes ont toujours leur mot à dire. Le chef prend en compte leur avis pour prendre des décisions. Les femmes ont droit à la parole Ainsi que les jeunes.

❖ **SAMA**

Le village de Sama est constitué de quatre (04) peuples qui sont à l'origine de son fondement. Entre autres nous avons les brons qu'on appelle généralement les abrons. Disons qu'avant que les brons n'arrivent ici, il y avait déjà les koulango, les nfanans et les gbins.

L'activité économique principale de la population est l'agriculture. Différents types de cultures existent notamment les cultures vivrières, cultures d'exportation et les cultures maraîchères.

Précisément nous avons : l'anacarde, le maïs, l'igname, la banane, le manioc. À côté de celles-ci se pratiquait la pêche artisanale qui aujourd'hui fait l'objet d'une menace par l'extraction du manganèse qui pollue les cours d'eau. Par ailleurs, nous pouvons ajouter qu'il existe des petites unités féminines de transformation traditionnelle du manioc qui produisent de l'Attiéké.

En ce qui concerne la vie associative, deux associations locales interagissent au niveau des aspects liés au genre. Il s'agit : de celle des femmes et des jeunes. Ces groupes sociaux mènent des actions de solidarité et d'entraide à travers la création de caisses de solidarité.

❖ Observations

Le raccordement de cette localité au réseau électrique national est considéré par les populations comme une action de l'État qui pourrait promouvoir le développement rural local. Dans cette optique, la mise en œuvre de ce projet aura selon ces acteurs ruraux des conséquences positives qu'ils énumèrent comme suit :

- ✓ L'avènement de l'éclairage public ;
- ✓ L'abandon progressif de l'énergie solaire ;
- ✓ L'acquisition des ménages en appareils électroniques et électroménagers ;
- ✓ La volonté des femmes pour la création d'activités génératrices de revenus avec l'acquisition des appareils électroménagers (des réfrigérateurs, des congélateurs) qui leur permettront de vendre des jus ;
- ✓ L'accès aux informations par l'usage des médias.

Quant aux rapports sociaux de genre, nous constatons qu'ils résultent d'une dynamique interactive entre les hommes et les femmes. Pour des raisons de conflits entre les différents villages ; les hommes ne vivaient pas avec les femmes. Aujourd'hui cette pratique demeure encore. En effet, l'on observe encore aujourd'hui que, les plus anciens ne vivent toujours pas sous le même toit que leur épouse. C'est le cas pour certains chefs du village. Les hommes vivent avec les garçons et les filles avec leur mère qui sont chargées de les éduquer. Dans ce type d'habitat séparé, la femme se rend le soir auprès de son mari pour accomplir ses devoirs conjugaux et le matin, elle se rend chez elle. De nos jours, nous assistons à un nouveau mode de résidence comme où les hommes et les femmes vivent dans le même ménage. Au niveau social, les prises de décisions communautaires impliquent la participation de toutes les catégories sociales. Concernant les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables, ils ont droit à la terre. Les femmes peuvent hériter de leur défunt mari ainsi que les jeunes et les personnes vulnérables. Les femmes participent aux instances de prise de décision.

❖ **Guimini**

Le village de Guimini est une localité de la Sous-préfecture de BONDOUKOU, dans le Département de BONDOUKOU. Elle est située à l'ouest sur l'axe Bondoukou-Bouna, précisément à 5 kilomètres du centre-ville sur bitume et à 10 kilomètres sur piste.

Le milieu socio-économique de ces localités est caractérisé par la présence de plantation d'anacarde, de pompes hydrauliques villageoises. Cependant seule la localité de Guimini possède une école de six (06) classes, ces villages ne possèdent pas de marché et de centre de santé.

De plus, les pistes menant à ces localités sont pratiquées par des motocyclistes et des véhicules de transport. Selon les informations recueillies auprès des populations, cette piste présente d'énormes difficultés de déplacement en période pluvieuses.

La localité de Guimini n'est pas électrifiée. Le réseau électrique existant est disponible à 10 kilomètres d'elle.

❖ **Assiman et Gboko-Bidigo**

Les villages d'Assiman et de Gboko-Bidigo sont des localités de la Sous-préfecture de GOMÉRIÉ situé à 27 kilomètres de Bondoukou. Ces localités sont situées à l'est et à l'ouest de Gouméré, sur l'axe Gouméré – Bondoukou. Assiman est situé à 7 kilomètres côté ouest et Gboko – Bidigo à 9 kilomètres côté est de Gouméré.

Le milieu socio-économique de ces localités est caractérisé par la présence de plantation d'anacarde, de pompes hydrauliques villageoises. Les pistes de ces localités sont pratiquées également par des motocyclistes, les véhicules de transport quant à eux sont absents. Ces localités possèdent un chef central, un président des jeunes et des femmes mais ne bénéficient pas d'école et de marché. Selon les informations recueillies, ces pistes présentent d'énormes difficultés de déplacement en période pluvieuses.

Les villages d'Assiman et de Gboko-Bidigo ne sont pas électrifiés. Le réseau électrique est disponible à 1 kilomètre d'Assiman et à 4 kilomètres de Gboko-Bidigo.

Photo 5: rencontre d'information de la chefferie de Gboko-Bidigo



Source : PCR/EESS/PCGES, Groupe EFORT, août 2019

2.4.4 Caractéristiques socio-économiques du District des LAGUNES

Le District des Lagunes est une division administrative de la Côte d'Ivoire issue du redécoupage de 2011. Il est situé au sud du pays, entre le golfe de Guinée et le district AUTONOME d'ABIDJAN au sud, les districts du BAS-SASSANDRA et du GÔH-DJIBOUA à l'ouest, le district des Lacs au nord et le District de la COMOÉ à l'est.

Le District des Lagunes est une division administrative de la Côte d'Ivoire issue du redécoupage de 2011. Il est situé au sud de la Côte d'Ivoire, avec une population d'environ 1 478 047 hbts (RGPH, 2014), le District des LAGUNES couvre une superficie de 23 280 km². Il est composé de trois (3) régions : la Région de la MÉ, la Région de l'AGNEBY-TIASSA et la Région des GRANDS-PONTSs avec pour chef-lieu de District DABOU.

Il est limité au Nord par le District des LACS, au Sud par le District d'Abidjan et le Golfe de Guinée et à l'Ouest par le District du GOH-DJIBOUA. Il s'étend sur une superficie de 23 280 km², occupant près de 7,2 % de la superficie nationale.

Le District de des lagunes compte 3 chefs-lieux de régions : Dabou, AGBOVILLE et Adzopé et Aboisso.

Le District dispose d'un réservoir de cadre et de main-d'œuvre impressionnant, avec une population de jeunes filles et de jeunes hommes qui sont malheureusement durement frappés, pour beaucoup d'entre eux, par un chômage endémique. La disponibilité de ces ressources humaines de jeunes et de cadres motivées, qui ne demandent qu'à travailler au développement de leur District, constitue un atout essentiel pour le développement du District.

2.4.4.1. Peuplement

L'histoire a conféré à cette partie de la Côte d'Ivoire, une structuration particulière qui fait d'elle un carrefour de rendez-vous des peuples. Ainsi les peuples autochtones, Abbey, Adjoukrou, Krobou, Abidji, Agni, Abidji-Agni (ou Agni Allangwa), Elomoin, Souamlin et Baoulé, qui sont des Akan venus du Ghana entre le 17ème et le 19ème siècle, cohabitent avec des populations allochtones (Baoulé, Sénoufo, Wè, Bété, etc.) et des populations allogènes venues essentiellement des pays de la CEDEAO.

2.4.4.2. Gestion foncière

La politique de gestion coutumière des terres dans le District des Lagunes laisse entrevoir deux niveaux de gestion des terres. Au niveau du village, chaque « grande famille » possède un domaine propre sur lequel cultivent ses membres. L'appropriation de la terre est donc collective mais son exploitation est individuelle. Les terres non appropriées sont gérées par un chef de terre.

Pour ce qui est de l'accès des femmes à la terre, il faut noter que les terres leur sont accordées par deux (2) modes distincts, soit par legs dans les cas d'héritage ou soit par une autorisation du chef de famille ou les époux. Cette situation s'explique du fait de la persistance des valeurs socioculturelles. Toute fois les mécanismes de gestion du foncier varient d'une localité à une autre en fonction du système de filiation (système matrilineaire ou patrilineaire) en vigueur. Par ailleurs, il faut noter que les terres villageoises sont gérées conformément au droit coutumier, et qui sont pour la plupart non pas immatriculées.

2.4.4.3 L'habitat

L'habitat est dominé par des constructions en dure dans les villes aussi bien que dans les villages. Cependant on y rencontre des constructions anarchiques sur des sites lotis mais insuffisamment aménagés. Une partie de la population continue de construire des bâtiments avec des matériaux précaires en terre sans ciment, aussi bien dans le chef-lieu que dans les villages du District.

Tableau 9 : Répartition de la population du District des Lagunes

Région	Population totale	Homme	Femme
GRANDS-PONTSS	356495	185213	171282
Agneby-Tiassa	606852	320713	286139
La Me	514700	267843	246857

Total District des lagunes	1478047	773769	704278
----------------------------	---------	--------	--------

Source : RGPH 2014

2.4.4.2. Potentialités économiques

❖ Agriculture

Le District des lagunes est essentiellement agricole où prédomine le binôme café-cacao pour les produits d'exportation pour ce qui est de la Région de l'AGNEBY-TIASSA. Cependant, au cours de ces dernières années, la culture de l'hévéa et du palmier à huile connaît un développement rapide et représente un appoint non négligeable dans le revenu des populations. La culture de la banane douce, jadis prospère dans le département d'AGBOVILLE, y connaît un léger déclin, mais est en essor dans le département de Tiassalé. Grande productrice de produits vivriers (banane plantain, igname, manioc, etc.), l'AGNEBY-TIASSA éprouve d'énormes difficultés pour l'écoulement de ces produits vers les marchés, du fait de l'impraticabilité des routes et pistes villageoises.

En revanche, la Région des GRANDS-PONTS est caractérisée par une forte activité agropastorale avec la présence de plusieurs plantations de bananes plantain, de manioc, de maraîchers. Elle a également de nombreuses plantations industrielles de banane, d'ananas, de café et de cacao, des exploitations industrielles d'hévéa, de palmier à huile.

❖ Pêche

La lagune Tagba, la mer, l'embouchure, et le Fleuve Bandama sont des atouts dans le domaine de la pêche pour le District en général, et pour le Département de GRAND-LAHOU en particulier.

2.4.4.3 Potentialités culturelles et artistiques

Sur le plan culturel et artistique, la renommée le District des Lagunes présente plusieurs atouts. En effet, la Région de la ME est fortement ancrée dans ses traditions séculaires cependant ouverte à la modernité, plusieurs de fils et filles comptent parmi les plus grands artistes de la Côte d'Ivoire.

Dans la Région des GRANDS-PONTS, nous avons les fêtes culturelles à Dabou (le low, l'Eb-eb et la fête des ignames. Ce sont les festivités les plus importantes dans cette localité. La fête du LOW marque l'initiation à la maturité des différentes tranches d'âges, de catégories. Elle concerne les jeunes de 18 à 25 ans et est obligatoire. Elle se déroule tous les 2 ans entre août et septembre et s'étend sur quelques semaines en fonction des villages. La fête de l'Eb-eb

La fête de l'Eb-eb consacre l'intronisation des patriarches pour la gestion des affaires du village. À la différence du LOW qui initie les "jeunes" du village à l'âge "adulte", l'Eb-eb consacre une classe d'âge au pouvoir pour une durée de 8 ans.

2.4.4.4. Caractéristiques socio-économiques des villages enquêtés

Pour le projet d'électrification rurale de 1088 localités de Côte d'Ivoire (PER), 9 localités de près de 500 habitants ont été sélectionnées dans la Région des GRANDS-PONTS Parmi celles-ci, les consultations publiques ont été organisées dans les localités suivantes :

Tableau 10 : Liste des localités enquêtées du District des LAGUNES

N°	Département	Sous-préfecture	Village	Nombre d'habitant
I	JACQUEVILLE	JACQUEVILLE	JACQUEVILLE 2	28,00

➤ La sous-préfecture de JACQUEVILLE

Quant à la Région des GRANDS-PONTS, le Département de JACQUEVILLE est celui dont les villages bénéficiaires du projet y sont. Le consultant a visité le quartier de JACQUEVILLE 2, mais n'a pas pu rencontrer les autorités administratives. Néanmoins, il a pu échanger avec le bureau de la jeunesse sur le projet.

❖ JACQUEVILLE 2

JACQUEVILLE 2 est une localité située dans la Sous-préfecture de JACQUEVILLE et précisément au centre de cette ville.

Le milieu socio-économique de cette localité est caractérisé par la présence de maquis, restaurant et des habitations de part et d'autre de la localité. Les voies de la localité sont ouvertes et pratiquées par des motocyclistes, des véhicules de transport (taxi) et privé.

Le village de JACQUEVILLE 2 est électrifié et possède plusieurs poteaux d'éclairage public.

Photo 6: vue de poteaux d'éclairage public



Source : Groupe EFORT 2019

2.4.5. Caractéristiques socio-économiques du District de la COMOÉ

Situé à l'est de la Côte d'Ivoire, bordé au sud par le littoral atlantique et à l'Est par la République du Ghana, le District de la COMOÉ couvre l'espace territorial composé de la Région de l'INDENIE-DJUABLIN (dont le chef-lieu est Abengourou) et de la Région du SUD-COMOÉ (dont le chef-lieu est Aboisso), et présente une situation géographique qui lui permet d'être au centre des flux commerciaux avec le Ghana voisin, mais aussi avec la ville d'Abidjan, capitale économique du pays. Le District de la COMOÉ est composé de 2 Régions : la Région de l'NDÉNIÉ-DJUABLIN, située dans la partie centre-est de la Côte d'Ivoire et la Région du SUD-COMOÉ située dans le sud-est du pays. Le District de la COMOÉ compte 2 chefs-lieux de régions : Abengourou et Aboisso. Les villes et les échanges commerciaux souffrent de la dégradation sévère des routes qu'a connue le pays durant la crise et de l'insuffisance d'entretien courant.

Il s'étend sur une superficie de 13 683 km², occupant près de 4,2 % de la superficie nationale. Sur le plan administratif, les deux régions qui composent le District de la COMOÉ comprennent 7 départements, 31 sous-préfectures et 328 villages.

2.4.5.1. Peuplement

Le District de la COMOÉ est formé par l'association de plusieurs royaumes d'origine ghanéenne. Vers le milieu du 18^{ème} siècle, des groupes conquérants d'Agnuangnuan, localité située près de Kumasi au Ghana, émigrèrent vers l'est de l'actuelle Côte d'Ivoire.

La population du District de la COMOÉ se caractérise par la présence de plusieurs grands groupes ethniques (Agni, N'Zima, Abourés...). Le territoire est majoritairement dominé par les Agni, qui représentent l'ethnie principale du District. Le reste de la population est constitué des autres ethnies de Côte d'Ivoire et des allogènes venus essentiellement des pays de la sous-région (Burkina Faso, Ghana...)

La population totale est estimée à 1,2 million d'habitants en 2014, soit 5,3 % de la population nationale. C'est une population jeune puisque plus de 40 % sont âgées de moins de 15 ans.

Le District accuse un certain retard de développement qui se manifeste à travers une population active restreinte et un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (hors Abidjan). Ce retard induit une précarité socio-économique perceptible tant au niveau des indicateurs économiques que des indicateurs sociaux (alphabétisation, vaccination....

2.4.5.2. Gestion foncière

La politique de gestion coutumière des terres dans le District de la COMOÉ laisse entrevoir deux niveaux de gestion des terres. Au niveau du village, chaque « grande famille » possède un domaine propre sur lequel cultivent ses membres. L'appropriation de la terre est donc collective mais son exploitation est individuelle. Les terres non appropriées sont gérées par un chef de terre.

2.4.5.3. Habitat

Une insuffisance de logements fonctionnels est observée dans l'ensemble des villes du District. L'habitat est dominé par des constructions anarchiques sur des sites lotis mais insuffisamment aménagés. Une partie de la population continue de construire des bâtiments avec des matériaux précaires en terre sans ciment, aussi bien dans le chef-lieu que dans les villages du District. 26 % des habitations d'Abengourou sont des habitats sur cour.

Le problème de constructions réalisées dans le non-respect du cadre réglementaire avec empiètement sur le domaine public est constatable par exemple à Assinie.

Cette précarité s'accompagne d'un faible niveau d'équipement des habitations. Le niveau d'équipement en électroménager permet également de modérer le niveau d'urbanisation du District. 35 % des habitations ne possèdent en effet aucun équipement (télévision, radio, réfrigérateur, téléphone) et 45 % ne possèdent que la radio.

Tableau 11: Répartition de la population du District de la COMOÉ

Région	Population totale	Homme	Femme
INDÉNIÉ-DJUABLIN	560432	290686	269746
SUD-COMOÉ	642620	326313	316307
Total District de la COMOÉ	1203052	616999	586053

Source : RGPH2014

2.4.5.4. Les activités économiques

❖ Agriculture

L'économie du District se base principalement sur l'agriculture. Les cultures agro-exportatrices telles que le café et le cacao sont les plus significatives notamment dans la Région de l'INDENIE-DJUABLIN où plus de 70 % de la population agricole développe ces deux cultures. Par ailleurs, les politiques agricoles coloniales et post coloniales, conjuguées aux énormes potentialités de la zone en termes de densification et de diversification des cultures extensives, ont favorisé le développement des cultures de rente, comme l'hévéa et le palmier à huile.

Favorisée par les politiques agricoles coloniales et postcoloniales, la Région faisait partie de l'ancienne « Boucle du Cacao ». Cette « Boucle » s'est ensuite déplacée au cours des années 1990 vers le sud-ouest du pays, du fait de la récente et forte pression des cultures agro exportatrices que connaît le District.

En effet, dans le souci d'accroître ses revenus agricoles, la population du District a diversifié ses activités à travers l'introduction et l'intensification de cultures notamment d'hévéa.

Enfin, le District comprend de grandes plantations de palmiers à huile (en particulier les sites de PALMCI dans la Région du SUD-COMOÉ).

Ces cultures de rente occupent environ 52 % de la surface agricole, mais ne représentent que 20 % de la production en tonnage. Elles jouent le rôle de locomotive économique dans le District

2.4.5.5. Infrastructures et équipements

Au niveau des infrastructures et équipements, le District de la COMOÉ bénéficie d'une couverture relativement satisfaisante en infrastructures de base, notamment éducatives, sanitaires et de sécurité. De plus, les projets liés à la mise en place du Programme Présidentiel d'Urgence, qui a pour missions de subvenir aux besoins en développement des populations du district afin de contribuer à l'émergence de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020, viennent

progressivement compléter les infrastructures existantes. Ces projets concernent tous les secteurs, notamment l'agriculture, l'aménagement rural, la réhabilitation des pistes et des routes, l'hydraulique, la santé, l'éducation, l'énergie et la justice ; l'objectif visé étant la résorption de la pauvreté par la création d'emplois ainsi que l'amélioration du cadre de vie des populations.

Enfin, le District de la COMOÉ bénéficie d'un positionnement stratégique en Côte d'Ivoire. En effet, du fait de ses différentes potentialités, le District représente un nœud de communication entre Abidjan et le Ghana, mais aussi une zone d'activités intégrant plusieurs des principales villes-satellites liées à la capitale économique du pays.

Au total, le développement socio-économique provient du potentiel humain, des richesses agricoles, minières et touristiques.

❖ **Activités touristiques**

Le District de la COMOÉ dispose de potentialités touristiques importantes, tant dans l'INDENIE-DJUABLIN que dans le SUD-COMOÉ.

Si le potentiel de l'INDENIE-DJUABLIN repose sur la richesse de ses ressources naturelles (notamment les forêts classées, la diversité des espèces animales et végétales et ses principaux cours d'eau) et les sites culturels et historiques, comme les palais royaux d'Abengourou et Agnibilékro, la Région du SUD-COMOÉ bénéficie de l'attractivité offerte par sa façade atlantique et par son importante lagune.

Ainsi, la Région SUD-COMOÉ dispose d'un potentiel balnéaire significatif, comme la plage de Grand Bassam, les plages d'Assinie, la plage d'Assouindé ou encore la lagune Aby et le Parc National marin des îles Ehotilé, attirant de nombreux touristes.

Cependant, la plupart de ces sites touristiques sont dans un état de délabrement avancé, voire laissés à l'abandon. Le District est convenablement doté en réceptifs hôteliers au niveau de Grand-Bassam, Aboisso et Abengourou, ainsi qu'en restaurants.

2.4.5.6. Caractéristiques socio-économiques des villages enquêtés

Pour le projet d'électrification rurale de 1088 localités de Côte d'Ivoire (PER), 6 localités de près de 500 habitants ont été sélectionnées dans la Région du SUD-COMOÉ. Parmi celles-ci, les consultations publiques ont été organisées dans les localités suivantes :

Tableau 12: Liste des localités enquêtée du District de la COMOÉ

N°	Département	Sous-préfecture	Village	Nombre d'habitant
1	Tiapoum	Tiapoum	Assué Gnamboa	332,00
2	Grand-Bassam	Bonoua	Asse-Mafia	300,00

➤ **Sous-préfecture de Tiapoum**

Dans le département de Tiapoum, c'est le village d'Assué-Gnamboua, situé à 4 km du chef-lieu de département qui fut visité le 16 Août 2019 par le consultant.

❖ **Assué Gnamboa**

Le village d'Assué Gnamboa est situé dans la Sous-préfecture de Tiapoum, le Département de Tiapoum. Il se situe à l'est de la localité, précisément à 5 kilomètres de celui-ci.

L'économie de ce village repose sur la culture du palmier à huile et de l'hévéa ainsi des cultures vivrières que sont la banane plantain et le manioc. Cette population généralement agricole exerce par endroit des activités secondaires comme le commerce, l'élevage et bien d'autres. Ce village est dirigé par un chef central, les notables, le président des jeunes et des femmes. La localité ne bénéficie pas d'école primaire mais possède deux pompes hydrauliques villageoises dont un est fonctionnel. Les pistes de ces localités sont pratiquées par des motocyclistes, des véhicules de transport et privé. Selon les informations prises dans cette localité, la piste ne serait pas praticable en période pluvieuse.

Ce village n'est pas électrifié mais est traversé par la moyenne tension qui alimente Tiapoum.

Photo 7: vue de la moyenne tension



Source : PCR/EESS Groupe EFORT, août 2019

➤ **Sous-préfecture de Bonoua**

❖ **Asse-Asse_Mafia**

Le village d'Assé-Mafia est situé dans la sous-préfecture de Bonoua. La population est estimée à 300 habitants (RGPH-2014) et composée d'autochtones Abouré, des allochtones Agni, Baoulé, Gagou, Gouro, Malinké etc. et les allogènes, Ghanéen, Béninois, Togolais, Burkinabé, Malien, etc. Cette population est animiste, chrétienne et musulmane. Ainsi, nous pouvons trouver à Assé-Mafia un camp de prière des Chrétiens.

L'économie locale est dominée par l'agriculture, notamment les cultures de rentes (Hévéa et palmiers à huile) et les cultures vivrières (banane, manioc, maïs, etc.). L'élevage pratiqué à Assé-Mafia est type traditionnel avec notamment l'élevage des bovins tenu par les allogènes Peuhls. Aussi, constatons-nous, qu'il n'existe aucune autre activité économique à part celle des activités champêtres.

Village presque vidé de sa substance humaine pour cause d'insécurité et de commodité d'éclairage qui la corroborerait. La plupart des maisons sont tombées en désuétude car abandonnées et l'espace d'habitation est fortement herbé.

En outre, Assé-Mafia ne dispose pas d'école, ni de centre de santé. La seule pompe hydraulique villageoise (HV) est en panne il y a de cela quatre (4) ans. De plus, le village est sans ouverture de voies. Ainsi, les populations se rendent à Assé pour les soins médicaux et s'approvisionner en produits de première nécessité. Cependant, il est connecté aux réseaux téléphonique et mobile. Les villageois ont recours à la gestion traditionnelle d'ordures par l'usage de remblais. Il existe des toilettes construites en dures mais délaissées et peu entretenues.

Les activités économiques observées sur ce tronçon sont dominées par les cultures de rentes (hévéa et palmier à huile). Cependant, on rencontre quelques cultures de manioc et de tomate.

❖ **Infrastructures à base communautaire identifiées sur l'itinéraire de ASSE-Asse_Mafia**

La localité d'Assé-Mafia située à 2 km d'Assé, village qui est sur l'axe Abidjan-Aboisso, ne dispose pas d'école, ni de centre de santé. La seule pompe hydraulique villageoise est en panne il y a quatre (4) ans. Il y a un camp de prière pour les chrétiens. Par conséquent, le peu d'habitants du village s'approvisionne pour leurs besoins primaires à Assé. Toutefois, ils ont recours à l'eau de lacs Mafia comme source d'approvisionnement secondaire. Sur ce tronçon, on observe la présence de sites sacrés notamment le cimetière commun des deux villages et à proximité du village des lacs qui font l'objet d'adoration.

La voie d'accès à cette localité est peu dégradée avec quelques nids-de-poule par endroits. Il y a de part et d'autre de cette voie d'accès des plantations d'hévéa et celles de palmiers à huile en majorité.

L'habitat rencontré dans le village presque dessert, est de type semi-moderne et traditionnel pour les maisons d'habitations (maison faite en dur, en banco et crépis au ciment et couverte de tôle, maison en banco couverte de paille), les hangars et les baraques servent de cuisine ou d'autres besoins domestiques.

La localité d'Assé-Mafia a connu un passé douloureux lors des crises socio-politiques et militaro-politiques qu'a connu la Côte d'Ivoire. Ainsi, Les populations ont connu un vaste exode après la crise post-électorale de 2011, dans laquelle elles étaient constamment victimes d'attaques et d'agressions armées, d'autant plus que le village ne bénéficie pas d'électricité.

Nous avons constaté un village dessert, en ruine et fortement dépeuplé. Les populations ont déserté leurs maisons pour cause d'insécurité grandissante pour élire domicile à Assé afin de continuer leurs activités champêtres.

2.5. État initial de la situation de la femme dans les localités cibles du projet

2.5.1. La situation en Côte d'Ivoire

Côte d'Ivoire est engagée dans la promotion du genre et l'autonomisation des femmes, et elle a enregistré des avancées remarquables dans ce domaine ces dernières années, cependant il reste encore des défis à relever. En effet, le pays a ratifié la plupart des conventions internationales, y compris la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Sur le plan national, le cadre formel de l'égalité entre les sexes est établi par la Constitution du 1er août 2000 qui affirme l'égalité pour tous et la lutte contre les discriminations dans l'accès aux ressources de production et dans leur contrôle. Le pays a également voté des lois et ratifié les conventions internationales qui promeuvent l'égalité des chances pour tous. Le cadre juridique est généralement favorable mais certaines pratiques socioculturelles défavorables à l'égalité de genre, comme le mariage précoce et les mutilations génitales féminines, persistent encore.

2.5.2. Situation du genre dans les zones du projet

La crise sociopolitique qu'a connue la Côte d'Ivoire a donné lieu à d'importantes violations des droits humains dans l'ensemble des localités cibles du projet. Cette situation a débuté par le coup d'État de 1999, suivi par la tentative d'un coup d'État de 2002 qui a entraîné la scission du pays en deux parties. Par la suite, la crise post-électorale de 2011, a plongé le pays dans une situation de fragilité qui affecte le respect des droits humains et des femmes et enfants en particulier.

2.5.2.1. La participation des femmes dans les instances de prise de décision

À l'instar de l'ensemble des localités du pays, l'on assiste également dans les six (6) districts du lot 4 du projet, à une faible participation des femmes dans les instances de prise de décision. Lors des consultations publiques menées, nous avons noté une faible participation des femmes aux différentes rencontres dans les six districts visités.

Par ailleurs il ressort des différents entretiens réalisés que ce sont les hommes qui décident dans les ménages pour les questions liées à l'accès à l'énergie ou autres besoins de la famille.

2.5.2. Les questions liées au foncier rural

Dans l'ensemble les six Districts du projet, l'accès à la terre sont accordés aux femmes par deux (2) modes distincts, soit par legs dans les cas d'héritage ou soit par une autorisation du chef de famille ou les époux. Cette situation s'explique du fait de la persistance des valeurs socioculturelles. Toute fois les mécanismes de gestion du foncier varient d'une localité à une autre en fonction du système de filiation (système matrilineaire ou patrilineaire) en vigueur. Par ailleurs, il faut noter que les terres villageoises sont gérées conformément au droit coutumier, et qui sont pour la plupart non pas immatriculées.

2.5.3 Éducation

Au niveau de l'éducation, près d'une femme sur deux (soit 51 %) et un peu plus d'un homme sur trois (36 %) n'a aucun niveau d'instruction. On note également que quel que soit le niveau atteint, les hommes sont plus instruits que les femmes : 33 % des hommes ont au minimum le niveau primaire complet contre 21 % des femmes. Par ailleurs des proportions beaucoup plus faibles sont enregistrées au niveau secondaire : 8 % des hommes ont au minimum le niveau d'étude secondaire complet contre à peine 3 % des femmes (EDSIM, 2012). Au niveau de l'éducation supérieure, en 2009 –2010, on a 61 % d'hommes contre 39 % de femmes, et en 2011 –2012 on a 71 % d'hommes contre 29 % de femmes.

En ce qui concerne les services sociaux, 78 % des ménages (67 % en milieu rural et 92 % en milieu urbain) s'approvisionnent en eau de boisson auprès d'une source améliorée. Près de deux ménages sur dix (17 %) doivent consacrer 30 minutes ou plus pour s'approvisionner en eau de boisson. Plus de la moitié des ménages ivoiriens (53 %) disposent de toilettes non améliorées (EDSIM, 2012).

Cette observation faite au niveau national, est aussi valable pour l'ensemble des localités des six districts bénéficiaires du projet.

2.5.4 Les violences basées sur le genre (VBG)

À l'instar de l'ensemble des localités du pays, la situation des cas des violences basées sur le genre dans les six districts des localités du projet, montre que le nombre des victimes a augmenté avec la crise de 2011. En effet, les données enregistrées sur les cas de VBG en l'endroit des femmes dans certaines régions telles que les Lagunes(258 cas), les Lacs (37 cas), et le ZANZAN (69 cas) révèlent l'ampleur du phénomène dans les différentes localités cibles du présent projet.

Pour ce qui des cas de VBG à l'endroit des enfants ; les données recueillies en 2011 dans certaines régions telles que les Lagunes (156 cas), les lacs (14 cas) et le Zanzan (60 cas)¹ révèlent également l'exposition particulière des enfants aux violations de droits en situation de conflit armé dans le cadre élargi d'un monitoring protection de l'enfant / VBG.

Au regard de ce qui précède, l'on note que les VBG sont un phénomène d'une ampleur national, cependant celui-ci varie d'une région à une autre. Les districts les plus touchés par le phénomène des violences sexuelles sont ceux de Bouaké (25 %), Daloa (21 %), Yamoussoukro (17 %) et Danané (12 %). Ce sont des zones qui ont été le théâtre de violents combats militaires qui sont les plus touchées, exceptée Yamoussoukro qui a été la zone de transit la plus importante pendant la période de combat.

Pour ce qui est des Mutilation Génitale Féminin en Côte d'Ivoire, plus de la moitié des filles/femmes (52 %) sont excisées. L'étude confirme également des disparités régionales révélées par des études antérieures, la pratique de l'excision étant plus répandue à l'Ouest (74 % à Man, 68 % à Danané, 56 % à Duékoué) et au Nord (62 % à Korhogo)² qui représentent les zones traditionnellement reconnues comme favorables à la pratique. L'Ouest et le Nord constituent en effet les régions d'origine des populations des groupes ethniques Mandé et Gur dont la culture reste très favorable à l'excision. En outre, dans les régions sud, Centre Ouest, Centre et de l'est du pays, la pratique de l'excision s'explique par la grande présence de populations issue de la migration en provenance des zones suscitées et de pays voisins tels que le Burkina Faso, le Mali et la Guinée.

L'excision quand bien même qu'elle est rejetée par les jeunes générations, est acceptée encore comme pratique culturelle par les femmes et hommes adultes des différents groupes culturels de la Côte d'Ivoire. Pour certaines personnes, l'excision comporte des risques liés à la santé de la reproduction. Cependant, pour d'autres, c'est une pratique valorisante pour la femme en termes d'initiation, car elle leur donne une identité culturelle et des vertus cardinales de la société d'appartenance.

¹ Rapport relatif à l'impact de la crise post-électorale sur la protection des enfants en Côte d'Ivoire, UNICEF ,nov. 2011.

² Source : Rapport National sur les VBG, 2013 ,tiré du profil genre Côte d'Ivoire, BAD 2015

2.5.5. Genre et accès à l'électricité

Il ressort de l'analyse de données des localités des six (6) districts de notre étude que, les principales ressources énergétiques consommées sont le bois, les autres formes de biomasse et les hydrocarbures.

En effet, l'accès à l'énergie joue un rôle important dans les processus de développement. L'énergie est nécessaire à l'accomplissement des tâches domestiques quotidiennes aussi bien qu'à la réalisation des activités productives et de loisir. Les services essentiels tels que les services de santé, l'éducation, les systèmes d'adduction d'eau, le transport ou la communication sont également dépendants de l'accès à l'énergie (AFD, 2015).

La quantité et la qualité d'énergie disponible influent sur l'efficacité et le coût des activités productives et domestiques, et plus globalement sur la qualité de vie des populations. Le manque d'accès à des sources d'énergie pour l'éclairage, le chauffage, la cuisine ou les activités productives limite le développement des femmes et des hommes et des sociétés en général. Cependant, les hommes et les femmes expérimentent la « pauvreté énergétique » de façon différente, en fonction des relations de genre, de la répartition des rôles et des tâches dans les différentes communautés données et des priorités socio-économiques de chaque groupe. Les groupes ou les personnes souffrant de diverses formes de vulnérabilité ou d'exclusion sociale risquent de souffrir encore davantage des situations de pauvreté énergétique.

Dans le milieu rural en Côte d'Ivoire et surtout dans les six districts de notre étude, la transformation du bois en charbon de bois, son utilisation et celle du bois pour la cuisson des repas accroît, le temps de travail des femmes, des filles et des jeunes garçons, notamment la collecte et préparation du bois. Les femmes et les jeunes enfants sont les plus affectées par la pollution liée au feu de cuisson.

2.5.6. Les enjeux du genre et de l'inclusion sociale liés à l'énergie électrique dans les zones du projet.

Les enjeux des questions liées au genre et à l'inclusion sociale dans le secteur de l'énergie électrique dans les zones du projet sont multiples. L'on peut citer notamment :

❖ Accès à l'énergie :

- Les femmes sont surreprésentées dans les populations n'ayant pas accès aux énergies modernes ;

- Les besoins des femmes ne sont pas pris en compte, notamment la fourniture de service énergétiques domestiques aux Ménages (corvées d’eaux et bois, pilages des céréales, moudre des condiments, cuissons des aliments, éclairage de la maison.)
- ❖ **Construction d’infrastructures/ Diligences Environnemental et sociale :**
 - L’afflux de travailleurs sur les chantiers expose souvent les femmes aux IST/VIH sida du fait de leur faible niveau d’instruction et économique.
 - Les femmes ne sont suffisamment impliquées lors des consultations publiques
 - Les femmes sont peu représentées dans les emplois du secteur de l’énergie en milieu rural.
- ❖ **Développement économique et social**
 - Faible accès aux crédits pour financer les couts d’accès à l’énergie l’électrique ;
 - Faible autonomie de décision pour le raccordement à l’énergie électrique et son utilisation du fait du contexte social qui veut que l’homme soit le chef de la famille, et donc celui qui décide.
 - Difficile pour les personnes exclus d’accéder aux bénéfices des projets de développement de l’énergie.

❖ **Effets environnementaux**

Les femmes, les jeunes, les personnes vulnérables sont plus touchées par les opérations de déplacement des populations occasionné par la construction des infrastructures énergétiques ; faible niveau de compréhension des risques environnementaux : insuffisance de gestion des déchets, pollution.

2.5.7. Bonnes pratiques d’intégration du genre dans le secteur de l’énergie

Celles -ci présentent comme suit :

Tableau 13 : les bonnes pratiques d’intégration du genre dans le secteur de l’énergie

Composante	Enjeux	Actions correctives/possibles
Accès à l’énergie	Les femmes sont surreprésentées dans les populations n’ayant pas accès aux énergies électriques.	Cibler les populations pauvres et les ménages dirigés par des femmes par la mise en place de subventions spécifiques. ou de mécanismes leur facilitant l’accès aux crédits.
	Les besoins des femmes ne sont pas pris en compte	Étude de la demande différenciant besoins et préférences des hommes et des femmes (enquêtes ménages distinguant les hommes et les femmes).

	Les femmes sont exclues des processus de prise de décision.	Identifier les contraintes limitant la participation des femmes et définir des mécanismes de participation afin de dépasser ces contraintes. Renforcer la participation des femmes aux processus de décision à l'échelle du ménage ou de la communauté en les impliquant dans les réunions et processus de décisions. Organiser des réunions séparées avec les femmes.
Construction D'infrastructures/ Diligences environnementales et sociales	Déplacements de populations	Mettre en œuvre les diligences Environnementales et sociales, intégrant le genre
	Exposition des femmes aux IST et VIH-sida du fait de l'afflux de travailleurs sur les chantiers.	Mise en place de programmes de prévention du trafic humain, des IST et du VIH-Sida parmi la main-d'œuvre et les communautés riveraines.
	Les femmes sont peu représentées lors des séances des consultations publiques	Organiser des consultations spécifiques pour les femmes. Documenter leurs points de vue en les différenciant de ceux des hommes
	Emplois	Introduire des quotas de femmes parmi les travailleurs embauchés sur les chantiers
Appui aux Politiques Sectorielles	Les intérêts et besoins spécifiques des femmes ne sont pas pris en compte	Identifier et intégrer les associations de femmes dans les forums des politiques du secteur de l'énergie
Tous projets du secteur de l'énergie	Manque de données sur le genre dans le secteur de l'énergie	Produire des données désagrégées selon le sexe (pour l'analyse de la demande comme pour les ressources humaines) parmi les indicateurs de suivi.

Source : PCR/EESS Groupe Efort, août 2019

2.5.7. Aspects sexospécifiques de l'énergie et du développement

Comme pour d'autres aspects du développement, il existe des interactions importantes bien que complexes et variables selon le contexte entre l'énergie et la transformation structurelle, d'une part, et l'inégalité entre les sexes, d'autre part. On admet de plus en plus que les hommes et les femmes n'ont pas la même façon d'accéder à l'énergie, de la revendiquer et de l'utiliser et que leur situation n'est pas influencée par les usages énergétiques de la même façon, et aussi que les effets sociaux et économiques des services énergétiques et des niveaux d'accès

ne sont pas les mêmes pour les hommes que pour les femmes. Il est donc indispensable de tenir compte de la problématique homme/femme dans les projets et les politiques énergétiques (UNIDO and UN Women, 2013 ; Dutta et al., 2017).

Il existe également une forte corrélation entre les obstacles liés à la situation des femmes et la transformation structurelle. Si d'un côté, ces obstacles peuvent agir comme un frein au processus de transformation structurelle, leur absence s'il est mis fin à la discrimination sexiste peut servir de catalyseur à tout le processus de transformation structurelle et de diversification économique. L'égalité entre les sexes n'advient pas automatiquement par l'effet du développement économique, mais nécessite une action ciblée (Duflo, 2012). Une meilleure compréhension des besoins différenciés des hommes et des femmes en ce qui concerne l'accès à l'énergie est donc primordiale.

Il convient cependant de noter que, l'accès des femmes à l'électricité dans le cadre du présent projet va permettre aux femmes :

- d'avoir accès aux opportunités économiques, aux services de base (éducation, santé, etc.) et à des emplois décents ;
- d'améliorer leur statut social et leurs droits seront mieux respectés en devenant davantage autonomes et reconnues ;
- de contribuer et influencer les processus de changements qui les concernent ainsi que ceux de leur famille et de leur communauté.

Au Burkina Faso, par exemple, la diminution du temps passé à cuisiner qui a suivi l'introduction d'appareils de cuisson plus performants dans le cadre du projet Foyers Améliorés au Faso (FAFASO) financé par l'Office allemand de la coopération internationale a permis aux ménagères de se lancer dans de petites activités rémunératrices, comme la vente de maïs grillé, tandis que les économies de combustibles ont permis aux brasseurs et aux restaurateurs d'augmenter leurs dépenses liées aux frais de scolarité et de santé (IRENA, 2012). Au Bangladesh, on a observé que l'électrification avait augmenté le temps de la soirée que les femmes consacrent à des activités rémunératrices et amélioré la probabilité qu'elles trouvent un emploi (Kohlin et al., 2011).

En dépit de ces avantages qu'offre, l'accès des femmes à l'électricité, il faut noter tout de même que, l'autonomisation économique voir le renforcement du pouvoir économique des femmes, ne va pas de facto briser les barrières socioculturelles qui sont encastrées dans le système de pensée des populations rurales.

Tableau 14 : Liste des associations des femmes identifiées sur le terrain

DEPARTEMENT	NOM DE L'ASSOCIATION	DOMAINE D'INTERVENTION	RESPONSABLE	CONTACT
DISTRICT DU SASSANDRA-MARAHOUÉ				
BOUAFLE	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FEMMES DYNAMIQUE DE LA MARAHOUÉ (FEFDYMA)	Agriculture, l'élevage et l'Alphabétisation	Mme VRO Lou Cécile	07482564
BOUAFLE	NOUVELLE GÉNÉRATION CONSCIENTE	SANTÉ /VIH/Assainissement	Mme SAMOA Attian Roseline	07 16 17 23
ZUENOULA	COOPÉRATIVE DE PRODUCTION DES PRODUITS VIVRIER DE ZUÉNOULA	Agriculture	Mme Erie Ina Lou Jeanne	080144111 91900046
SINFRA	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS DE FEMMES DE SINFRA (FADMSI).	AGRICULTURE-COMMERCE-SOCIAL.	Mme AWA Diaby	07490885 / 41187981
DISTRICT AUTONOME DE YAMOUSSOUKRO				
ATTIEGOUAKRO	UNION DES ASSOCIATION DES FEMMES DU DÉPARTEMENT D'ATTIÉGOUAKRO	AGRICULTURE	Mme N'GATTA Tola Odette	08055917
DISTRICT DES LACS				
TOUMODI	Association des Femmes Battantes de Toumodi	Agriculture/Santé	Mme DJAMALA Thérèse Allaman	57-72-08-67 05-02-00-33
TOUMODI	Coopérative des femmes du village de Tontonou Koffikro	Agriculture	Mme NGORAN Affoue	47632926
TIEBISSOU		Agriculture	Mme BOUAFFOU Née Kouassi Amino Agathe	48416442

DEPARTEMENT	NOM DE L'ASSOCIATION	DOMAINE D'INTERVENTION	RESPONSABLE	CONTACT
	LA MUTUELLE CHEWI BLADJUEDJUE			
DIDIEVI	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FEMMES DU DÉPARTEMENT DE DIDIEVI "EKAN-EBONOU"	Commerce, artisanat, production du vivrier	Mme YAO née N'Guessan N'Dri Georgette	08 45 70 32
BONGOUANOU	ASSOCIATION EHOULO DE BONGOUANOU	Cohésion sociale Soutien aux personnes vulnérables/ agriculture	Mme EHUI Koko	08519297
BONGOUANOU	GROUPEMENT DES MARAICHÈRES MAUSOU D'ELLINZUÉ	Agriculture	Mme TOKOU Robertine	40181567
M'BATTO	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DJODJOBA. VIVRIER. KOUAKOU	Agriculture	Mme ADJO Lucienne.	07515010/SG
DAOUKRO	ASSOCIATION DES FEMMES DU SECTEUR AGRICOLE DE DAOUKRO (AFSAD)	Agriculture et Commerce alphabétisation de la femme de la jeune fille, cours de compétence de vie (CCV)	Mme YAO Akissi Danielle	08 88 11 21
DAOUKRO	ASSOCIATION DES FEMMES LEADERS POUR LE DROIT DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT	Promouvoir les droits de la femme et de l'enfant ; Protéger les intérêts des plus vulnérables	Mme Kouamé Akissi Odette	08 41 03 96 04 35 21 62
MBAHIAKRO	ASSOCIATION DES HANDICAPÉS	Droit humain	Mme KASSE née N'dri Amenan Marie Chantal.	07008175.
PRIKRO	ASSOCIATION EBIE DE ANZAN	Éducation	Mme AMANDOU Fanda	07494075
	ASSOCIATION DES FEMMES BATTANTES DE PRIKRO (AFEBAP)	Agriculture	Mme BONBOUO AMELAN Helene EPSE KOUAKOU	07385596

DEPARTEMENT	NOM DE L'ASSOCIATION	DOMAINE D'INTERVENTION	RESPONSABLE	CONTACT
BOCANDA	ONG AFA (ACTION FEMMES D'AFRIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT)	Agriculture, lutte contre la pauvreté dans le milieu rural, L'autonomisation de la femme , Lutte contre les grossesses précoces en milieu scolaire	Mme N'ZI N'da Affoue Eliane	07993548)
DISTRICT DU ZANZAN				
BONDOUKOU	ASSOCIATION DES FEMMES DE GUIMINI (AFG) DE GUIMINI	Agriculture	Mme FOFIE Monique	74644282
BONDOUKOU	UNION DES FEMMES DE SAMA	Agriculture	Mme ATTA Ama Kra	46264772
TANDA	ASSOCIATION DES FEMMES LEADERS DE TANDA	Agriculture	Mme OUATTARA Minata	07309175
	ASSOCIATION DES FEMMES BATTANTES D'AMANVI	Agriculture Lutte contre la pauvreté	Mme DIAOUSSIE Ama Kra	07441247
KOUN FAO	ASSOCIATION DES FEMMES AGRICOLESD E KOUN FAO(AFAK)	Agriculture	Mme N'DJOUA Née Kouakou Koffi Taniha Beha	08620431
SANDEGUE	FEMMES BATTANTES DE SANDÉGUÉ	Commerce Agriculture Cohésion sociale.	Mme KAMAGATE Mariame	08766348
TRANSUA	ASSOCIATION AGRICOLE SUSU PAPA DES FEMMES DE KOUASSIA- NIAGUINI" EN ABRÉGÉ "AFAK"	Agriculture	Mme KOUASSI Yaa Sonmia Élisabeth	75 35 14 51
DISTRICT DE LA COMOE				
BONOUA	UNION DES FEMMES ENTREPRENANTE DE BONOUA	Agriculture /commerce	Mme AMANGOUA Auli	07130687

DEPARTEMENT	NOM DE L'ASSOCIATION	DOMAINE D'INTERVENTION	RESPONSABLE	CONTACT
BONOUA	ASSOCIATION DES MAMANS D'ENFANTS SOUFFRANT D'UNE INFIRMITÉ CÉRÉBRALE	Santé	Mme Konan TAMO	47167007
BETTIE	AKOUNDA OUFLÈ	Agriculture	Mme KOUAO Akoua	48727902
DISTRICT DES LAGUNES				
JACQUEVILLE	EDOUYI WOUYO	Agriculture	Mme DEGNY Françoise	07125715
GRAND LAHOU	ASSOCIATION DOUGOUGBÈLA	Agriculture	Mme BAMBA Awa	56772490/
	ASSOCIATION DES SŒURS UNIES DE GRAND-LAHOU	Commerce du poisson	Mme ADDI Kadjou Valentine	48515443/42561874

Source : PCGES/EESS/PCR PER, Groupe Efort août 2019AGR

3. IMPACTS, ACQUISITIONS DES TERRES ET REINSTALLATION

Les activités du PER retenues dans le cadre du présent PCR sont susceptibles d'occasionner des impacts sur les personnes et leurs biens. Ces impacts peuvent être positifs ou négatifs.

3.1. IMPACTS POSITIFS POTENTIELS DU PER SUR LES PERSONNES ET LES BIENS

Le financement de tout projet de développement par la Banque Africaine de Développement a pour objectif d'améliorer les conditions de vie de la population bénéficiaire et s'inscrire dans les Objectifs de Développement Durable (ODD). À cet effet, le PER, aura les impacts positifs suivants :

- ***Contribution au développement et à la modernisation des localités concernées par le projet***

La disponibilité de l'électricité va contribuer à la modernisation de la vie des populations issues des localités concernées et favoriser le développement d'activités économiques telles que les petits commerces, l'artisanat (menuiserie, ferronnerie, couture, etc.). Ces activités économiques sont susceptibles d'accroître de façon substantielle les revenus de la population et réduire ainsi la pauvreté.

- ***Amélioration de la qualité de vie des populations***

Le raccordement des populations au réseau national d'électricité va leur permettre d'accéder à une source d'énergie sûre, de qualité et moins chère.

En effet, l'accès à l'électricité avec l'éclairage des voies publiques et les branchements sociaux qui permettent aux ménages de bénéficier d'un abonnement à un coût tout à fait alléchant assorti va contribuer notablement à l'amélioration de la qualité de vie des populations rurales.

- ***Impacts positifs spécifiques sur les conditions de vie des femmes***

Les femmes jouent un rôle essentiel au sein de la famille et dans la communauté. En effet, en plus des activités de productions à l'instar des hommes, elles interviennent presque de façon exclusive dans les tâches ménagères. De façon spécifique donc, le projet leur permettra de :

- Réduire la pénibilité et le temps alloué à certaines tâches domestiques de transformation à l'aide de moulin et de décortiqueuses des produits de consommation tels le maïs, karité, mil, riz, arachide...
- Améliorer des conditions de cuisines par la disponibilité de l'éclairage, de préparation des repas et de conservation des repas ainsi que des condiments par l'usage des appareils électroménagers ;
- Améliorer les conditions de soins et d'accouchement des femmes enceintes grâce à l'éclairage la nuit et à l'utilisation d'appareils biomédicaux modernes
- Améliorer la scolarisation des filles du fait de l'épanouissement de l'appui de celles-ci aux tâches ménagères de la jeune fille
- avoir accès aux moyens modernes d'informations et de communications telles

Ces conditions rendues favorables par l'électrification peuvent être capitalisées en gain de temps et de santé convertible en facteur d'amélioration de la productivité économique des femmes et par ricochet des ménages.

▪ ***Amélioration de la santé des populations***

Sur le plan de la Santé, l'électrification permet l'accroissement de l'espérance de vie des populations en agissant sur des facteurs d'améliorations sanitaires tels :

- la conservation des produits pharmaceutiques et de soins divers
- l'amélioration des conditions d'hygiène des populations par l'accès à l'eau potable par un réseau d'adduction d'eau alimenté par des pompes électriques ;
- les interventions de nuit (opérations chirurgicales, accouchements) grâce à un meilleur niveau d'éclairage ;
- la disponibilité de tout type d'appareillage électrique médical opérationnel et permettant d'améliorer les diagnostics et les soins ;
- la réduction des intoxications et des incendies causés par l'utilisation des équipements d'éclairage traditionnels.

▪ ***Sur le plan de l'Éducation, l'électrification des localités permettra :***

- l'amélioration des conditions d'études des élèves et conséquemment des résultats scolaires du fait de la disponibilité quasi permanente de l'éclairage (y compris l'usage de l'éclairage public pour les enfants scolarisés des nages non abonnés)

- d'inciter les instituteurs à accepter de servir dans les villages grâce à une meilleure qualité de vie socioprofessionnelle due au confort que procure l'électricité ;

Cela se mesure à travers l'accroissement du nombre d'établissements scolaires, l'augmentation des effectifs scolaires avec un impact positif sur le genre, l'amélioration du taux de réussite scolaire et du niveau d'alphabétisation en général.

- ***Lutte contre l'insécurité***

L'éclairage des voies publiques et la disponibilité de l'électricité dans les nages améliorent la visibilité des usagers et des populations à la tombée de la nuit. Ceci va contribuer à la sécurité des personnes et des biens contre les agressions et vols à main armée, mais également de se prémunir contre les morsures de serpents et autres insectes dangereux.

- ***Accès à l'information et ouverture au monde***

Avec la disponibilité de l'électricité, les ménages seront plus enclins à s'équiper en matériels électriques (Télévisions, radio, internet, etc.). Cela va favoriser un meilleur accès de ces populations à l'information et aux messages de sensibilisation diffusés par le gouvernement, les partis politiques, ainsi que les Organisations Non Gouvernementales (ONG).

3.2 IMPACTS NEGATIFS POTENTIELS DU PER SUR LES PERSONNES ET LES BIENS

Au niveau des impacts négatifs, les entretiens réalisés et les observations effectuées au cours des visites des localités retenues dans le cadre de cette étude, ont permis d'identifier les impacts potentiellement négatifs de certaines activités du PER.

3.2.1. Méthodologie de l'identification des impacts socio-économiques négatifs

La méthodologie permettant d'évaluer les impacts socio-économiques liés à l'expropriation des terres ou autres actifs de production, renferme les étapes successives suivantes : identification et description des biens et actifs susceptibles d'être affectés par le projet ;

- description des caractéristiques économiques des personnes victimes (ménages, communautés ou entreprises) ;
- évaluation de pertes économiques provoquées par le déplacement involontaire des personnes situées dans l'emprise du projet.

Pour chacune de ces activités, une matrice d'identification et d'évaluation des impacts devra être élaborée.

Les impacts sociaux les plus significatifs en termes de déplacement physique et économique vont se manifester à travers la réalisation des travaux de construction des lignes MT et BT/EP, ainsi que les lieux d'entreposage des équipements et de locaux éventuels servant de bureau.

Les tracés et les sites d'implantation de ces sous-projets n'étant pas encore connus, il est à retenir que de manière globale, les impacts sociaux négatifs de projets de telle nature vont surtout concerner principalement l'acquisition des terres au niveau des emprises des tracés.

En outre, ces genres de travaux engendrent souvent d'autres impacts sociaux négatifs potentiels tels les coupes d'arbres, les pertes d'activités socio-économiques et de moyens d'existence situés sur les emprises réservées aux tracés ou au site, ou la démolition des structures et infrastructures qui s'y trouvent entraînant des pertes de patrimoines et/ou de revenus issus de la perturbation des activités économiques (commerces, restaurants, kiosques, garages, salons de coiffures) ; pertes de cultures avec la dégradation des champs/plantation agricoles ; pertes d'arbres fruitier ou d'ombrage) ; perturbation de réseaux des concessionnaires (eau, téléphone, électricité); des pertes d'habitations, des pertes d'accès aux ressources, des pertes de patrimoines culturelles et cultuels (cimetières, mosquées, églises, sites sacrés, etc.), la perturbation du cadre de vie, la génération de déchets solides, les risques d'accidents lors des travaux,

▪ **Réinstallation involontaire**

Les activités identifiées dans le cadre du PER n'occasionneront pas de destructions de bâtis et ne nécessiteront pas la délocalisation de villages.

En effet, les sites destinés à abriter certains sous-projets sont la propriété de CI-ENERGIES, et leur acquisition a été effectuée conformément aux règles et procédures en vigueur en Côte d'Ivoire et à la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO2).

En outre, ces sites ne renfermant aucune habitation, ni d'établissements humains qui pourraient être détruits lors des travaux, le PER ne comporte pas de risque que des populations soient délocalisées des sites actuels sur lesquelles elles sont établies.

Seulement, la réinstallation involontaire peut être liée aux risques d'expropriation de terres et de destructions de cultures lors de la construction des lignes HTA.

- ***Expropriation de terres***

Certaines activités issues de sous-composantes du PER vont engendrer des impacts négatifs sur le foncier. En effet, la construction des lignes HTA qui partent des postes sources et destinés au raccordement électrique des localités va nécessiter qu'une emprise d'une largeur maximale de 14 mètres soit dégagée. Cette situation va constituer un impact significatif pour les communautés locales qui doivent perdre une partie de leur patrimoine foncier.

- ***Destructions de cultures***

Les quatre (4) régions concernées par le PER sont à forte vocation agricole. Il s'agit essentiellement de cultures de rente telles que le cacao, l'hévéa, le café et le palmier à huile qui constituent les principales sources de revenus des populations. Lors des travaux de construction des lignes électriques HTA, il faut craindre que des dégâts importants soient occasionnés aux cultures, ce qui va engendrer des pertes de revenus et impacter significativement les moyens de subsistance des populations. Les sous-composantes concernées par cet impact sont présentées dans le tableau 15.

- ***Nuisances et accidents***

D'autres impacts peuvent survenir lors de la mise en œuvre des sous projets des composantes du PER. En effet, lors des travaux pendant les différentes phases (préparatoire et aménagement, construction, exploitation), certaines activités sont susceptibles d'occasionner des nuisances et des accidents. Il s'agit notamment des risques de perturbations dans la fourniture de l'électricité, des fouilles qui peuvent entraîner des chutes, des bruits qui peuvent perturber la quiétude des populations riveraines, des pollutions de l'air et des sols qui sont sources de maladies, des accidents de travail et de circulation qui peuvent occasionner des blessures corporelles et des décès, etc.

Tableau 15 : Activités du PER présentant des risques de réinstallation involontaire

COMPOSANTES	SOUS COMPOSANTES	RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE PRÉVUE	RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE ANTICIPÉE
Raccordement de 236 localités rurales	<u>Composante 1</u> : Construction des lignes HTA	X	
	<u>Sous Composante 2</u> : Construction des lignes BT ;	X	
	<u>Composante 3</u> : Construction postes de transformation de type H6I		X

Tableau 16: Synthèse des impacts négatifs liés au projet

Impacts du projet : Électrification rurale			
LOCALITÉS	ACTIVITÉS A RÉALISER	NATURE DES IMPACTS	OBSERVATIONS
236 localités situées en milieu rural	Travaux D'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de biens, notamment de cultures, et des expropriations de terre.	Les impacts du projet affectant les 236 localités seront décrits et réglés dans les PAR. Plusieurs localités peuvent être incluses dans un même PAR. Le nombre final des PAR est à déterminer selon les besoins opérationnels.
KIKIEKRO	Travaux D'électrification	La moyenne tension longe le village. Le raccordement électrique ne devrait pas nécessiter des expropriations de terres et des destructions de cultures.	Pas de PAR à réaliser
KOUBI	Travaux d'électrification	La moyenne tension longe le village. Le raccordement électrique ne devrait pas nécessiter des expropriations de terres et des destructions de cultures.	Pas de PAR à réaliser

Impacts du projet : Électrification rurale			
LOCALITÉS	ACTIVITÉS A RÉALISER	NATURE DES IMPACTS	OBSERVATIONS
BOKASSOU	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
LOTANZIA	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
TANGONO BOUITA	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
LIADJENOUFLA 2	Déjà électrifié	Pas de travaux de construction des lignes électriques HTA	Pas de PAR à réaliser

Impacts du projet : Électrification rurale			
LOCALITÉS	ACTIVITÉS A RÉALISER	NATURE DES IMPACTS	OBSERVATIONS
DJIMINI	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
SAMA	Travaux D'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
ASSIMA	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
GBOKO-BIDIGO	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser

Impacts du projet : Électrification rurale			
LOCALITÉS	ACTIVITÉS A RÉALISER	NATURE DES IMPACTS	OBSERVATIONS
JACQUEVILLE 2	Travaux D'électrification	Pas de travaux de construction des lignes HTA à réaliser, le village est déjà électrifié.	Pas de PAR à réaliser
DREKRO	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
KOUASSI-PRÉKRO	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
AHOUGNANOU	Travaux D'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser

Impacts du projet : Électrification rurale			
LOCALITÉS	ACTIVITÉS À RÉALISER	NATURE DES IMPACTS	OBSERVATIONS
KPATO-DJAMALABO	Déjà électrifié	Pas de travaux de construction des lignes électriques HTA	Pas de PAR à réaliser
GOLIBO	Déjà électrifié	Pas de travaux de construction des lignes électriques HTA	Pas de PAR à réaliser
TOTONOU KOFFIKRO	Travaux D'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
LAHOUREBO	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser

Impacts du projet : Électrification rurale			
LOCALITÉS	ACTIVITÉS A RÉALISER	NATURE DES IMPACTS	OBSERVATIONS
KAYABO	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
NANAN ASSOUAKRO	Travaux D'électrification	La moyenne tension longe le village. Le raccordement électrique ne devrait pas nécessiter des expropriations de terres et des destructions de cultures.	Pas de PAR à réaliser
KOVISSOU	Travaux D'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
ASSALEKRO	Travaux D'électrification	La moyenne tension longe le village. Le raccordement électrique ne devrait pas nécessiter des expropriations de terres et des destructions de cultures.	Pas de PAR à réaliser

Impacts du projet : Électrification rurale			
LOCALITÉS	ACTIVITÉS À RÉALISER	NATURE DES IMPACTS	OBSERVATIONS
ASSUÉ GNAMBOA	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser
ASSE-MAFIA	Travaux d'électrification	Les travaux de construction des lignes électriques HTA risquent d'occasionner des destructions de plantations de cacao, d'hévéa situées dans la zone et des expropriations de terre.	PAR à réaliser

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que le projet d'électrification Rurale va occasionner des impacts négatifs sur les personnes et leurs biens en termes d'expropriation de terres et de destructions de cultures dans la plupart des localités cibles.

En effet, les activités de construction des lignes HTA vont occasionner des impacts négatifs sur les personnes et leurs biens en termes d'expropriation de terres et de destructions de cultures.

Aussi, les activités de libération des couloirs des lignes BT, ne nécessiteront pas de négocier des droits de passage ou une acquisition de terres, car elles sont déjà dégagées.

Enfin, les activités de construction de transformateur prévues ne nécessiteront pas d'acquisition de terres supplémentaires. Elles se dérouleront sur les sites des postes existants qui demeurent la propriété de CI-ENERGIES.

3.2.2. Analyse des impacts

Pour certaines activités des composantes et sous-composantes prévues dans le cadre du PER, il faut prévoir des acquisitions de terres et des destructions de biens.

En effet, les travaux de construction des lignes de distribution HTA vont nécessiter une libération d'emprise allant du poste de départ jusqu'aux différents villages à raccorder. Cette activité va engendrer une acquisition de terres pour le passage des lignes et risque d'occasionner des destructions de cultures.

Au cas où les activités nécessitent des acquisitions de terres et/ou une réinstallation involontaire, un Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) spécifique est à prévoir.

De manière générale, l'exécution des travaux liés au PER va nécessiter la mobilisation d'intrants tels que le sable, le gravier, etc. qui ne sont disponibles que dans des carrières ou des sites d'emprunt. Au cas où la nature des travaux exigerait l'ouverture de sites de prélèvements de matériau, la nécessité de réaliser un PAR doit s'imposer pour s'assurer que l'acquisition, l'occupation temporaire et l'exploitation des sites se font conformément à la législation ivoirienne mais également aux politiques de sauvegarde sociale de la BAD, notamment SO2.

4. DISPOSITIONS POUR L'EXÉCUTION

4.1. DÉCLENCHEMENT DE LA SO2 DE LA BAD

Le Système de Sauvegardes Intégrées (SSI) de la BAD dont font partie intégrante les sauvegardes opérationnelles (SO) a été mis en route en décembre 2013. Il décrit les exigences de la Banque en matière d'évaluation environnementale et sociale des opérations, et les niveaux appropriés de gestion environnementale et sociale. Il définit également les niveaux de responsabilité concernant les actions et décisions nécessaires pour mettre en œuvre le SSI à différentes étapes du cycle du projet en particulier, les responsabilités respectives du client et du personnel de la Banque. Ce SSI, développé par la BAD, renferme des sauvegardes opérationnelles dont la SO2 pour affronter et réduire ces risques d'appauvrissement dans le milieu d'accueil et maintenir la cohésion préexistante des communautés bénéficiaires des projets financés. LA SO2 invite à s'efforcer d'éviter, dans la mesure du possible, ou de minimiser la réinstallation involontaire en étudiant toutes les alternatives réalisables dans la conception du projet.

Pourtant, il apparaît dans le cadre du développement des activités du PER des risques d'impacts aux niveaux économiques, sociaux et environnementaux, tels que :

- le démantèlement des systèmes de production ;
- la réduction des moyens et facteurs de production des populations ainsi que la perte de revenus ;
- le déplacement des activités de production dans des environnements où leurs techniques de production risquent d'être moins performantes et la compétition sur les ressources plus forte ;
- l'affaiblissement des structures communautaires et les réseaux sociaux ;
- la perturbation de l'identité culturelle, de l'autorité traditionnelle et des possibilités d'entraide qui seront amoindries ou ruinées.

4.2. PRINCIPES ET RÈGLES

La réalisation des travaux émanant du PER est d'intérêts publics et susceptibles d'impacts sur l'environnement physique et humain en particulier. Des principes de base sont alors à prendre en compte. Ainsi, toutes personnes physiques ou morales qui perdraient des biens ou des droits, du fait de cette intervention, devraient se voir indemnisées et assistées à temps afin que leur condition de vie ou de fonctionnement ne soit pas dégradée à cause de ces pertes au regard des dispositions de protection et de respect des droits en vigueur.

4.2.1. Respect de la réglementation et des procédures en vigueur

Le déplacement des personnes affectées dans le cadre de la mise en œuvre du projet s'inscrit dans la logique des déplacements involontaires et doit à ce titre se faire dans le cadre des dispositions légales et réglementaires nationales et de l'utilisation des instruments de sauvegardes des organismes de financement notamment le Système de Sauvegarde intégré de la BAD à travers les sauvegardes opérationnelles.

4.2.2. Évitement et minimisation des déplacements physiques et réinstallations involontaires

L'expropriation de terres et des biens, mieux, la réinstallation involontaire est à éviter, dans la mesure du possible, ou tout au moins minimisée, en tenant compte de toutes les alternatives dans la conception des sous-activités du projet PER.

Tout Plan d'action de Réinstallation (PAR) rattaché à un projet ou sous-projet devra contenir une section présentant de façon détaillée les approches adoptées et les stratégies à mettre en œuvre pour minimiser la réinstallation. Ce PAR comportera également l'analyse des alternatives considérées et les actions à entreprendre. Chaque PAR mettra en exergue tous les impacts économiques directs des opérations de réinstallation involontaire.

4.2.3. Prise en compte de l'équité dans les dédommagements et réparation des préjudices

La logique mise en avant en matière de réinstallation procède du fait que toute personne qui cède involontairement des biens pour l'intérêt général ne peut être appauvrie par sa contribution au développement local ou national. Ainsi, les PAR se fonderont sur la nécessité d'assurer d'une part l'équité dans le dédommagement des pertes subies et, d'autre part, toute assistance indispensable pour la réinstallation. Les personnes affectées par les activités du PER(PAP), notamment les plus vulnérables (les pauvres, les femmes, les enfants, les personnes très âgées, les malades...) seront, d'entre tous les PAP, assistées en priorité.

Le déplacement des PAP doit faire l'objet d'un paiement d'une indemnité d'expropriation qui couvre la réparation intégrale du préjudice causé par la perte des biens ;

Les PAP doivent bénéficier en cas de relogement ou recasement, en plus de la compensation, d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation, en prenant en compte des mesures d'assistance à la restauration des revenus.

Les modes de compensation pratiqués couvrent la compensation en numéraire, individuelle et/ou collective.

La consistance des biens à indemniser s'apprécie par rapport à tous les éléments matériels (sous-sol, sol, construction) et juridiques (quel que soit le titre d'occupation de l'espace) qui composent le bien impacté par le projet.

Implication des PAPs dans le processus de réinstallation

L'élaboration des PAR et leur mise en œuvre se fondent sur le principe de l'implication et de la participation effectives des PAP à toutes les étapes des processus (de la planification à la mise en œuvre puis au suivi-évaluation). Cette approche participative des populations reste une dimension importante dans la mesure où l'expropriation des biens pour cause d'utilité publique est une manifestation régaliennne des pouvoirs de l'État qui touche directement aux vies des personnes concernées.

Les populations seront consultées au préalable et négocieront les conditions de leur réinstallation ou de leur compensation de manière équitable et transparente au début de la procédure. C'est aussi l'objectif visé par la partie nationale à travers l'institution des enquêtes de commodo et incommodo et de l'acte de déclaration d'utilité publique qui sont adressés aux personnes intéressées, qu'elles soient propriétaires ou pas, avant le démarrage du processus de déplacement des populations. Une réflexion approfondie devra être menée relativement à l'exécution des déplacements involontaires afin de déterminer le cadre approprié pour conduire les négociations (commune, village, famille, individu) d'une part et les approches spécifiques à adopter d'autre part.

4.2.4. Formalisation de l'acquisition des terres

Les critères de choix pour la sélection des sites de réalisation des travaux ou toutes autres occupations entrant dans le cadre de la mise en œuvre du PER se feront en tenant compte d'une garantie de propriété et/ou d'engagement de cession suffisamment formel. En outre, ces choix, en plus de la garantie formelle, impliqueront les chefs et notabilités des villages en milieu rural, les Maires dans les Communes et les conseillers régionaux dans les Régions ainsi que les services et administrations déconcentrés. Le choix de cette approche participative vise à garantir l'absence de litiges fonciers sur les sites choisis, à éviter des blocages au projet et des déplacements abusifs de population.

L'expropriation des terres nécessaires à la mise en œuvre du projet se fera dans le strict respect de la législation ivoirienne et les principes de sauvegarde opérationnelle 2 (SO2) de la BAD.

5. POLITIQUES ET OBJECTIFS RÉGISSANT LE PROCESSUS DE RÉINSTALLATION

5.1. OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE RÉINSTALLATION

En se référant à des situations survenues après la mise en œuvre de différents projets de développement, il est à craindre que des déplacements involontaires de population ou la perte de biens/revenus dans le cadre de l'exécution des projets de développement engendrent des effets désastreux sur les conditions de vie des populations affectées, notamment au niveau socio-économique.

Dans le but de maîtriser les effets négatifs et de minimiser les risques de dégradations des conditions de vies des bénéficiaires directs et indirects, la Banque Africaine de Développement à l'instar de la Banque mondiale et autres organismes de financement a lancé des mesures de sauvegardes opérationnelles notamment la SO2 relative à la Réinstallation involontaire (acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation).

La sauvegarde SO2 traite de la façon dont il faut procéder. Cette sauvegarde veut que la réinstallation de populations soit une mesure qu'on doit essayer d'éviter ou de restreindre le plus possible. Si l'on ne peut y échapper et que la réinstallation involontaire se justifie pleinement, la Banque exige la formulation et le financement de plan de réinstallation qui permettent aux populations déplacées d'améliorer ou, tout au moins, de retrouver le niveau de vie qu'elles avaient avant le projet.

Ce plan de réinstallation à élaborer vise à :

- Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ;
- Assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de réinstallation sous le projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ;
- Fournir aux emprunteurs des directives claires, sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ; et,
- Mettre en place un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et trouver des solutions aux

problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent, afin de se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés et mal mis en œuvre.

5.2. FONDEMENT DE LA POLITIQUE DE RÉINSTALLATION

Le problème de la réinstallation de populations est complexe dans la mesure où il faut remplacer les biens des personnes affectés pour leur permettre de reconstruire leur existence et leur productivité économique à l'identique.

La SO2 de la BAD qui traite du processus de la réinstallation involontaire veut que la réinstallation de populations soit une mesure qu'on doit essayer d'éviter ou de restreindre autant que possible. Si l'on ne peut y échapper et que cette mesure se justifie pleinement, la Banque recommande l'élaboration d'un plan de réinstallation qui permet aux populations déplacées d'améliorer ou, tout au moins, de retrouver le niveau de vie qu'elles avaient avant le projet.

Tableau 17 : MATRICE DES DROITS DE COMPENSATION

Catégorie de biens	Impacts	Éligibilité	Compensation
TERRE	Perte de propriété privée	Propriétaire de document Officiel (titre foncier)	Compensation en espèces à la valeur intégrale de remplacement de la parcelle. Évaluation de la valeur de remplacement à faire dans le cadre de la préparation des Plan de réinstallation (PAR)
	Perte de propriété coutumière	Propriétaire reconnu coutumièrement	Évaluation de la valeur de remplacement à faire dans le cadre de la préparation des PAR Fourniture d'une parcelle de remplacement de potentiel équivalent à celui de la parcelle perdue
	Perte de terrain occupé informellement	Occupant informel enregistré avant la date limite lors des opérations de recensement	Fourniture d'un terrain de réinstallation de potentiel équivalent avec assurance de sécurité foncière sous une forme à déterminer dans les PAR. Pas de compensation en espèces pour le fonds. Possibilité d'une compensation en espèces pour les mises en valeur
	Perte de terrain loué	Locataire	Fourniture d'un terrain de réinstallation de potentiel équivalent Pas de compensation en espèces pour le fonds
CULTURES	Cultures annuelles	Cultivateur propriétaire de la culture	Indemnisation de la perte de récolte à la valeur du marché local
	Cultures pérennes et fruitières	Cultivateur propriétaire de la culture	Indemnisation de la plantation à sa valeur intégrale de remplacement, comprenant le coût de réinstallation sur un nouveau site, et

Catégorie de biens	Impacts	Éligibilité	Compensation
			le revenu perdu pendant la période comprise entre la destruction et le début de la production.
BÂTIMENTS	Structures précaires	Propriétaire de la structure	<p>Indemnisation forfaitaire à la valeur intégrale de remplacement sur la base d'une catégorisation des bâtiments précaires à établir par les PAR.</p> <p>Reconstruction exceptionnelle par le Projet pour les personnes vulnérables</p> <p>Opportunité de reconstruction évolutive sur fonds propres sur des parcelles de réinstallation aménagées sommairement (concept « TP » Temporaire – Permanent) quand la sécurité foncière est garantie sur des parcelles de réinstallation.</p>
	Structures permanentes	Propriétaire de la structure	<p>Indemnisation sur la base d'une évaluation au cas par cas de la valeur intégrale de remplacement du bâtiment.</p> <p>Reconstruction par le Projet d'un bâtiment équivalent</p>
ACTIVITÉS	Petites activités informelles	Exploitant de l'activité	Indemnisation forfaitaire du coût de reconstruction, du coût de déménagement et de la perte de revenu pendant la période de réinstallation, à évaluer sur la base d'une catégorisation des petites activités à établir par les PAR

Catégorie de biens	Impacts	Éligibilité	Compensation
	Moyennes et grandes activités	A examiner au cas par cas, répartition à envisager entre propriétaire et exploitant	Indemnisation du coût de reconstruction, du coût de déménagement et de la perte de revenu pendant la période de réinstallation, à évaluer au cas par cas.
AUTRES	Déménagement	Résident sur place, quel que soit le statut d'occupation	Indemnité forfaitaire de déménagement par ménage
	Locataire	Locataire résident	Obligation de donner un préavis à ses locataires
	Récupération des matériaux	Propriétaire des bâtiments	Droit à récupérer les matériaux même si le bâtiment fait l'objet d'une indemnisation

6. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET LÉGAL DE LA RÉINSTALLATION

6.1. CADRE POLITIQUE NATIONAL

En Côte d'Ivoire, le Gouvernement a intégré la protection de l'Environnement dans la conception et la mise en œuvre des Politiques, Stratégies, Plans, Programmes et Projets de développement. En effet, la dégradation récurrente des ressources naturelles a conduit le pouvoir public à prendre conscience de la nécessité d'adopter des mesures de sauvegarde de l'Environnement.

6.1.1. Politique nationale en matière d'environnement

Pour faire face aux problèmes environnementaux rencontrés, la Côte d'Ivoire s'est dotée à partir de 1992, au lendemain de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro au Brésil, d'un Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) qui constitue le cadre d'orientation permettant de mieux cerner la problématique environnementale dans sa réalité et sa complexité. C'est ainsi qu'en 1994, le « Livre Blanc » de l'Environnement de la Côte d'Ivoire fut publié par la Cellule de Coordination du PNAE.

La mise en œuvre de ce plan a nécessité la définition préalable d'un cadre institutionnel, législatif et juridique dans lequel s'inscrivent désormais les actions environnementales en Côte d'Ivoire. Ainsi, sur le plan législatif, a été promulguée le 3 octobre 1996, la loi n° 96-766 portant Code de l'Environnement et au plan réglementaire le Décret n°96-894 du 8 novembre 1996, déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement.

La politique environnementale en Côte d'Ivoire relève du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD). Ce Ministère est chargé de définir les orientations et stratégies nationales en matière de gestion environnementale et de légiférer à cet effet.

La politique environnementale au sein du MINEDD est mise en œuvre par la Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable (DGEDD).

Au niveau régional, il existe des Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD).

Au niveau du suivi des Études d'Impact Environnemental, l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE), créée par le Décret n°97-393 du 9 juillet 1997, est la structure du Ministère de l'Environnement chargé de rédiger en collaboration avec le Maître d'ouvrage, les Termes De Référence (TDR).

6.1.2. Politique de développement durable

La politique de développement durable mise en œuvre en Côte d'Ivoire en vue de réduire les impacts du changement climatique, s'inspire de la définition donnée au développement durable comme étant : « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». En conséquence toute préoccupation d'ordre environnementale devient indissociable de toutes les actions visant le développement industriel de la Côte d'Ivoire et le progrès en général. Elle s'articule autour du renforcement et de l'adaptation du cadre institutionnel et réglementaire mais également par la mise en œuvre d'initiatives privées. L'objectif visé par cette politique est de réduire l'empreinte écologique, de garantir la durabilité de l'économie et d'améliorer la compétitivité internationale. Cette dynamique nouvelle du développement durable amorce une vision nouvelle du développement. Il s'agit donc de créer un ensemble de conditions favorables qui prennent en considération tous les aspects de la valorisation de l'environnement, sans que cela constitue en soi un frein au progrès social, économique et politique.

6.1.3 Politique Nationale en matière du genre

La problématique de l'égalité entre les hommes et les femmes constitue un enjeu majeur de développement en Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire, suite à sa participation à la quatrième conférence mondiale sur les femmes (Beijing 1995), s'est engagée à mettre en œuvre les recommandations de ladite rencontre et d'en assurer le suivi. Récemment, la Côte d'Ivoire a fait sienne les recommandations issues du programme pluriannuel (2006-2011) de la commission de la Condition de la Femme des Nations Unies et la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le principe d'égalité entre femmes et hommes consacré dans la deuxième constitution du 23 juillet 2000 interdit toute forme de torture et de violence physique et morale, de mutilations et d'avilissement à l'égard des femmes. Aussi, le Gouvernement a-t-il pris des mesures d'ordre politique, législatif et administratif pour assurer la promotion de l'égalité entre les sexes et la démarginalisation des femmes. La dernière constitution du 8 novembre 2016 dans articles 35-36 et 37 encourage la promotion des femmes aux responsabilités dans les institutions et administration publiques publique ainsi qu'au niveau des entreprises.

6.1.4. Politique de la santé et de l'hygiène publique

La politique de la santé en Côte d'Ivoire est fondée sur les soins de santé primaires (SSP). Elle est mise en œuvre par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP). Dans les

régions cette politique est mise en place par des Directions Régionales et leurs structures décentralisées. Dans le domaine de la Santé et de l'Hygiène, le Ministère met un accent particulier sur : l'élimination des excréta et autres déchets y compris les déchets biomédicaux ; la sensibilisation des communautés sur les bienfaits de l'hygiène du milieu ; la vulgarisation d'ouvrages d'assainissement à moindre coût ; la vulgarisation et l'application des règles d'hygiène.

6.1.5. Politique nationale de l'électricité

Dans le souci de faire face aux insuffisances relevées dans le domaine de l'électricité, le Gouvernement Ivoirien a développé une vision politique basée sur quatre (4) axes notamment :

- (i) l'amélioration de la production d'électricité à travers un programme de réhabilitation et de renforcement pour parvenir à une adéquation entre l'offre et la demande d'électricité y compris la demande à l'exportation ;
- (ii) l'application des mesures institutionnelles (adoption du Code de l'électricité) accompagnée par la mise en œuvre d'un programme de renforcement de capacités des acteurs du secteur ;
- (iii) l'atteinte de l'équilibre financier du secteur, afin de renforcer les capacités d'investissements du secteur de l'électricité ;
- (iv) et la prise en compte des énergies nouvelles et renouvelables, en vue de baisser les coûts de raccordement et tirer profit des potentialités nationales.

Cette politique ainsi définie est mise en œuvre par le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables (MPEDER). Le suivi de son application est assuré par la Direction Générale de l'Énergie (DGE) tandis que la Côte d'Ivoire Énergies (CI-Énergies) assure la maîtrise d'ouvrage déléguée.

6.1.6. Politique de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'accès à l'électricité

À l'instar du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le Plan National de Développement (PND) 2012-2015 intègre, dans les priorités du Gouvernement, l'amélioration des conditions de vie des populations par l'assainissement du milieu. Le PND (2016-2020) constitue une manifestation de la volonté politique gouvernementale à s'engager, auprès de ses partenaires, à réduire la pauvreté en offrant aux populations démunies, un cadre de vie décent. La première phase (2012-2015) du PND ayant connu un succès remarquable, le

Gouvernement s'est employé à mettre en œuvre la seconde phase du PND couvrant la période 2016-2020 qui mettra l'accent les axes stratégiques suivants :

- le renforcement de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance ;
- l'accélération du développement du capital humain et la promotion du bien-être social ;
- l'accélération des transformations structurelles et de l'industrialisation ;
- le développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et la préservation de l'environnement ;
- et le renforcement de l'intégration régionale et de la coopération internationale.

En matière énergétique, le Gouvernement prévoit dans le cadre du PND de faire de la Côte d'Ivoire le hub énergétique de l'Afrique subsaharienne à travers la mise à disposition des populations nationales et sous régionales, une énergie abondante de qualité et à moindre coût. Ainsi, l'électrification rurale constitue l'une des préoccupations majeures de la politique économique et sociale du Gouvernement. À cet égard, ce sous-secteur a bénéficié d'un soutien historique constant de la part des pouvoirs publics, grâce à d'importants programmes engagés par l'État qui ont permis d'électrifier un grand nombre de localités rurales. Malgré ces résultats encourageants, l'objectif d'une électrification totale du pays est loin d'être atteint.

Par conséquent, le Gouvernement fait de l'électrification rurale une composante forte de son programme de développement. Il entend ainsi poursuivre et amplifier, à raison d'un minimum de 500 localités nouvelles à électrifier chaque année, les résultats obtenus afin d'atteindre l'objectif de l'électrification totale de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2025.

6.1.7 Politique de décentralisation

La politique de décentralisation est mise en place et suivie par le Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation. En engageant le processus de décentralisation et de régionalisation, le Gouvernement Ivoirien a pour objectifs globaux :

- (i) d'assurer le partage de pouvoir entre l'État et les collectivités locales ;
- (ii) de responsabiliser la population dans la gestion de son développement ;
- (iii) d'enraciner la démocratie locale ;
- (iv) de consacrer une nouvelle approche basée sur le développement participatif.

6.2- CADRE INSTITUTIONNEL DE REFERENCE

Dans le cadre du présent Projet, le cadre institutionnel concerne les organismes publics nationaux suivants :

- le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables ;
- le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ;
- le Ministère du Plan et du Développement ;
- le Ministère de l'Économie et des Finances ;
- le Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État ;
- le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier ;
- le Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation ;
- le Ministère des Transports ;
- le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique ;
- le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ;
- le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale ;
- le Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité ;
- le Ministère des Eaux et Forêts ;
- le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.
- Les ONG

La présentation des ministères et structures impliquées dans le Projet est détaillée dans le tableau.

Tableau 18 : Identification des institutions publiques

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
Ministère du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables	Direction Générale de l'Énergie (DGE)	Coordonne la politique du Gouvernement en matière d'électrification. Elle est chargée de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'énergie.	Assurer la coordination du Projet.
	Société des Énergies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES)	Elle a pour missions : la planification de l'offre et de la demande en énergie électrique, en coordination avec le Ministère en charge de l'Énergie, la maîtrise d'œuvre des investissements en matière d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau de transport de distribution et d'électrification rurale, le suivi de la gestion des fonctions d'achat, de transport et de mouvement d'énergie électrique, la gestion au nom et pour le compte de l'État de la redevance prévue par la convention de concession de service public de production, transports, distribution, importation et exportation de l'électricité.	Assure la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'État en tant qu'Autorité Concédant et gère le patrimoine et les flux financiers du secteur de l'électricité.
	UCP du projet	Elle a pour mission au niveau national d'assurer la supervision de toutes les activités liées à la réalisation du projet, notamment : -l'établissement de rapports de suivi de la mise en œuvre des activités l'organisation et la supervision des études transversales ;	Veille à la mise en œuvre du projet surtout à l'évaluation rétrospective du projet et surtout du PAR

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
	Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Électricité (ANARE)	Assure le suivi du respect de la réglementation et des conventions, l'arbitrage des conflits entre les acteurs du secteur, et enfin la protection des intérêts des usagers.	Veiller au respect de la réglementation et assurer l'arbitrage en cas de conflits entre les acteurs du secteur de l'électricité et protéger les intérêts des usagers.
Le Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État	Direction Générale du Budget (DGB)	Elle a la charge d'organiser et d'établir les documents budgétaires nécessaires et de servir de cadre de négociation.	Suivi de la réalisation des actions ayant fait objet d'inscriptions budgétaires.
Ministère du Plan et du Développement	Direction Générale de l'aménagement du Territoire et du Développement Régional et Local (DGATDRL)	chargée de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de planification et de programmation du développement.	Ce ministère a un regard à porter sur ce projet qui rentre dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de développement (PND).
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	Agence Nationale de Gestion des déchets (ANAGED)	Elle a en charge le contrôle des services publics de propreté délégués aux collectivités territoriales ou aux personnes morales de droit privé et la régulation de la gestion des déchets de toutes natures.	L'ANAGED s'assurera de la bonne gestion des déchets pendant la réalisation du projet.
Ministère de l'Économie et des Finances	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	Elle assure globalement les missions de : gestion de la trésorerie de l'État ; gestion de la dette publique ; tenue de la comptabilité de l'État, des EPN et des collectivités territoriales et en fait le rapport aux autorités centrales ; surveillance de l'application de la réglementation relative au secteur de la microfinance, des organismes de	Financement des activités suivant la côte part de l'État.

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
		crédit et des assurances ; collecte de l'épargne publique ; définition de la politique monétaire et bancaire en liaison avec la BCEAO.	
Ministère des Eaux et Forêts	Direction de la Gestion et de la Protection des Ressources en Eau (DGPRE)	Définition des modalités de gestion du domaine public hydraulique ; développement des systèmes d'information pour la gestion du patrimoine hydraulique ; application de la réglementation en matière de gestion des ressources en eau et mise en œuvre du Code de l'Eau	Veiller à la protection et à la sauvegarde des ressources en eau
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Direction Régionale de l'Agriculture	Elle a en charge la mise en œuvre et le suivi de la politique de développement agricole.	Assurer l'expertise agricole en cas de destruction de cultures dans le cadre de ce projet.
Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation	La préfecture	Elle a pour missions de veiller à l'exécution des lois et règlements dans la circonscription administrative, de maintenir l'Ordre public et de requérir la Force publique en cas de nécessité.	Présider la commission d'enquête publique. Recueillir les avis et préoccupations des populations relativement à la réalisation du projet et sur le PAR
	Conseil régional	Il a pour mission : la protection de l'environnement ; la planification de l'aménagement du territoire du District Autonome ; la lutte contre les effets néfastes de l'urbanisation ; la promotion et la réalisation des actions de développement économique, social et	Veiller au bon déroulement des travaux dans le respect de l'environnement et des intérêts des populations et de leurs biens.

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
		culturel ; la lutte contre l'insécurité ; la protection et la promotion des traditions et coutumes.	
	Mairies (des différents Districts)	Elle a pour missions, dans la limite des compétences qui lui sont expressément dévolues, d'organiser la vie collective et la participation des populations à la gestion des affaires locales, de promouvoir et réaliser le développement local, de moderniser le monde rural, d'améliorer le cadre de vie, de gérer les terroirs et l'environnement.	Participation à la sensibilisation, consultation et implication des populations locales dans la réalisation du Projet.
	Office National de la Protection Civile (ONPC)	Il assure la protection et assiste la population face aux risques et aux effets dévastateurs catastrophes de toute nature.	Veiller au respect des normes de sécurité en termes d'installations d'énergies électriques. Intervention pour l'évaluation du Plan d'Opération Interne (POI) du site des travaux et pour la mise en place du Plan Particulier d'Intervention (PPI) en cas de sinistre.
	Les ONG	Elles sont chargées de veiller sur les intérêts des PAPs dans la mise en œuvre des PAR	Veiller à la protection des populations impactées par les activités du projet.
Ministère de l'Environnement et du	Direction Générale de l'Environnement et du	Coordination de la réalisation de la politique du gouvernement dans les domaines de la sauvegarde de l'environnement, de la gestion	Veiller à la protection de la nature par le suivi de la

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
Développement Durable	Développement Durable (DGEDD)	rationnelle des ressources naturelles et de l'amélioration de la qualité de la vie.	régénérescence des zones dégradées, voire dévastées.
	Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable du BOUNKANI (DREDD)	Mise en œuvre de la politique régionale dans les domaines de l'environnement et du développement durable.	Veiller à l'intégration des principes de protection de l'environnement et de développement durable dans l'exécution du Projet.
	Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR)	objectif de préserver et valoriser un échantillon représentatif de la diversité biologique nationale, et maintenir les processus écologiques dans les aires protégées de façon durable.	S'assurer de l'existence de dispositions sécuritaires afin d'éviter d'entrée dans le parc de la COMOÉ durant les travaux.
	Agence Nationale de l'Environnement (ANDE)	Elle a pour missions de garantir la prise en compte des préoccupations environnementales dans les projets et développement de programme, et de mettre en œuvre la procédure d'études d'impact ainsi que l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macro-économiques.	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer les TDR, - Réaliser l'enquête publique, - Valider le rapport EIES, - Réaliser le suivi environnemental en phase de réalisation et d'exploitation
	Centre Ivoirien Anti-pollution CIAPOL)	Il a pour mission l'analyse et l'évaluation des pollutions et nuisances.	S'assurer de l'existence de dispositions sécuritaires et de gestion des risques durant les travaux et en phase d'exploitation.

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
			Suivre le niveau de pollution du sol et de l'air.
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Direction régionale du BOUNKANI (DRDS)	Elle s'intéresse à la protection sanitaire des populations.	Maîtriser les impacts et protéger la santé du personnel et la vie des populations résidentes de la zone d'influence du projet.
	Institut National de l'Hygiène Publique (INHP)	Elle a pour mission la protection de la population contre les maladies et autres pandémies latentes, connues ou inconnues.	Veiller à la prise en compte du volet sanitaire et hygiénique dans l'exécution des travaux.
	Institut National de la Santé Publique (INSP)	Elle a pour mission la surveillance épidémiologique et la veille sanitaire.	Veiller à la prise en compte de la situation sanitaire dans la réalisation du Projet.
Ministère de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme	Direction Régionaux de chaque District	Elle assure la gestion des infrastructures, la définition et l'application des réglementations en matière d'assainissement et de protection de l'environnement à travers son service d'assainissement.	Veiller à la préservation des habitations, des réseaux d'assainissement et de drainage durant les travaux.
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	Elle a pour mission d'apporter à l'État, son assistance pour la réalisation des missions de gestion du réseau routier et des ouvrages d'art dont il a la charge.	Surveillance du réseau routier pour qu'il ne soit pas dégradé par les travaux de fouille.
Ministère des transports	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation (DGTTC)	Elle a pour mission la conduite de la politique nationale en matière de transport terrestre et ferroviaire.	améliorer la qualité de vie de la population et d'obtenir un gain de confort et de sécurité pour tous les usagers, tout en

Ministères	Structures	Mission/Attributions	Activités liées au projet
			conciliant les besoins des différents modes de transport avec les objectifs communs de la politique de transport.
	Office de Sécurité Routière (OSER)	Sa mission consiste à rechercher et à mettre en œuvre tous les moyens destinés à accroître la sécurité des usagers de la route, notamment par des mesures de prévention des accidents, de formation des conducteurs de véhicules et par le développement des moyens de l'aide médicale urgente.	Encadrement et sensibilisation des usagers de la route durant les travaux.
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	Direction Générale de l'Emploi	Elle a en charge la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'emploi et de promotion sociale. Elle identifie et met en œuvre les mesures visant la promotion des activités, la prévention et la gestion des conflits collectifs de travail ; contrôle l'application des normes, des lois et règlements en matière de travail.	Contrôler l'application des normes, des lois et règlements en matière d'emploi.

6.3. REVUE DE LA LÉGISLATION NATIONALE DE RÉFÉRENCE EN MATIÈRE D'ACQUISITION DES TERRES ET DE RÉINSTALLATION

La Côte d'Ivoire dispose d'une législation et d'une réglementation cohérente et complète en matière de gestion des grands projets d'infrastructures (électrification, adduction d'eau potable, route, pont, assainissement et drainage, etc.) et d'environnement. L'esprit général de cette réglementation est de prendre en compte les contraintes suivantes :

- permettre l'exécution des projets d'infrastructures dans de bonnes conditions ;
- protéger l'environnement sans dénaturer les projets ;
- protéger et assurer le bien-être des populations tout en préservant les acquis des projets.

Ce projet est régi par la Constitution, les lois, décrets, arrêtés, ordonnances et règlements consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 19 : Textes législatifs et réglementaires applicables dans le cadre de ce projet

Intitulés des textes réglementaires	Dispositions liées aux activités du projet
<p>Loi n° 2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire.</p>	<p>La Constitution Ivoirienne du 8 novembre 2016 consacre la protection de l'environnement et le droit de l'homme à un environnement sain. L'Article 27 stipule que : « le droit à un environnement sain est reconnu à tous sur l'ensemble de territoire national »</p> <p>L'Article 40 indique que: « La protection de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale. L'État s'engage à protéger son espace maritime, ses cours d'eau, ses parcs naturels ainsi que ses sites et monuments historiques contre toutes formes de dégradation. L'État et les collectivités publiques prennent les mesures nécessaires pour sauvegarder la faune et la flore. En cas de risque de dommages pouvant affecter de manière grave et irréversible l'environnement, l'État et les collectivités publiques s'obligent, par application du principe de précaution, à les évaluer et à adopter des mesures nécessaires visant à parer à leur réalisation ».</p>
<p>Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement</p>	<p>Article 10: L'usage du sol et du sous-sol doit être fait en respectant les intérêts collectifs attachés à leur préservation.</p> <p>Article 20 : Les immeubles, les installations classées, les véhicules et engins à moteur, les activités industrielles, commerciales, artisanales ou agricoles, détenus ou exercées par toute personne physique ou morale doivent être conçus et exploités conformément aux normes techniques en vigueur en matière de préservation de l'atmosphère.</p>

Intitulés des textes réglementaires	Dispositions liées aux activités du projet
	<p>Article 21: Les plans d'aménagement du territoire, les schémas directeurs, les plans d'urbanisme et autres documents d'urbanisme doivent prendre en compte les impératifs de protection de l'environnement dans le choix, l'emplacement et la réalisation des zones d'activités économiques, industrielles, de résidence et de loisirs.</p> <p>Article 24: Les travaux de construction d'ouvrages publics tels que routes, barrages, peuvent être soumis à une étude d'impact environnemental.</p>
Loi n° 2014-132 du 24 mars 2014 portant code de l'électricité	<p>Article 35 : Il définit le domaine public de l'État et l'ensemble des emprises et implantations territoriales des moyens de production appartenant à l'État et l'ensemble des emprises et implantations territoriales des moyens de transport, de dispatching et de distribution appartenant à l'État.</p> <p>Article 36 : Il autorise tout opérateur sous réserve du respect de la législation en vigueur, des règles de l'art et de bonnes pratiques en la matière et des dispositions spécifiques de sa convention à établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur le domaine public.</p>

Intitulés des textes réglementaires	Dispositions liées aux activités du projet
	<p>Article 37 : Il autorise tout opérateur dans l'accomplissement de la mission de service public qui lui a été déléguée par l'État, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir sur les propriétés privées, les ouvrages de production, de transport, de dispatching ou de distribution déclarés d'utilité publique, à les occuper, à les surplomber ou à y réaliser des canalisations souterraines à titre de servitude ; - établir à demeure des supports ou ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on puisse y accéder de l'extérieur et sous réserve du respect des règlements de sécurité, de voirie et d'urbanisme.

Intitulés des textes réglementaires	Dispositions liées aux activités du projet
	<p>Article 40 : Il est interdit à toute personne étrangère aux services de production, de transport, de dispatching ou de distribution, sauf dérogation écrite délivrée par l'opérateur concerné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de perturber, d'altérer, de modifier ou de manœuvrer, sous quelque prétexte que ce soit, les appareils et ouvrages qui servent à la production, au transport, au dispatching, à la distribution ou à la commercialisation - de placer quelque objet que ce soit sur ou sous les conducteurs du réseau de transport ou du réseau de distribution, de les toucher ou de lancer quelque objet qui pourrait les atteindre ; - d'obstruer les accès aux ouvrages de distribution publique ; - de pénétrer, sans y être régulièrement autorisé, dans les immeubles dépendant de la production, du transport, de dispatching, de la distribution ou de la commercialisation, d'y introduire ou d'y laisser introduire des animaux ; - d'occuper, de quelque manière que ce soit, les emprises des ouvrages du réseau de transport ou du réseau de distribution.
<p>Décret n° 96-894 du 8 novembre 1996 relatif aux Etudes d'Impact Environnemental déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement.</p>	<p>Il définit les dispositions relatives à la réalisation des études relatives à l'impact d'un projet sur l'environnement.</p> <p>Sont soumis à Étude d'Impact Environnemental (EIE), les projets énumérés à l'Annexe I et ceux situés sur ou à proximité de zones à risques ou écologiquement sensibles (Annexe III, Article 2). L'Annexe IV, Article 12 décrit le contenu d'une EIE et un modèle d'EIE.</p>

Intitulés des textes réglementaires	Dispositions liées aux activités du projet
	<p>Article 16: Le projet à l'étude dans l'EIES est soumis à une enquête publique. L'EIES est rendue publique dans le cadre de ce processus et fait partie du dossier constitué dans ce but.</p> <p>Article 35: Le public a le droit de participer à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un effet négatif sur l'environnement.</p>
<p>Décret n°2016-788 du 12 octobre 2016 relatif aux modalités d'application de l'ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titres d'occupation du domaine public.</p>	<p>Article 5 : Pour l'occupation du domaine public de l'État, l'autorisation est délivrée par le Ministre chargé de la gestion du domaine public de l'État sous réserve des dispositions particulières qui attribuent compétence à d'autres autorités administratives. Dans les départements, l'autorisation peut être délivrée par le préfet sur délégation.</p>

Intitulés des textes réglementaires	Dispositions liées aux activités du projet
<p>Arrêté interministériel n° 453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MEE R/MPEER/SEPMBPE du 1er août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage.</p>	<p>Article 1: les taux d'indemnisation pour destruction de cultures sont déterminés suivant les formules de calcul jointes en annexe 1. Les annexes 1, 2 et 3 ont la même valeur juridique que le présent arrêté.</p> <p>Article 4: Les calculs d'indemnités sont établis par les services compétents du Ministère en charge de l'Agriculture, sur la base du présent arrêté et après constats effectués par ceux-ci conformément à l'article 5 du présent arrêté.</p> <p>Article 5: Les procès-verbaux de constats sont établis par les agents assermentés du Ministère en charge de l'Agriculture, en présence des victimes et de la personne civilement responsable de la destruction ou son représentant.</p> <p>Article 7 : Le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction</p>

6.3. EXIGENCE DE LA BAD EN MATIÈRE DE RÉINSTALLATION FORCÉE

À l'instar de la Banque mondiale pour l'OP 4 12, d'autres acteurs multilatéraux de développement, notamment la Société Financière Internationale (SFI) dont la Banque Africaine de Développement (BAD), ont élaboré des directives relatives au déplacement involontaire et au transfert de population applicables aux activités des projets financés par ceux-ci.

Ces politiques en plusieurs points sont compatibles avec celles de la BAD. Il y a donc une tendance globale à l'imposition de mesures communes applicables aux différents projets financés par les institutions financières internationales dont les activités du PER financées par la BAD.

6.4. ÉCARTS ENTRE LES EXIGENCES JURIDIQUES NATIONALES ET CELLES DE LA BAD

Une analyse comparative de certaines dispositions clés des textes législatifs et réglementaires de la Côte d'Ivoire, mis en rapport avec les principes de la SO2, s'attelle essentiellement dans le cadre de ce CPR, à mettre en évidence les points communs et les points de divergence en matière de réinstallation involontaire.

L'objectif de cette analyse est aussi de formuler des recommandations lorsque la législation nationale en matière de réinstallation involontaire des personnes est peu fournie.

Le tableau ci-dessous établit une comparaison entre les exigences du cadre réglementaire national et les Politiques de la BAD.

Tableau 20: Comparaison entre les exigences nationales et la Politique de la BAD

Sujet	Législation ivoirienne	Politique de la Banque	Politique applicable au projet
Indemnisation/compensation			
Calcul de la compensation	<p>L'Arrêté interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MEER/MPEER/SEPMBPE du 1er août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage.</p> <p>Cet arrêté actualise les taux d'indemnisation dans le cadre des destructions de cultures occasionnées par l'exécution de travaux d'utilité publique. Le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction. Les agents assermentés du Ministère en charge de l'Agriculture, en présence des victimes et de la personne civilement responsable de la destruction ou son représentant établissent les calculs d'indemnité basés sur des critères contenus dans l'article 6 du présent arrêté. Les cultures ne figurant pas au barème font l'objet d'évaluation à l'amiable entre les parties.</p>	<p>Relativement aux plantations forestières et récolte commerciale le type d'habitat susceptible d'être touché devra être évalué en particulier pour l'huile de palme, le cacao, le café, et d'autres plantations de cultures commerciales et les conditions de cette SO3 appliquées à savoir entre autres, la mise en œuvre de mesures de compensation de la biodiversité pour assurer qu'il n'y ait « pas de perte nette, mais un gain. net » de biodiversité</p>	<p>Conformité, mais les textes ne donnent aucune précision donc appliquer les barèmes de l'arrêté en accord avec les PAP</p>

	Pour les constructions ou autres aménagements de génie civil, l'évaluation est faite sur la base du barème du Ministère de la Construction et de l'Urbanisme. Le principe de la valeur résiduelle est strictement appliqué.	Le logement des personnes physiquement déplacées est fourni avec des droits de jouissance sécurisés (La sécurisation des droits de jouissance signifie que les personnes réinstallées ou les communautés sont réinstallées sur un site qu'elles peuvent légalement occuper et d'où elles sont protégées contre le risque d'expulsion).	Appliquer la politique de la Banque
Assistance à la réinstallation des personnes déplacées	Non prévu, donc pas d'indemnisation	Les personnes affectées par le projet doivent bénéficier en plus de l'indemnité de déménagement d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation.	Appliquer la politique de la Banque
Éligibilité			
Propriétaires de terrains titrés	Reconnus pour indemnisation	Ces personnes reçoivent une compensation	Conformité
Occupants informels	Pas d'indemnisation	Compensation des structures et des cultures affectées, assistance à la réinstallation	Appliquer la politique de la Banque
Occupants informels après la date limite d'éligibilité	Pas d'indemnisation	Aucune compensation ni assistance n'est prévue	Conformité
Paiement des Indemnisations/compensations	Au besoin, préalable à l'occupation des terrains. Mais en cas d'urgence (apprécié par l'administration), l'occupation peut se faire avant indemnisation	Avant le déplacement	Appliquer la politique de la Banque

Forme/nature de l'indemnisation/compensation	Les textes ne donnent aucune précision	La priorité doit être donnée à la compensation en espèces	Appliquer la politique de la Banque
Groupes vulnérables	Pas de disposition spécifique prévue par la Loi	Une attention particulière est accordée à ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les personnes âgées les femmes et les enfants, les minorités ethniques et les populations indigènes.	Appliquer la politique de la Banque
Plaintes	Pas de disposition spécifique prévue par la Loi	Privilégie en général les règlements à l'amiable, un système de gestion des conflits proche des personnes concernées, simple et facile d'accès. Les personnes affectées doivent avoir un accès aisé à un système de traitement des plaintes	Appliquer la politique de la Banque
Consultation	Prévue par la Loi (avant le déplacement)	Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation.	Appliquer la politique de la Banque

Le rapprochement effectué entre les dispositions de la SO2 de la BAD et la législation nationale établit qu'il se dégage des conformités sur des aspects clés de la réinstallation involontaire. Il recommande de s'appuyer sur les Directives de la BAD là où des insuffisances apparaissent dans la législation nationale.

7. PRÉPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PAR

7.1. AGENCES OU STRUCTURES D'EXÉCUTION DES PAR

Les mécanismes institutionnels et les procédures d'organisation pour la satisfaction des droits des personnes affectées mettent en relations cinq différents niveaux d'acteurs, que sont les niveaux nationaux, régional ou communal et au niveau départemental ou sous-préfectoral.

Si au niveau national, il est important d'envisager une cellule de projet au sein de CI-Énergies pour la prise en charge des activités du PER, aux niveaux régionaux, départemental et sous-préfectoral, les comités à mettre en place se feront en tenant compte de la sphère de rayonnement du projet. Pour ces derniers, des organes multi-acteurs placés sous l'Autorité déconcentrée seront les plus conseillés.

7.1.1. Au niveau national

L'UCP a la responsabilité de la coordination de l'ensemble des actions de réinstallation. En pratique, cela inclut les tâches et responsabilités suivantes:

- recruter des experts spécialistes des questions sociales au sein de leur structure en charge de la coordination de tous les aspects sociaux du projet, y compris la mise en œuvre des dispositions de Cadre de Politique de Réinstallation;
- assurer que l'exigence de minimisation du déplacement et de la réinstallation soit prise en compte dans la conception du projet au niveau de la zone du projet ;
- évaluer les impacts de chaque activité en termes de déplacement et pré-identifier les activités qui doivent faire l'objet de PAR ;
- faire en sorte que les procédures d'expropriation soient lancées là où sera le besoin (préparation des plans d'expropriation et élaboration par les autorités compétentes, des arrêtés de requête en expropriation) ;
- sélectionner et recruter les consultants en charge de la préparation des PAR; • assurer le respect des termes de référence, des délais et de la qualité de ces consultants ;
- veiller à ce que la consultation et l'information aient lieu au moment opportun et aux lieux indiqués, en liaison avec toutes les parties prenantes, telles que les Autorités régionales et locales, les comités locaux de suivi, les représentants des populations, les ONGs et les organisations communautaires ;
- superviser la mise en œuvre des actions de suivi et d'évaluation.

L'UCP pourra s'attacher les services de consultants en charge de :

- de mener en relation avec toutes les parties prenantes, des enquêtes pour identifier les occupants, évaluer les biens touchés et déterminer leur valeur ;
- de préparer la déclaration d'utilité publique qui intégrera la liste des biens et des personnes affectés, ainsi que les propositions d'indemnisation ;
- d'exécuter les mesures de réinstallation et/ou de compensation

7.1.2. Au niveau régional ou communal

Les acteurs des collectivités territoriales sont des acteurs importants pour la mise en œuvre des activités du projet notamment les Conseils régionaux et les Communes pour ce qui les concerne. Premiers acteurs institutionnels du développement local et premiers représentants de la population, les régions et les Communes interviendront chacune suivant sa sphère de compétence, depuis l'étape de triage des activités du PER jusqu'à l'évaluation post-réalisation.

Pour ce faire, un comité opérationnel et de suivi pourra être institué suivant deux modalités : soit à travers les conseils régionaux ou communaux, soit à travers une composante impliquant les différents acteurs concernés (au niveau régional ou communal) par le projet, sous la responsabilité de l'Autorité décentralisée ou son représentant. Ainsi, le Comité régional ou Communal aura pour tâche :

- d'assurer que le microprojet est assujéti à la politique de réinstallation (à travers les outils qui seront mis en place, ainsi que le programme de renforcement de capacités) ;
- d'assurer l'exigence de minimisation du déplacement et de réinstallation est prise en compte dans la conception des dossiers du microprojet ;
- d'évaluer les impacts de chaque microprojet en termes de déplacement et ainsi procéder à une classification en fonction des micro-projets du PER, avec l'appui des directions techniques départementales qui doivent faire l'objet des PAR;
- de lancer les procédures d'expropriation, là où cela est nécessaire (préparation des plans d'expropriation, et prises en main par les autorités compétentes des décisions d'expropriation) ;
- de sélectionner les personnes-ressources, ou la structure en charge de la préparation des PAR ;
- d'assurer le respect des termes de références, les délais et de la qualité du travail ;
- préparer les dossiers pour les travaux nécessaires à la réinstallation (aménagement des aires de recasement) ;

- de veiller à ce que la consultation et l'information puissent avoir lieu entre l'ensemble des acteurs concernés ;
- d'élaborer en concert avec les structures concernées, un plan d'action, ainsi qu'un chronogramme de mise en œuvre des activités de réinstallation, préalablement au démarrage de l'investissement ;
- d'assurer que l'établissement (de concert avec les acteurs) des normes de compensation et/ou de rejet des propositions, a été convenablement effectué ;
- de répondre à toutes doléances présentées par les PAP, et le cas échéant, de solliciter les conseils des services départementaux, notamment du chargé Environnement.

7.1.3. Au niveau départemental ou sous-préfectoral

Au niveau départemental ou sous-préfectoral, la structure à mettre en place devra comporter toutes les sensibilités administratives et sociales. Cette structure, loin d'un organe opérationnel, pourra jouer plutôt un rôle de veille pour le bon déroulement des processus d'implications des acteurs et de la prise en compte des mesures de réinstallations. Elle pourra avoir pour tâche :

- de faciliter les discussions entre les villages et les communes sur les aspects de compensations;
- d'aider ou orienter à l'identification et au tri des micro-projets PER;
- de contribuer à la gestion des litiges s'il y a lieu.
- de participer à la recherche de solutions aux problèmes de gestion foncière et environnementale dans l'espace villageois.

7.2. PROCÉDURE DE TRIAGE ET DE REVUE

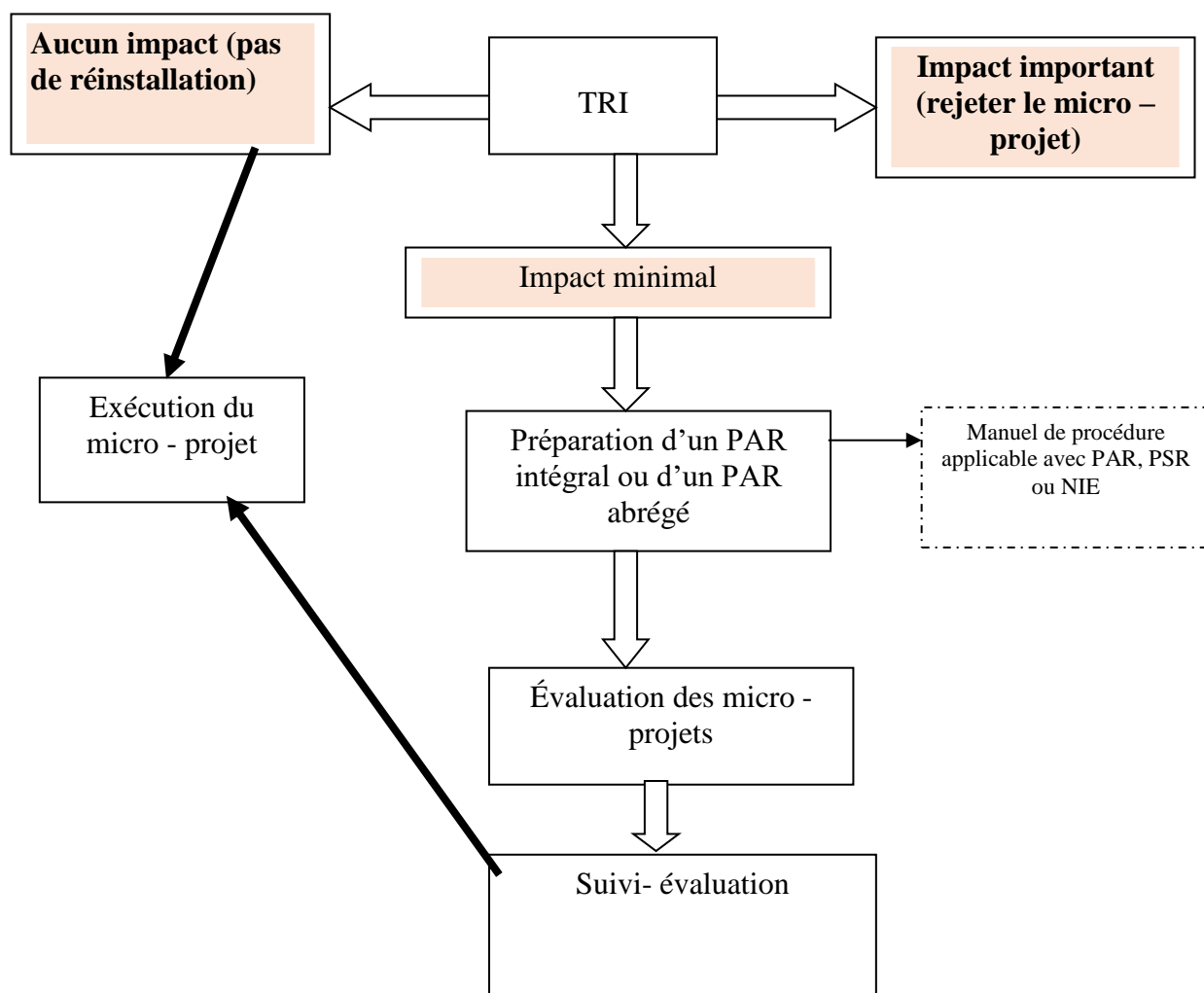
Le tri des sous-projet du PER est une phase importante pour identifier les types et la nature des impacts potentiels liés aux activités proposées dans le cadre du Projet et pour fournir des mesures adéquates permettant de faire face à ces impacts. Le tri des questions liées aux réinstallations fera partie intégrante de la sélection dans le domaine environnemental et social. Les mesures permettant de faire face aux problèmes de réinstallation devront assurer que les PAPs :

- sont informées des options et de leurs droits par rapport à la réinstallation ;
- sont prises en compte dans le processus de concertation et ont l'occasion de participer à la sélection des solutions de rechange techniquement et économiquement faisables ;

- reçoivent une compensation prompte et efficace au coût de remplacement intégral pour les pertes de biens et d'accès aux ressources attribuables au(x) microprojet(s).

Le schéma ci-après décrit le processus de tri des sous projets du PER en fonction de l'amplitude des impacts et des phases préalables de la mise en œuvre.

Figure 1: Processus de sélection des micro-projets -PER et de planification des réinstallations



7.3. TRIAGE POUR LA RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE

Au regard de la classification avancée plus haut, il est possible d'envisager en tenant compte des impacts prévisibles de la réalisation des infrastructures électriques les types de PAR suivant.

Tableau 21: Types de PAR I

Sous activités	Observations	Type de PAR
Extension des lignes 33 kV du réseau national vers les localités concernées		PAR intégral
Construction de 646 postes MT/BT de type H6I	Impacts négatifs avérés ou non en fonction de l'allotissement	PAR intégral ou abrégé
Construction des lignes	Impacts négatifs avérés ou non en fonction de l'allotissement	PAR intégral ou abrégé
Pose de foyers d'éclairage public	Impacts négatifs avérés ou non de faible ampleur voire inexistant	Aucun
Branchement des ménages	Impacts négatifs avérés ou non de faible ampleur voire inexistant	Aucun

Il est à noter que cette distinction et le nombre de personnes affectées correspondants doivent être considérés de façon générale et pourront être adaptés en fonction des situations et de l'importance des impacts :

Si par exemple les impacts d'un micro-projets sont mineurs (sans déplacement physique ni économique) même si plus de personnes affectées sont concernées, un PAR abrégé pourra être acceptable ;

Inversement, des impacts particulièrement forts touchants moins de 200 personnes se trouvant dans une situation de vulnérabilité avérée (par exemple déplacement physique d'un groupe vulnérable) pourront requérir un processus renforcé à savoir l'élaboration d'un PAR intégral et sa revue par la BAD.

7.4. ÉTUDE DE BASE ET DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Une étude socio-économique fera le diagnostic de la zone du projet et présentera la situation individuelle et/ou communautaire des PAP. Elle dégagera les informations individuelles à savoir l'identité des personnes affectées, leur situation sociale et économique, les personnes vulnérables et les causes de leur vulnérabilité, la nature et l'ampleur des biens touchés. Concrètement, il s'agira de :

- recenser la population des ménages affectés, y compris les ménages des groupes vulnérables, et la caractériser du point de vue démographique (sexe, âge, lien de parenté au chef de ménage) ;
- et dégager leurs caractéristiques (a) au plan social (appartenance ethnique, catégorie sociale, religieuse et culturelle) ,(b) économique (occupations principales, sources de revenus et moyens de subsistance, niveau de revenu, statut d'occupation des terres, liens avec le territoire concerné (temporel, social, culturel) (c) au niveau des infrastructures socio-économiques, éducatives et culturelles (ressources naturelles locales exploitées comme approvisionnement en eau potable, en électricité, etc., biens culturels ou ancestraux valorisés).

Au niveau collectif, les informations recherchées porteront sur la situation ethnique, la situation démographique, la structure de la population, les activités des populations, les ressources utilisées en commun.

Enfin l'étude socio-économique entend identifier et décrire les différents impacts potentiels du projet (fonciers, immobiliers, sur les groupes vulnérables, l'emploi et les activités de production, la perte de biens immatériels et culturels).

7.5. PRÉPARATION DU PAR DES SOUS-PROJETS

7.5.1. Description du cadre des mesures de réinstallation

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PER, les personnes qui seraient affectées consécutivement aux activités liées au projet, bénéficieront soit de recasement, soit de d'indemnisations, conformément aux mesures de sauvegardes prescrites dans la SO2, selon des critères d'éligibilité prédéfinis et des mesures leur offrant des garanties.

7.5.1.1. Mesure en guise de garanties

Pour atténuer les effets négatifs induits par le déplacement involontaire, un cadre de réinstallation doit être conçu selon l'approche participative et s'appuyer sur trois types de mesures offrant les garanties suivantes :

- mesures d'ordre général en faveur des personnes déplacées :
- être informées des options et droits prescrits par la législation nationale et les dispositions émanant de la SO2 ;
- être consultées à propos des choix offerts et être assurées que les alternatives de relocalisation sont techniquement et économiquement faisables;
- être indemnisées et compensées de manière complète en ce qui concerne les pertes subies et les coûts réels y relatifs ;
- mesures relatives au recasement:
- avoir une assistance au cours du relogement;
- avoir un logement ou, si nécessaire, des terres agricoles offrant des avantages au moins équivalents aux biens perdus ;
- mesures relatives à la réalisation des objectifs du cadre politique :
- offrir un soutien suite au déplacement pendant la période de transition, calculé en fonction du temps nécessaire pour recouvrer les moyens de subsistance ;
- en complément des mesures de compensation, fournir un appui lié au développement, comme, la préparation de la terre, les possibilités de crédit, la formation ou des possibilités d'emploi.

7.5.1.2. Prise en compte des cas de vulnérabilité

Lors du recensement de la population affectée, il est important de distinguer la catégorie des personnes dont les conditions de vie et/ou le statut social sont source de précarité. Aux fins de minimiser les risques d'omission, de tenir compte des contextes spécifiques et ceci, dans une démarche participative, les populations, elles-mêmes, les services techniques spécialisés et les autorités locales, définiront avec plus de précision les profils puis les personnes correspondantes comme vulnérables.

Néanmoins à titre indicatif, Il s'agit principalement des :

- femmes, chefs de ménage dont la subsistance ne peut être assurée par un fils, un frère ou tout autre parent proche ;
- Personnes âgées dépendantes ;

- femmes qui exercent une petite activité agricole ou commerciale et dont la vulnérabilité est liée à l'absence ou à la faiblesse des appuis ;
- ménages dont le chef de famille est pauvre ;
- Veuves et orphelines ;
- handicapés physiques ou mentaux ;
- personnes malades (particulièrement celles atteintes de maladies graves ou incurables ou handicapantes) ;

Pour une prise en compte des questions liées au genre et à l'inclusion sociale des groupements d'associations féminines ont été sélectionner sur le terrain (voir tableau ci-dessous)

7.5.1.3. Date butoir

La date butoir au-delà de laquelle les attributions de droit ne seront plus acceptées doit être déterminée selon la SO2, sur base du calendrier d'exécution du projet. C'est la date de la fin de l'opération de recensement des personnes et de leurs biens, de la publication du répertoire des PAP et du règlement de toutes les plaintes. Les personnes occupant la zone du projet après la date limite ne sont pas éligibles aux indemnisations ni à l'assistance à la réinstallation. De même, les biens (maisons, champs, arbres...) mis en place après la date limite ne sont pas indemnisés. La date butoir doit être clairement communiquée à la population par divers canaux de communication existants (crieurs publics, radio locale, affichage) pour que les PAP soient préalablement informées à l'avance du début du recensement afin qu'elles soient disponibles. Des réunions d'information doivent se tenir dans les différents villages et quartiers des communes ou sous-préfectures. Tout ce processus permet d'éviter tout comportement opportuniste que peut susciter toute opération de réinstallation liée à la mise en œuvre d'un projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PER, les personnes qui seraient affectées consécutivement aux activités liées au projet, bénéficieront soit de recasement, soit d'indemnisation, conformément aux directives contenues dans la SO2 de la BAD seront prises en compte dans le strict respect de la date butoir.

7.5.1.4. Recensement des personnes affectées

Aux fins de l'élaboration du PAR, un recensement des personnes et des biens affectés par un projet ou micro-projets, doit être réalisé pour aboutir aux informations détaillées sur :

- les parcelles pour lesquelles les personnes possèdent un titre de propriété ;
- les parcelles relevant du droit coutumier ;
- les occupants de toute nature, qu'ils soient propriétaires ou non, y compris ceux considérés comme illégaux ou informels.

Le recensement doit fournir également des données socio-économiques par le biais d'une enquête socio-économique, afin notamment de déterminer :

- la composition détaillée des ménages affectés ;
- les bases de revenus ou de subsistance des ménages ;
- la vulnérabilité éventuelle vis-à-vis du processus de déplacement ;
- les souhaits des personnes affectées sur la compensation et la réinstallation.

7.5.2. Description du plan de réinstallation

7.5.2.1. Exigence d'un contenu adapté aux SO2

La planification de la réinstallation devra être intégrée dans la conception des sous-projets du PER en vue de s'assurer que ceux éligibles sont convenablement examinés pour identifier les impacts potentiels. Les étapes de la planification de la réinstallation, s'articulent globalement autour des points suivants :

- description du microprojet ;
- objectif du microprojet ;
- impacts potentiels ;
- étude socio-économique ;
- cadre juridique ;
- cadre institutionnel ;
- éligibilité des PAPs ;
- évaluation et compensation des pertes (avec les options de remplacement ou de renonciation à la mise en œuvre du microprojet) ;
- mesures de réinstallation ;
- choix/préparation du site et réinstallation ;
- hébergement, infrastructures et services sociaux ;
- protection et gestion environnementale ;

- MEcanisme de consultation et participation de la communauté affectée ;
- intégration aux populations hôtes;
- procédures de gestion des plaintes;
- responsabilités organisationnelles de mise en œuvre du PAR ;
- calendrier de mise en place;
- coûts et budgets de la réinstallation ;
- contrôle et suivi et évaluation.

7.5.2.2. Élaboration des documents cadres de réinstallation involontaire

En fonction de l'amplitude des impacts, comme indiqués plus haut, deux documents cadres servent au rapportage du processus de planification et de mise en œuvre des mesures de réinstallation : un Plan d'action de réinstallation intégrale et un Plan d'action de réinstallation abrégé .

- **Plan d'action de réinstallation intégrale**

Un PAR intégral devra être élaboré pour les activités du PER pour lesquels il est établi qu'ils entraîneront des impacts négatifs. Lorsqu'un PAR est exigé, l'organe d'exécution des études techniques et économiques, ou toute autre structure commise à cette tâche sous la responsabilité du maître d'ouvrage, soumettra des études complètes (enquêtes socio-économiques s, évaluation d'impact environnemental et social, etc.), accompagnées du PAR à l'équipe de l'Unité de Coordination du Projet (UCP).

- **Plan Réinstallation abrégé**

Lorsqu'un projet ou micro-projet affecte moins de 200 personnes, ou bien là où les impacts sur l'ensemble des populations concernées par le projet ou micro-projet sont mineurs, il est nécessaire de préparer un Plan d'action de Réinstallation abrégé.

Il est recommandé que les PAR dit intégral ou les PAR abrégés, élaborés au titre du PER, soient évalués par une équipe indépendante (structure étatique ou toute autre structure ou prestataire compétent ayant des connaissances dans le domaine des mesures de sauvegardes sociales), afin de s'assurer de leur conformité aux exigences nationales ainsi qu'à la SO2 de la BAD. Les insuffisances constatées seront traitées au moyen de renforcement de capacités des acteurs concernés par des prestataires compétents, sur financement du projet.

L'UCP est responsable de la préparation des PAR. Mais s'il ne dispose pas (du moins immédiatement) des capacités techniques pour préparer les études et les plans requis : elle

pourra conclure des contrats avec des prestataires (privés, services techniques, ONG ou associations locales) pour les accompagner dans l'élaboration des PAR.

Les grandes lignes des Tdrs d'élaboration d'un Plan d'Action de Réinstallation et de son contenu sont présentées en annexe. Ces documents qui devront être soumis préalablement à l'organisme de financement pour approbation pourront servir à la préparation de l'élaboration des Plans d'Action de Réinstallation relatifs aux activités du PER.

7.5.3. Facilitation de la planification de la réinstallation

Les activités du PER sont indéniablement des processus multi-acteurs. Ainsi, l'EESS prévoit une évaluation préalable des capacités des acteurs afin qu'un programme de renforcement des capacités soit élaboré avec des sessions de formation aux différents acteurs sur la thématique relative aux évaluations environnementales ainsi qu'aux mesures de sauvegarde environnementale et sociale. Cette évaluation des besoins devra tenir compte du contexte réel des activités du PER et des insuffisances constatées.

À ce titre, lors de l'élaboration des activités de mise en œuvre du PER, il sera pris en compte la tenue de différentes sessions de formation qui comprendront des thématiques sur l'évaluation environnementale, la prise en compte des mesures d'atténuation pour faire face aux impacts environnementaux et sociaux lors de la sélection, la mise en œuvre ainsi que le suivi. Un accent particulier sera mis sur les procédures de réinstallation des populations.

Le renforcement des capacités aura pour cibles les représentants des services déconcentrés, des collectivités territoriales, des OSC, des services techniques et des partenaires (dont ceux intervenant dans des activités connexes menées par CI-Énergies, ...).

7.6. REVUE DES PLANS D'ACTIONS DE RÉINSTALLATION DES SOUS-PROJETS

La revue des documents provisoires du PAR impliquera plusieurs acteurs à savoir la Banque Africaine de Développement (BAD), CI-ENERGIES, les Autorités préfectorales et sous-préfectorales, Les Conseils Régionaux, les ministères techniques impliqués, les Mairies, les ONG et les populations.

La BAD vérifiera la conformité des documents du PAR avec son système de sauvegardes intégrées notamment la sauvegarde opérationnelle 2 (SO2). CI-ENERGIES, à travers l'UCP analysera la version que lui présentera le consultant et fera de même ses observations. Elle soumettra cette version à l'examen des parties prenantes intervenant dans la zone. Toutes les

critiques constructives venant de ces différents acteurs seront prises en considération pour amender le PAR provisoire et produire la version finale.

Pour les populations, la revue pourrait avoir lieu au cours d'une réunion villageoise impliquant outre les PAP, l'ensemble de la population de la localité concernée. Les différentes articulations et conclusions du PAR seront présentées aux populations qui feront leurs observations. Les PAR seront aussi déposés auprès des autorités préfectorales et des Services techniques des ministères concernés, des Mairies et des chefferies pour consultation, lecture et critiques. Les remarques pertinentes seront intégrées à la version finale.

7.7. APPROBATION DES PAR

Des critères de sauvegarde permettent d'aboutir à l'approbation des sous-projets du PER. En effet, il est vérifié par la Banque :

- que le micro-projet a fait l'objet d'un tri environnemental et social, conformément aux sauvegardes de la Banque en matière de protection de l'environnement (SO1 et SO2)
- qu'une évaluation de l'impact sur l'environnement et une enquête socio-économique de base ont été réalisées pour les sous-projets du PER comportant des impacts environnementaux et sociaux potentiels ;
- qu'un plan d'action de réinstallation (PAR) a été préparé pour les sous-projets du PER entraînant une acquisition de terrain, un déplacement potentiel de personnes ou une restriction d'accès ;
- qu'il y a la nécessité d'acquérir des terres et de produire des actes fonciers pour les terrains utilisés pour la mise en œuvre du PER, ainsi que l'identification des mesures nécessaires pour y faire face, y compris une stratégie de mise en œuvre.

8. ESTIMATION DES POPULATIONS DÉPLACÉES ET CATÉGORIES D'ÉLIGIBILITÉ

8.1. ESTIMATION DES POPULATIONS DÉPLACÉES

L'estimation précise du nombre de personnes ou d'activités qui seront affectées est difficilement évaluable à ce stade de l'étude, puisque le nombre et la localisation exacte des sous-activités du PER ne sont pas encore définis. Ces données seront connues lors des enquêtes de terrain par un recensement au moment de la préparation des Plans d'action de réinstallation (PAR).

8.2. ACQUISITION DES TERRES ET CATÉGORIES PROBABLES D'IMPACTS

Les problématiques de déplacement involontaire conduisent le plus souvent aux principes et conditions d'acquisition de terres, qui du reste, sont très sensibles. Ainsi, le choix des sites de réalisation des activités du PER devrait être conduit de façon participative et faciliter la cession des terres par l'acquisition d'actes officiels de propriété sur les sites d'intervention des activités du projet.

Toutefois, afin de minimiser les cas d'expropriation, les plans de réinstallation et de compensation incluront une analyse des sites alternatifs durant le processus de triage. Cette activité sera menée avec un comité représentatif des acteurs impliqués sous la responsabilité d'une Autorité décentralisée et les résultats des travaux seront annexés au dossier du micro-projet.

8.3. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Sont éligibles, les personnes déplacées appartenant à l'une des trois catégories suivantes :

- les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays) ;
- celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres – sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois du pays, ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation ;
- celles qui n'ont ni droits formels, ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

Les personnes relevant de a) et b) reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent, ainsi que toute autre aide utile. Les personnes relevant de c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent et toute

autre aide en tant que de besoin, aux fins d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée par l'Emprunteur et acceptable par la Banque.

L'aide à la réinstallation peut se faire sous forme de foncier, autres éléments d'actif, versement d'espèces, emplois, ainsi de suite, en tant que de besoin. Toutefois, les personnes occupant ces zones après la date limite, n'ont droit à aucune compensation, ni autre forme d'aide à la réinstallation. Toutes les personnes relevant a), b), ou c) reçoivent une compensation pour la perte d'éléments d'actif autres que le foncier.

Il est utile de préciser que la Banque n'appuie pas financièrement des compensations en espèces et de toute autre forme d'assistance payée en espèces, ou encore pour couvrir le coût d'acquisition des terres pour les besoins de la réinstallation (y compris la compensation pour l'acquisition des terres pour les besoins du projet). La Banque peut toutefois financer le coût d'amélioration des terres associées aux activités de réinstallation.

9.MÉTHODES D'ÉVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTES

L'évaluation est faite sur la base de la valeur acquise, qui correspond à la valeur actualisée et qui prend en compte la valeur intrinsèque du bien considéré, mais aussi la plus-value qui s'y est incorporée (correspondant au renchérissement général du coût des biens).

9.1 FORMES DE COMPENSATION

Plusieurs types de mesures compensatoires sont envisageables. En effet, la compensation des individus et des Ménages sera effectuée en numéraire et/ou par une assistance. Le type de compensation sera retenu en concertation avec toutes les parties prenantes.

Tableau 22 : Formes de compensation

Type de compensation	Description
Paielements en espèces	La compensation sera calculée et payée dans la monnaie nationale. Les taux seront ajustés en fonction de l'inflation. Il faut éviter que des exigences trop contraignantes ou coûteuses soient imposées aux PAPs
Pertes communautaires	L'indemnisation sera calculée selon la superficie et le coût de remplacement s'il s'agit des terres et la reconstruction s'il s'agit des bâtiments ou équipements détruits.
Aide	L'aide peut comprendre une prime, de transport, et de main-d'œuvre.

9.1.1 Compensation pour la terre

La compensation pour la terre cédée par le paysan et acquise pour les besoins du projet comprend la compensation pour :

- la perte de terre,
- la perte des infrastructures et bâtis,
- la destruction les arbres fruitiers et autres arbres,
- l'effort de travail de la terre,

- la perte de la récolte

Pour une plus grande transparence, une terre à compenser est définie comme zone :

- cultivée ;
- préparée pour la culture ou,
- préparée durant la dernière campagne agricole.

La compensation liée à la terre couvrira le prix du marché du travail investi ainsi que le prix du marché de la récolte perdue. La quantité de récolte est estimée en pondérant la superficie perdue et emblavée par le rendement moyen à l'hectare pour les trois campagnes précédentes dans la région. Le coût unitaire utilisé pour la compensation de la terre dont le tarif sera basé sur la valeur du marché, frais divers/enregistrements, capacité de production, emplacements, investissements et autres avantages similaires au terrain acquis pour le projet.

9.1.2 Compensation pour les bâtiments et infrastructures

La compensation comprendra les infrastructures comme les cases, les maisons, latrines et clôtures. Toutes ces infrastructures perdues seront reconstruites sur des terres de remplacement acquises ou octroyées par le projet. En ce qui concerne les ouvrages annexes, les compensations en espèces représenteront l'option de choix. Les prix du marché seront appliqués pour les matériaux de construction. En plus, la compensation sera payée en tenant compte d'un coût de remplacement qui ne fera pas déprécier la structure.

La Cellule de Coordination du PER ou son mandant étudiera ces prix pour les besoins administratifs sur une base évolutive, en collaboration avec les Directions Locales de la Construction et de l'Urbanisme. La compensation s'effectuera pour les infrastructures suivantes :

- une infrastructure qui sera abandonnée à cause d'un relogement ou recasement d'un individu ou d'un ménage, ou,
- une infrastructure endommagée directement par des activités du projet.

Les valeurs de remplacement seront basées sur :

- le prix des matériaux collectés dans les différents marchés locaux,
- le coût du transport et livraison des matériaux au site de remplacement,
- l'estimation de la construction de nouveaux bâtiments comprenant la main-d'œuvre requise.

9.1.3 Compensation pour les jardins potagers

Les jardins potagers sont utilisés pour produire des légumes et plantes aromatiques pour une consommation quotidienne. Lorsqu'une famille est déplacée par le projet qui a besoin de ses terres, cette famille doit acheter ses produits au marché jusqu'à ce que le jardin de remplacement commence à produire. Les coûts de remplacement seront calculés sur la base du coût moyen de vente de la production dans la région.

9.1.4 Compensation pour les arbres fruitiers et autres produits forestiers

Selon leur importance dans l'économie locale de subsistance, ces arbres seront compensés sur une combinaison de valeur de remplacement (travail investi dans les arbres) et de prix du marché. Le taux de compensation pour des arbres sera basé sur l'information obtenue par l'étude socio-économique. Pour la détermination de la valeur des arbres fruitiers et autres, on pourra s'inspirer de l'Arrêté interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MEER/MPEER/SEPMBPE du 1er août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage.

9.1.5 Compensation pour perte de revenu pour les activités formelles et informelles

Les Personnes Affectées par le Projet sont inexorablement privées de leurs sources de revenu pendant un certain temps. Même si l'infrastructure qu'elles doivent occuper est achevée avant le déménagement, il leur faut du temps pour avoir une nouvelle clientèle, du temps pour s'adapter au milieu et au type de concurrence en cours sur le nouveau site. Par conséquent, elles doivent bénéficier d'une compensation pour perte de revenu à l'issue d'une enquête socio-économique. La compensation devra couvrir toute la période transitoire et sera calculée sur la base du revenu journalier de la catégorie socioprofessionnelle. Selon le tableau ci-dessous :

Tableau 23: Compensation pour perte de revenu des acteurs des secteurs formel et informel

Activités	Revenus moyens journaliers (R)	Durée de l'arrêt des activités (T)	Montant de la compensation
Garages et ateliers d'artisans	R	T	$(R) \times (T)$
Vendeurs d'étalage	R	T	$(R) \times (T)$
Autres activités informelles	R	T	$(R) \times (T)$

9.1.6 Compensation pour les lieux sacrés

De façon générale, en Côte d'Ivoire, et conformément à la politique de sauvegarde de la BAD SO2, les terres abritant les sites sacrés, sites rituels, tombes et cimetières ne sont pas utilisées pour la mise en œuvre des activités.

La compensation pour les sites sacrés est déterminée par des négociations avec les parties concernées pour les rituels nécessaires.

10. ELEMENTS ET PROCEDURES ORGANISATIONNELLES POUR L'OCTROI DES DROITS

La procédure de compensation s'appuie sur les activités précises, allant de l'information, la concertation publique, la documentation des avoirs et biens, l'établissement de conventions de compensation, la mise œuvre des mesures compensatoires..., au paiement des compensations, avec les mesures de traçabilité y relatives.

10.1. INFORMATIONS ET CONCERTATION PUBLIQUE

L'information du public constitue une préoccupation constante tout au long du processus de mise en œuvre des actions des activités du PER et micro-activités du PER éligibles au financement du PER. Certes, elle devra tout particulièrement être accentuée à l'étape de l'identification et de la planification des micro-projets PER, mais davantage à l'étape de la compensation, afin de faciliter l'appropriation des activités du PER par tous les acteurs du milieu bénéficiaire.

Le premier niveau d'acteurs chargé des informations est constitué par les porteurs des activités du PER et les Services déconcentrés et les autorités décentralisées (conseils régionaux et communes). Cette campagne d'information sera menée en utilisant tous les canaux accessibles aux populations des zones d'activités du PER concernés dans un processus de communication de proximité.

À l'étape de la compensation, une concertation sera régulièrement tenue entre les PAPs identifiées par l'enquête socio-économique de base et le groupe d'acteurs porteurs des activités du PER, afin de définir de façon concertée, les modalités d'atténuation et de compensation. C'est aussi l'objectif visé par la partie nationale, à travers l'institution des enquêtes de commodo et incommodo et de l'acte de déclaration d'utilité publique, qui sont adressés aux personnes intéressées, qu'elles soient propriétaires ou pas, avant le démarrage du processus de déplacement des populations. De plus, la réglementation relative aux EIE en Côte d'Ivoire, impose l'organisation d'une consultation et d'une audience publique, pour tout projet ayant un impact significatif sur l'environnement biophysique et humain (cf. décret relatif aux EIE).

10.2. DOCUMENT DES AVOIRS ET DES BIENS

L'enquête socio-économique recueillera toutes les informations pertinentes, notamment l'identité et le nombre des PAP, ainsi que la nature et la quantité des biens affectés. Pour chaque PAP, une fiche sera remplie pour fournir toutes les informations nécessaires pour

déterminer ses biens affectés et son éligibilité. Cette enquête devra permettre d'octroyer une compensation adéquate.

Une réflexion approfondie devra être menée sur le cadre approprié pour conduire les négociations (famille, village, individu) et sur les approches à adopter pour les compensations.

10.3. CONVENTION POUR LA COMPENSATION

Les types de compensation convenus de façon concertée et consensuelle devront être clairement consignés dans un procès-verbal de négociation et de compensation, signé par la PAP d'une part, et par les représentants des acteurs du niveau institutionnel (conseil régional ou commune et Unité de gestion du Projet) d'autre part.

10.4. EXÉCUTION DE LA COMPENSATION

Tout règlement de compensation (en espèce) y relatif se fera en présence de la PAP et du chef ou des responsables du village. Le paiement en espèce effective de la compensation, s'accompagnera d'une décharge ou d'un accusé de réception dûment signé par la PAP et par un représentant du chef ou des responsables du village.

10.5. RESPONSABILITÉ ORGANISATIONNELLE

Le cadre organisationnel proposé pour la mise en œuvre du PCR se compose des organes suivants :

- CI-Énergies
- Les autorités administratives
- Le comité départemental de mise en œuvre du CPR

Le CPR sera mis en œuvre sous la responsabilité de CI-Énergies à travers l'UCP au sein duquel évoluera un expert socio économiste expérimenté en réinstallation et genre. Le promoteur du projet à savoir CI-Énergies sera chargé de la supervision pour s'assurer de la bonne exécution du CPR en fonction des engagements pris auprès des bailleurs.

Les Comités Départementaux de Suivi Environnemental et Social (CDSES) seront mis en place dans chaque département. Dans le cadre du présent CPR, douze (12) comités peuvent être constitués. L'ossature de ces comités pourra être constituée des acteurs locaux rencontrés lors des consultations publiques du présent CPR. Il s'agit :

- Autorités administratives et autorités des collectivités décentralisées ;
- Préfecture (01), préside la séance ;
- Sous-préfets
- Maires

- Conseils Régionaux

Les services publics déconcentrés

- Agriculture,
- Construction
- Eau et forêt,
- Environnement,
- Construction ;
- Santé,
- CIE,
- SODECI
- et Affaires sociales,

Autorités et représentants des villages concernés

- Chefs du village
- Responsables de la jeunesse
- Responsables des femmes ;
- Responsables de Mutuelles de Développement

A ces structures, il faudra ajouter des représentants de PAP potentiels et d'ONG locales.

Ces comités seront mis en place par CI-Énergies et auront pour missions principales d'assurer le suivi et la supervision de la mise en œuvre des réinstallations et des compensations. Ils travailleront en étroite collaboration avec l'UCP et l'Ingénieur Conseil (IC). Chaque CDSES se donnera les moyens à travers des points focaux ou une Commission Technique en son sein pour faire les choix des options de base et des priorités ;

Participer à l'ensemble des activités qui nécessitent leurs compétences ;

Rendre effectif la surveillance et le suivi de l'environnement naturel et humain ;

Assurer la légalité des actions entreprises.

L'accompagnement social de la mise en œuvre du CPR sera assuré par une ONG spécialisée qui sera recrutée par l'UCP sur la base de TDRs élaboré à cet effet.

Enfin pour l'évaluation/Audit, il sera fait appel à un cabinet d'étude spécialisé en la matière qui sera recruté à cet effet.

La synthèse de la répartition des responsabilités institutionnelles et techniques est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 24 : Missions et responsabilités des acteurs

Étapes	Activités	Responsabilités		
		Mission d'exécution	Mission de suivi	Mission d'appuis conseils
Mises-en Œuvre du CPR	Information et consultation du public préalables	UCP	CI-Énergies/BAD	SO
	Mise en place des CDESES	UCP	CI-ENERGIES/BAD	SO
	Renforcement des capacités	UCP	CI-ENERGIES/BAD	SO
	Préparation du processus d'élaboration des PAR	UCP	CI-ENERGIES/BAD	SO
Élaboration du PAR	Inventaire des biens	UCP/CDESES	IC	SO
	Recensement des PAP affectées à l'intérieur des emprises	UCP /CDESES	IC	SO
	Évaluation des indemnisations et compensations	UCP /CDESES	IC	IC
	Négociations et fixation des indemnisations	UCP /CDESES	IC	IC
	Approbation du PAR	UCP/ANDE/BAD	SO	SO
	Diffusion et publication du PAR	UCP /ANDE/BAD	SO	SO
Mise en œuvre des PAR	Compensations des PAP	UCP	IC/ONG/BAD	SO
	Libération des emprises	CDESES	IC/UCP/ONG	SO
	Enregistrement des plaintes et réclamations	CDESES	IC/UCP/ONG	SO
	Traitement des plaintes et réclamations	UCP/CDESES	IC/ONG	IC
Audit	Évaluation de la mise en du CPR	BAD	SO	SO
	Évaluation de la mise en du CPR	BAD	SO	SO

10.6. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Au regard des préoccupations soulevées lors des consultations publiques et les entretiens en groupes restreints, l'EES, le PCR et les PAR à élaborer sont dans une certaine mesure des instruments nouveaux de mise en œuvre des mesures de prévention et gestion des impacts sociaux négatifs pour les acteurs locaux. Étant donné que ces acteurs au niveau de ce maillon

ne sont pas familiers à l'utilisation de ces outils de planification et compte tenu de leur forte implication dans son implémentation sur le terrain, une mise à jour de leurs connaissances apparaît indispensable.

Par conséquent, ces acteurs devront constituer les Comités départementaux devront bénéficier de renforcements de capacités relativement aux objectifs, procédures, contenu et mises en œuvre de ces instruments en prenant en compte également les directives en matière de réinstallation des organismes de financement.

II. GÉNÉRIQUES DU PROGRAMME D'EXÉCUTION ET LIAISON DE LA RÉINSTALLATION AVEC LES TRAVAUX

Les lignes directrices du développement d'un plan de réinstallation peuvent être préalablement établies mais les impacts du projet seront suffisamment perceptibles une fois que l'investissement est assez bien défini.

II.1. PROCESSUS D'ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES PAR

L'exécution des plans de réinstallation se base sur une vision d'articulation logique de déroulement du processus, dont les liens entre le plan de réinstallation, la validation du projet, le paiement des compensations et les travaux d'aménagement doivent être maîtrisés.

Le plan d'exécution du programme de réinstallation couvre trois phases : la planification ; la mise en œuvre de la réinstallation et le suivi et évaluation.

II.1.1. Planification

Dans le cadre du PER, il s'agira de préparer une fiche d'analyse des projets (définie en annexe IV) pour chaque entité locale concernée. Cette fiche permettra d'examiner les statuts de l'occupation. Sur la base de cette première identification, il sera décidé s'il y aura préparation ou non des Plans.

Le PAR est préparé par un consultant spécialisé sur les questions de réinstallation des populations et approuvé après une restitution publique impliquant les acteurs locaux du projet. Le processus d'approbation est placé sous la coordination de l'ANDE. L'approbation du PAR se traduit par la délivrance d'un Certificat de Conformité Environnementale (CCE).

II.1.2. Mise en œuvre de la réinstallation

Une fois que le PAR et le cadre d'actions sont approuvés par les différentes entités concernées par le projet en rapport avec toutes les parties prenantes, une entité locale commise à la mise en œuvre peut entamer les opérations de compensation.

II.1.3. Suivi-évaluation

Le Suivi-évaluation est une activité transversale effectuée à la fois pendant l'élaboration du PAR et la mise en œuvre.

Dans tous les cas de figure, la mise en œuvre de la réinstallation doit être achevée avant que les travaux d'aménagement ne commencent.

11.2. CHRONOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE EN LIEN AVEC L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le choix de l'échéancier de réalisation des travaux doit être ajusté en vue d'assurer une meilleure coordination entre les plans et l'exécution des travaux. Il est donc nécessaire de respecter une chronologie d'étape de mise en œuvre dont le détail se présente comme suit :

Étape 1 :

- Information/sensibilisation et négociation avec la population. L'information sera donnée 30 jours au moins avant le début des enquêtes, afin que les populations prennent toutes les dispositions pour participer au maximum et au mieux aux enquêtes et inventaires des biens.
- Recensement exhaustif et une étude socio-économique des populations affectées à l'intérieur de la zone touchée selon la démarche préconisée par les textes en vigueur ; c'est elle qui effectuera les enquêtes préalables au paiement.
- Identification des problèmes sociaux ;
- Diffusion des Plans au niveau national, régional, et local et particulièrement auprès des populations affectées.

Étape 2 :

- Élaboration des plans finaux d'aménagement ;
- Accords sur l'alternative d'aménagement la plus optimale ;
- Information sur la date du recasement.

Étape 3 :

- Consultation, entretien avec les personnes affectées sur le projet ;
- Notification sur les évictions, présentations des droits et options ;
- Procédure d'identification ; chaque droit sera purgé avec une carte d'identité. Il sera donné aux personnes affectées un accord écrit sur leurs droits et le soutien dans le cadre du projet ;
- Implication des groupes de consultation et de facilitation.

Étape 4 :

- Retour aux populations affectées 30 jours après la conclusion d'étape 3, finalisation des choix relatifs aux options ;
- Problèmes relatifs à l'identification et options convenus à propos ;
- Actualisation des informations relatives aux impacts sociaux du projet, ajustement des coûts et budget du plan d'action de réinstallation.

Étape 5 :

- Exécution du plan d'action de réinstallation à l'intérieur des zones affectées
- Suivi et documentation montrant que le recasement, la compensation et les autres mécanismes de soutien ont été adéquatement exécutés ;

L'assistance pour remplacer les biens perdus, les charges de la période de transition et l'accès à des maisons d'échange sera rendue disponibles avant que les personnes affectées ne soient appelées à bouger ou à abandonner leurs biens ;

- D'autres mécanismes de soutien, comme l'aide aux moyens d'existence, doivent être entrepris ;
- Évaluation de la mise en œuvre des plans

12. MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES ET DES CONFLITS

Les opérations d'identification ou de recensements ont toujours fait l'objet de réclamation et de plaintes diverses de la part des personnes se sentant lésées dans ces opérations. Pour parer à toute éventualité, le Consultant devra mettre en place dans le cadre de la mise en œuvre des éventuels PAR, un comité local de suivi des indemnisations dans chaque zone concernée.

12.2. Types des plaintes et conflits à traiter

Le mécanisme de gestion des plaintes et conflits est mis en œuvre pour prévenir et résoudre tous les différends qui peuvent surgir en cas de réinstallation.

Les points susceptibles d'engendrer des conflits en cas de réinstallation sont les suivants :

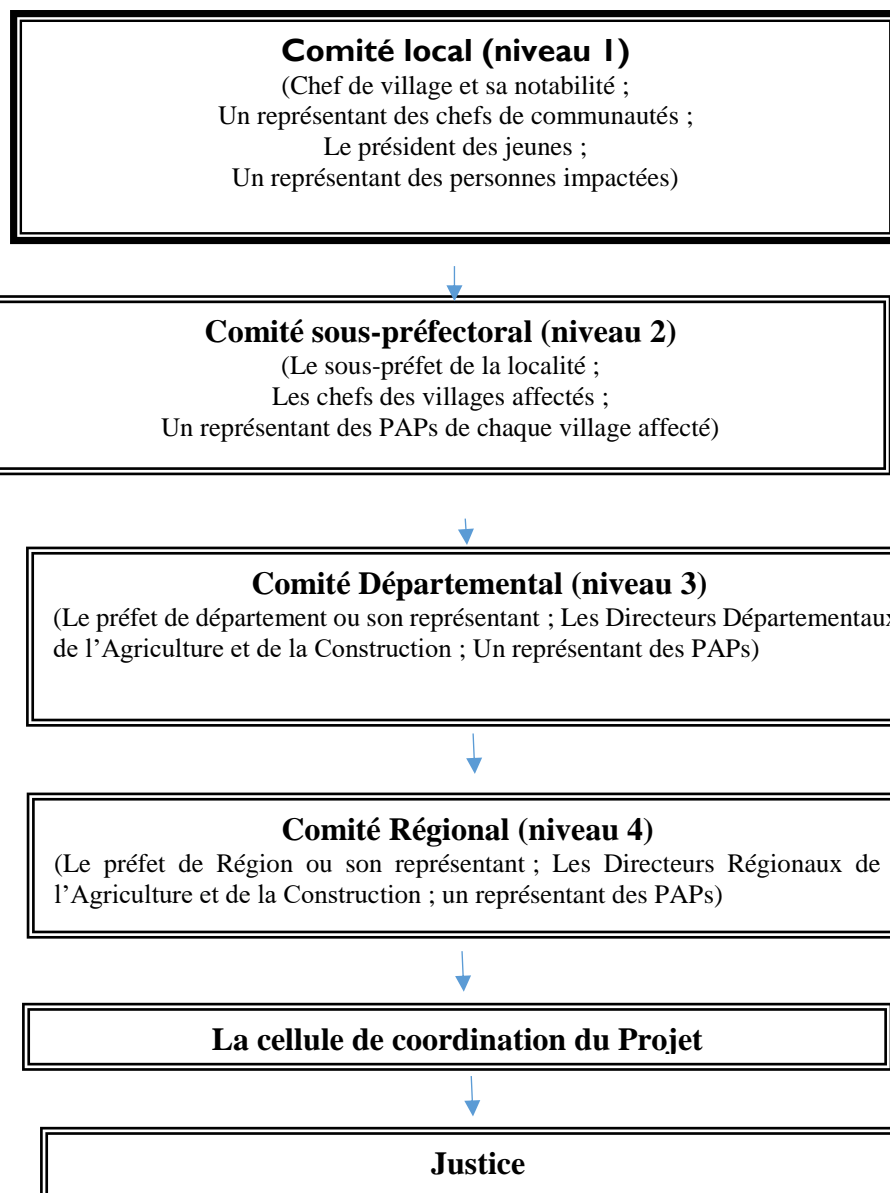
- (i) erreur dans l'identification des populations affectées et l'évaluation de leurs biens ;
- (ii) désaccord sur les limites de parcelles, soit entre la personne affectée et l'agence d'expropriation, soit entre deux voisins ;
- (iii) conflit sur la propriété d'un bien lorsque deux personnes affectées ou déclarent être le propriétaire d'un bien ;
- (iv) désaccord sur l'évaluation d'une parcelle ou d'un autre bien ;
- (v) successions, divorces, et autres problèmes familiaux, ayant pour résultat des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille, sur la propriété, ou sur les parts, d'un bien donné ;
- (vi) désaccord sur les mesures de réinstallation (emplacement du site de réinstallation ;
- (vii) désaccord sur le type d'habitat proposé ;
- (viii) désaccord sur les caractéristiques de la parcelle de réinstallation, etc.
- (ix) conflit sur la propriété d'une activité artisanale/commerciale (propriétaire du fonds et exploitant différents, donc conflits sur le partage de l'indemnisation).

12.2 Méthodologie de réception des plaintes

En vue de garantir la transparence du processus de réinstallation et le traitement attentif en faveur des personnes affectées, le mécanisme de gestion des plaintes s'articule autour de 4 niveaux et suivra le processus graduel ci-dessous :

12.2.1 Dispositif de gestion des plaintes

Le dispositif de gestion des plaintes est présenté à travers le logigramme ci-dessous :



I-Au niveau local : c'est le comité local de chaque village /campement concernée en charge la supervision des activités du suivi de proximité du PAR qui gère les plaintes soumises. Cette instance constitue le premier échelon de la chaîne de règlement des litiges. En effet, le Comité local de suivi, à travers le chef du village ou de quartier concerné, assure la tenue du registre et aide les PAP à remplir et déposer leur plainte. La PAP peut aussi rédiger sa propre plainte, ou s'appuyer sur des personnes-ressources ou sur l'ONG identifiée à cet effet.

Après enregistrement, le chef du village ou de quartier convoque un comité restreint (composé de notables), pour statuer sur la plainte dans un délai ne dépassant pas une (1) semaine.

Ce comité convoque la PAP et le représentant du projet pour tenter de résoudre la plainte.

Il enregistre les plaintes et entend les plaignants au cours d'une réunion et procède à la vérification des plaintes. Ce comité propose des solutions au plaignant sur la base du traitement du dossier.

Le comité est composé de :

- Le Chef de village et sa notabilité ;
- Un représentant des chefs de communautés
- Le président des jeunes
- Un représentant des personnes affectées.

2-Au niveau des sous-préfectures : Si le comité local ne parvient pas à résoudre le problème ; le dossier est alors transféré au niveau de la sous-préfecture. Le comité sous préfectoral est présidé par le sous-préfet. Il est ainsi composé :

- Le sous-préfet de la localité ;
- Les chefs des villages affectés ;
- Un représentant des PAP de chaque village affecté.

C'est le deuxième niveau de gestion des plaintes lié au Plan d'Action de Réinstallation (PAR) relatif aux travaux du projet de construction des lignes MT/BT. C'est donc ce comité qui gère toutes les plaintes qui n'ont pas trouvé de solution au niveau des comités villageois, avant de

les transmettre officiellement au comité départemental qui sera mis en place lors de la phase d'exécution du présent plan d'action de réinstallation.

3-Au niveau des départements

Le comité départemental de gestion des plaintes et griefs constitue l'avant dernier échelon dans la chaîne des instances de gestion des plaintes. Autrement dit, il n'est saisi que lorsque toutes les tentatives de règlement sont épuisées au niveau des deux autres comités.

Il est ainsi composé :

- Le préfet de département ou son représentant ;
- Les Directeurs Départementaux des ministères techniques (Agriculture et Construction) ;
- Un représentant du bureau d'études recruté ;
- Un représentant des PAP.

4- Au niveau de chaque Région

Le comité régional de gestion des plaintes et griefs constituera dernier échelon supérieur dans la chaîne des instances de gestion des plaintes. Autrement dit, il n'est saisi qu'au dernier moment et lorsque toutes les tentatives de règlement sont épuisées au niveau des autres comités. La décision issue de ce comité régional de négociation s'impose à tous les protagonistes

Il est ainsi composé :

- Le préfet de Région ou son représentant ;
- Les Directeurs Régionaux des ministères techniques (Agriculture, Construction, Pétrole et Énergie) ;
- un représentant de l'ONG recrutée dans chaque Département;
- un représentant des PAP.

Par ailleurs, le Comité local de suivi chargé du règlement des litiges mettra en place un système de suivi et d'archivage des réclamations permettant d'en assurer le suivi jusqu'à la résolution finale du litige. Il tiendra un registre où figureront les dates d'enregistrement des réclamations,

le numéro des réclamations, les dates de résolution des réclamations et l'instance à laquelle les réclamations auront été adressées.

12.2 Procédures de règlement des plaintes

Pour gérer les plaintes qui pourraient survenir dans le cadre de la mise en œuvre du présent PAR, deux modes de règlement sont retenus : le règlement à l'amiable et le recours à la voie judiciaire.

12.2.1 REGLEMENT A L'AMIABLE

12.2.1.1 Les étapes de gestion des plaintes

✓ Étape 1 : enregistrement

Les plaintes sont enregistrées dans un registre tenu par le Représentant des PAPs par catégorie et l'ONG de chaque Département. Les PAPs peuvent rédiger elles-mêmes leurs plaintes ou se faire aider par le Représentant des PAPs par catégorie ou s'appuyer sur des personnes-ressources.

✓ Étape 2 : Convocation

Après enregistrement, le Représentant des PAPs par catégorie et l'ONG de chaque Département convoquent les concernés pour statuer sur le conflit dans un délai ne dépassant pas une (1) semaine y compris le délai de notification des résultats aux parties concernées.

✓ Étape 3 : règlement

Le Représentant des PAPs par catégorie et l'ONG de chaque Département analysent ensuite la plainte au regard des explications du plaignant procède à une résolution à l'amiable. En cas d'échec, le Représentant des PAPs par catégorie et l'ONG de chaque Département établissent un PV de désaccord signé par le PAP et son témoin. Le contentieux est alors transféré au niveau de la Cellule d'exécution du PAR.

Le règlement à l'amiable est le mode de règlement privilégié dans le cadre de la gestion des litiges nés des actions de la mise en œuvre du projet. Pour ce faire, un mécanisme de gestion sera mis en place. Il présente deux niveaux de gestion : la Cellule opérationnelle de la mise œuvre du PAR et le Comité Administratif d'indemnisation.

Au niveau de la Cellule de Maîtrise d'Œuvre du PAR (plus précisément du comité local de suivi), la plainte est reçue par le Secrétariat qui l'enregistre (dans un registre). Il analyse sa recevabilité ou non, sur la base des conditions d'éligibilité.

Si la plainte est jugée irrecevable, la Cellule de Maîtrise d'Œuvre du PAR formule clairement à l'endroit du plaignant, les explications et motifs du rejet. Dans le cas contraire, il est proposé au plaignant un règlement à l'amiable. Cette proposition lui est faite sans aucune pression mais plutôt avec son consentement. Et la Cellule de Maîtrise d'Œuvre du PAR engage les discussions avec le plaignant en s'appuyant sur les autorités coutumières.

En cas d'accord entre les parties, les décisions sont directement exécutées par la Cellule.

Mais en cas de désaccord, le plaignant peut saisir le Comité Administratif d'Indemnisation qui traite les litiges n'ayant pu être réglés par la Cellule. Après transmission du dossier par la Cellule, le Comité administratif du PAR l'analyse et convoque le plaignant pour une nouvelle négociation à l'amiable.

En cas d'échec le plaignant peut saisir la cellule de coordination du PER pour obtenir gain de cause. Si cette nouvelle tentative échoue, le plaignant peut saisir les tribunaux compétents. Cependant, il convient de mentionner que ce recours ne doit être envisagé que lorsque toutes les voies de recours à l'amiable sont totalement épuisées.

12.2.2 Règlement par voie judiciaire

Toute personne affectée par le projet qui n'est pas satisfaite des indemnisations proposées par la Cellule de maîtrise d'œuvre du PAR ou par le Comité Administratif d'indemnisation peut saisir les tribunaux compétents. Cette procédure est automatique quand celle-ci refuse de signer le certificat de compensation à la suite du règlement à l'amiable. Dans ce cas, un procès-verbal de constat de désaccord est signé entre les parties et l'indemnité proposée est consignée au Trésor ou à la banque en attendant la décision du juge, sur la base des expertises contradictoires qu'il sera loisible à l'intéressé ou à l'administration de faire exécuter par un expert assermenté. Cette procédure, selon les textes, ne peut à aucun moment entraver la poursuite du projet.

Dans tous les cas, le recours à une organisation indépendante pour assurer le règlement en étroite collaboration avec la cellule du PAR, est un outil nécessaire pour garantir un traitement équitable des droits des personnes affectées par le projet et pour régler d'éventuelles plaintes. De ce point de vue, les chefferies locales peuvent être sollicitées. Quoi qu'il en soit, la cellule opérationnelle de Maîtrise d'œuvre du PAR et les chefferies en charge de la médiation, développeront une approche conciliante afin de préserver les droits des personnes affectées par le projet.

13. MÉCANISME DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES ET DES PAP

13.1. PROCÉDURES DE NOTIFICATION

En termes de diffusion publique, le présent CPR validé mais aussi les PAR qui seront élaborés seront mis à la disposition, dans un lieu et en des formes accessibles, des personnes déplacées et aux autres acteurs notamment les autorités administratives et locales ainsi qu'aux services techniques déconcentrés des différents ministères concernés. En d'autres termes, les instruments de réinstallation sont mis à la disposition du public.

L'implication et la participation des PAP permettent à ces derniers de prendre part au processus de prise de décision, de conception, de planification et de mise en œuvre opérationnelle des projets. Le PER est mis en œuvre au profit des localités dépendantes de circonscriptions administratives. C'est pourquoi le succès dans leur réalisation dépendra du degré d'appropriation non seulement par les autorités administratives locales et des services déconcentrés des Ministères impliqués mais également des communautés locales. Il est ainsi nécessaire d'accorder une attention particulière à la consultation publique des individus/Ménages potentiellement affectés lorsqu'une réinstallation involontaire est déclenchée par une sous-composante.

13.2. MÉCANISMES DE CONSULTATIONS DU PUBLIC

Afin que tous les acteurs se sentent impliqués et s'approprient les objectifs des activités du projet PER, ceux-ci devront participer à la conception des activités du Projet, à la détermination des mesures nécessaires à la concrétisation des objectifs de la politique de réinstallation, ainsi qu'à l'exécution et au suivi des activités du Projet. Les communautés rencontrées suggèrent toutes de participer aux activités du PER à tous les niveaux, en tant que bénéficiaires et participants à leur mise en œuvre.

13.2.1. Consultation sur le cadre de Politique de Réinstallation (CPR)

L'implication des populations dans le processus de planification et de mise en œuvre du plan de réinstallation est une des exigences fondamentales des SO2 de la BAD. L'information et la consultation sur le présent CPR, une fois validé, seront organisées comme suit :

- rencontres institutionnelles avec les acteurs principaux concernés par le projet au niveau du comité de pilotage ;
- rencontres restitution du CPR avec les autorités administratives, les services déconcentrés des ministères concernés, les élus locaux et les responsables des comités de

développement (mutuelles et association), et les ONG locales œuvrant sur les questions du genre et de l'inclusion sociale ;

- rencontres restitution du CPR au niveau des villages concernés ;
- intégration des observations et commentaires dans la finalisation du CPR.

13.2.2. Consultation sur les plans d'action de réinstallation (PAR)

Dans cette logique, la consultation publique sera effectuée pendant toute la durée de l'exécution du programme. Elle pourra se dérouler pendant la préparation de (i) l'étude socio-économique , (ii) de l'évaluation de l'impact environnemental et (ii) de la négociation de la compensation à verser aux personnes devant être déplacées (rédaction et lecture du contrat de compensation).

Ces consultations peuvent s'appuyer sur plusieurs canaux d'information à savoir : les réunions, des programmes radio, de demandes de propositions/commentaires écrits, de remplissage de questionnaires et de formulaires, de conférences publiques et d'explications des idées et besoins du sous projet etc.

13.2.2.1. Participation à la phase d'élaboration des PAR

Les communautés locales et les PAPs pensent qu'elles doivent être informées et sensibilisées sur les enjeux, les objectifs, les activités du projet, et d'autre part, sur leurs effets positifs et négatifs et les mesures préconisées pour les atténuer et/ou les optimiser. De façon pratique, il s'agira pour le Projet d'organiser des réunions d'information et de sensibilisation des communautés des localités concernées, notamment des villages. Ces réunions devront regrouper, non seulement les autorités traditionnelles (chefs et notables), mais aussi les leaders d'opinion, les élites, les élus locaux (députés, maires). L'aspect genre doit y être pris en compte, en s'assurant de la représentativité des femmes, des jeunes et de toutes les couches sociales et surtout les personnes vulnérables.

Elles devront être organisées en collaboration avec les autorités administratives des localités concernées. Lors de la mission de diffusion des divers documents cadre du projet relatif aux aspects socio-environnementaux (EIES, PAR... aux autorités administratives, le projet devra leur faire part du processus participatif les impliquant.

Les réunions avec les communautés locales permettront à celles-ci de donner leurs avis sur le projet, les problèmes/craintes que pourrait engendrer le Projet sur leur environnement, ainsi que les mesures y relatives d'une part, et de soumettre au Projet leurs besoins, d'autre part. Ce sera l'occasion pour les communautés de mûrir leurs réflexions sur la nature des

compensations éventuelles dont elles vont bénéficier, et pour le Projet, de réajuster le processus d'implication des communautés locales dans le Projet et d'intégrer les préoccupations réelles de celles-ci.

I3.2.2.2. Participation à la phase de mise en œuvre des PAR

L'implication des communautés locales dans la mise en œuvre des activités du projet s'effectuera d'une part, par le recrutement en priorité des populations locales dans le Projet et par le renforcement permanent de leurs capacités en vue de les préparer à l'après-projet, et d'autre part, par des partenariats à établir avec les organisations locales qui travaillent déjà avec les communautés (ONG, GIC, Associations) dans la mise en œuvre des activités d'éco-développement prévues dans le cadre du Projet et le renforcement de leurs capacités pour un meilleur résultat.

I3.2.2.3. Participation à la phase de suivi-évaluation

Pour l'ensemble des acteurs rencontrés, le suivi-évaluation des activités du Projet devra être assuré au niveau local, par l'entremise d'un comité local de suivi-évaluation comprenant les représentants des communautés locales. Ce Comité sera composé des acteurs ci-après, dont les capacités devront être renforcées pour assurer cette mission :

- autorités administratives ;
- représentant local du Projet ;
- administrations impliquées ;
- autorités traditionnelles : chefs de village et notables ;
- représentants des populations locales désignés par elles-mêmes pour le projet ;
- élus locaux ;
- représentants des organisations locales travaillant déjà avec les communautés : (Associations ou groupements(femmes/hommes) œuvrant sur les thématiques du genre et de l'inclusion sociale ONG locales, ...).

Synthèse des rencontres d'information des parties prenantes

Tableau 25 : Synthèses des résultats des consultations publiques

DISTRICT DU HAUT SASSANDRA-MARAHOUÉ			
Intervenants	Préoccupations et craintes	Avis et perception sur le Projet	Réponse
Le chef de terre de KIKIEKRO	La largeur de 14 mètres des emprises des lignes MT est jugée trop importante.	Le projet est une opportunité de développement sa localité	Abordant cette question, le chef de mission a fait savoir à la communauté que, c'est pour des raisons sécuritaires que les 14 mètres ont été définis afin d'éviter la chute probable des arbres sur les lignes des MT. Car la destruction de ces lignes par les arbres peut entraîner la coupure d'électricité dans la localité.
Le président des jeunes de BOKASSOU	La période du paiement des indemnités ; La fréquence (paiement unique ou mensuel ou annuel) des paiements des indemnités.	Les populations souhaitent voir le projet se réaliser dans un bref délai	Abordant la question de la période de paiement des indemnités, le chef de mission a fait savoir à la communauté villageoise que, le paiement se fera à tout moment et dans un délai raisonnable après la libération définitive des emprises. Cette indemnité tient en effet, tient compte des cultures présentes dans les emprises, lors passage de l'agent de l'agriculture et de certains aspects socio-économiques liés à la personne impactée par le projet.
DISTRICT DES LACS			
Le chef du village KOUASSI-PRÉKRO	L'usage des emprises après l'implantation des lignes MT	Le projet est une opportunité de développement sa localité	Chef de mission : Une fois que vous avez reçu votre indemnité, les emprises sont censées être libre ; et elles ne doivent plus faire l'objet d'une recolonisation pour un autre usage pour des raisons

			sécuritaires. Toutefois vous pouvez y faire des cultures ne dépassant les 3 m de hauteur.
Le chef du village de ASSALEKRO (DAOUKRO)	La largeur des emprises du projet constitue une préoccupation pour les populations ; aussi, elles exigent que le paiement des indemnisations se fasse avant le démarrage des travaux	Le projet est une opportunité de développement sa localité	Abordant cette question, le chef de mission a fait savoir à la communauté que, c'est pour des raisons sécuritaires que les 14 mètres ont été définis afin d'éviter la chute probable des arbres sur les lignes des MT. Car la destruction de ces lignes par les arbres peut entraîner la coupure d'électricité dans la localité.
DISTRICT DU ZANZAN			
Le chef du village de DJIMINI et SAMA	La période du paiement des indemnisations ; La fréquence (paiement unique ou mensuel ou annuel) des paiements des indemnisations.	Les populations souhaitent voir le projet se réaliser dans un bref délai	Abordant la question de la période de paiement des indemnisations, le chef de mission a fait savoir à la communauté villageoise que, le paiement se fera à tout moment et dans un délai raisonnable après la libération définitive des emprises. Cette indemnisation tient en effet, tient compte des cultures présentes dans les emprises, lors passage de l'agent de l'agriculture et de certains aspects socio-économiques liés à la personne impactée par le projet.
DISTRICT DE LA COMOÉ			
Le chef du village de ASSE-MAFIA	L'usage des emprises après l'implantation des lignes MT	La communauté du village de ASSE-MAFIA a marqué son adhésion au projet sur la base des informations reçues durant la consultation. Elle souhaite être	Abordant la question, le consultant a fait savoir à la population qu'après leur libération, les emprises sont censées être libre ; et elles ne doivent plus faire l'objet d'une recolonisation pour un autre usage pour des raisons sécuritaires. Toutefois vous pouvez y faire des cultures ne dépassant les 3 m de hauteur.

		véritablement associée à toutes les phases de sa mise en œuvre.	
La communauté villageoise de ASSUÉ GNAMBOA	la période de paiement des indemnisations ;	Les populations sont impatientes de voir le projet se réaliser	Abordant la question de la période de paiement des indemnisations, le chef de mission a fait savoir à la communauté villageoise que, le paiement se fera à tout moment et dans un délai raisonnable après la libération définitive des emprises. Cette indemnisation tient en effet, tient compte des cultures présentes dans les emprises, lors passage de l'agent de l'agriculture et de certains aspects socio-économiques liés à la personne impactée par le projet.
DISTRICT DE YAMOOUSSOUKRO			
La communauté villageoise de DREKRO	L'usage de l'emprise après la mise en place des lignes MT	Le projet est la bienvenue pour le développement de sa localité	Abordant la question, le consultant a fait savoir à la population qu'après leur libération, les emprises sont censées être libre ; et elles ne doivent plus faire l'objet d'une recolonisation pour un autre usage pour des raisons sécuritaires. Toutefois vous pouvez y faire des cultures ne dépassant les 3 m de hauteur.

14. DISPOSITIONS POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION

14.1. CONSISTANCE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION

14.1.1. Objectifs du suivi-évaluation

Le suivi et l'évaluation sont deux opérations complémentaires dans le cycle d'un projet. Le suivi est une observation critique et systématique des réalisations d'un projet qui se base sur les critères définis lors de la phase de planification ; son but est d'améliorer le fonctionnement du projet ou du programme. Il consiste donc à déterminer les impacts réels les plus préoccupants du projet comparativement aux pronostics d'impacts réalisés lors de l'étude d'impact afin de pouvoir apporter, le cas échéant, les correctifs nécessaires aux mesures d'atténuation préconisée. Quant à l'évaluation, elle mesure le degré d'atteinte de l'objectif d'un projet et de ses composantes. Elle comporte des analyses sur les écarts entre les réalisations et les prévisions, sur l'efficacité des moyens mis en œuvre et sur les effets du projet.

Elle vise :

- à vérifier si les objectifs généraux des politiques ont été respectés et
- à tirer les enseignements de l'opération pour modifier les stratégies et la mise en œuvre dans une perspective de plus long terme. Le suivi sera interne, et l'évaluation externe

De façon spécifique, les objectifs du suivi-évaluation de la mise en œuvre du Plan de Réinstallation consistent à :

- vérifier que les actions menées sont exécutées conformément aux recommandations du CPR et des PAR ;
- vérifier que la qualité et la quantité des résultats espérés sont obtenues dans les délais prescrits;
- identifier tout élément imprévu susceptible d'influencer le projet ou micro-projet mise en œuvre ou d'en réduire l'efficacité;
- recommander dans les meilleurs délais aux instances responsables concernées, les mesures correctives appropriées, dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation.

14.1.2. Processus de suivi et d'évaluation

- **Le suivi**

L'objectif du suivi est de signaler aux responsables du projet tout problème qui surviendrait et d'assurer que les procédures préconisées par le présent CPR sont respectées à l'avantage des résultats efficaces pour le projet. Il sera nécessaire de préciser la fréquence d'analyse pour chaque indicateur sélectionné.

- **L'évaluation**

Le but du volet évaluation du Plan de réinstallation est de s'assurer que le niveau de vie des PAP est supérieur ou au moins égal à celui qu'elles avaient avant le projet.

Les objectifs de l'évaluation consistent à :

- fournir une source de données indépendantes pendant la mise en œuvre des activités de réinstallation et de compensation ;
- fournir les résultats de mise en œuvre du plan de réinstallation dans une perspective globale et socio-économique.

Pour cela, il sera nécessaire :

- d'établir et interpréter la situation de référence des populations affectées, avant le démarrage du projet (les enquêtes villages, le recensement et l'enquête-ménage effectués dans le cadre de l'élaboration du PAR constituent la base de la situation de référence) ;
- de définir à intervalles réguliers, tout ou une partie des paramètres ci-dessus, afin d'en apprécier et comprendre les évolutions ;
- d'établir, en fin de projet, une nouvelle situation de référence pour évaluer les impacts du PAR en matière socio-économique.

14.2. DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

14.2.1. Acteurs et périodes de suivi et de l'évaluation

Le suivi interne sera effectué par les porteurs du projet à savoir d'une part l'UCP de Côte d'Ivoire Énergies par elle-même à travers des missions de supervision et pour elle par les Experts environnementaux et sociaux de l'Ingénieur-Conseil ; d'autre part par les autres acteurs locaux à travers un comité mis en place et une ONG éventuellement.

Dans certains cas, le suivi se fera en continu par l'équipe terrain, alors que dans d'autres cas, il sera mensuel ou annuel. Par exemple, le suivi du paiement des indemnités s'effectuera en continu. Les paiements des indemnités seront inscrits de manière régulière dans le système de gestion des données et un suivi en temps réel sera garanti par l'équipe terrain.

L'évaluation quant à elle est entreprise par la BAD à travers des auditeurs compétents en trois temps : immédiatement après l'achèvement des opérations de réinstallation, à mi-parcours du projet et à la fin du projet.

I 4.2.2. Indicateurs potentiels et objectifs de performance

Comme étape préalable au suivi-évaluation, il s'agira de renforcer les indicateurs et les objectifs de performance ci-dessous avant toute élaboration de plan d'actions de réinstallation (PAR). Ainsi, l'avancement et les résultats des activités mises en œuvre se verront évalués et capitalisés de façon plus efficiente. Le tableau suivant fournit une liste non limitative d'indicateurs et d'objectifs de performance en lien avec des acteurs de mise en œuvre.

Tableau 26 : Cadre logique du suivi-évaluation du PAR

Types d'opérations	Responsables de la mise en œuvre	Résultats attendus	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Objectifs de performance	Hypothèses et risques
Information et consultation	UCP/CDES	Vérifier que la diffusion de l'information auprès des PAP et les procédures de consultation sont effectuées en accord avec les principes présentés dans le CPR.	Nombre et types de séances d'information à l'intention des PAP effectuées dans les zones des activités du PER avant le début des travaux.	PV de consultations publiques, Listes de présence	Au moins 4 séances d'information par localité concernée (pendant la mise en œuvre du CPR, au démarrage de l'élaboration des PAR, lors du paiement des compensations et lors de la libération des emprises).	Refus de la communauté D'intégrer le projet

Dispositions préventives pour minimiser les déplacements	UCP/IC/Entreprises des travaux	Réduction des déplacements au strict minimum ou les éviter	Nombre de PAP Identifiées et épargnées en rapport avec le nombre de PAP à déplacer	Liste définitive des PAP déplacées et réinstallées	Proportion importante de PAP éligibles finalement épargnés par les impacts négatifs des travaux.	Environnement physique favorable Alternative existant et profitable Prise en compte de ces exigences par l'IC et l'entreprise en charge des travaux
Équité genre et vulnérabilité	UCP/IC	S'assurer que les femmes et les personnes vulnérables recevront des indemnités justes et adéquates, telles que proposées dans le CPR.	Compensations versées aux femmes et aux personnes vulnérables affectées par le projet (effectifs et montants), procédures et assistance spécifiques déployées, dates de compensation.	Rapport, prise en compte du genre et de la vulnérabilité	Toutes les femmes et personnes vulnérables affectées par le projet ont été compensées et indemnisées à leur satisfaction. Aucune plainte des femmes et des personnes vulnérables n'est restée non résolue.	Existence effective de personnes vulnérables affectées par le projet
Inventaires des biens et recensement des PAP	UCP/CDES	Données socio-économiques des PAP disponibles	Nombre par type de PAP affectées par les travaux de pose de conduites	Rapport du PAR approuvé	100% des PAP Potentiels recensés, leurs biens identifiés et évalués	Soutien et engagements des communes et des
			nombre de PAP physiquement réinstallées	Rapport de mise en œuvre du PAR	Aucune réclamation	partenaires institutionnels

						Engagements et disponibilité des populations concernées Disponibilité de site de réinstallation
Octroi des indemnisations et des compensations	UCP/CDES	Liste définitive des PAP et de leurs droits approuvés (PAR) Versements effectifs de toutes les compensations et indemnisations	Nombre de personnes indemnisées et compensées en rapport avec le nombre total de PAP Montants payés par rapport au budget du PAR	Documents de mise à disposition des fonds, Certificats de paiement des compensations et des indemnisations	100% des PAP recensés compensés Aucun litige ou réclamation	Mauvaise communication Tensions et dérapages de trésorerie, dépôt de bilans ou cessation de paiement pour le projet
Gestion des litiges	UCP/CDES/Autorités administratives et coutumières	Règlements de tous les litiges (plaintes, réclamations, contestations, etc.)	Nombre et types de litiges enregistrés Nombre et types de litiges résolus	Procès-verbaux de conciliation Procès-verbaux de résolution (accord)	100% des réclamations et litiges résolus	Dysfonctionnement des Comités, Suspensions de l'administration Non-implication des autorités administratives et coutumières
Réinstallation	UCP/CDES/Autorités administratives et coutumières	Disponibilité des parcelles de réinstallation Reconstruction des habitations	Existence de bâtis sur le terrain Nombre de bâtis construits	Enquête de terrain Documents techniques d'implantation du tracé des conduites	100% des réinstallations physiques exécutées	Mauvaise gestion des indemnisations et compensations par les PAP Refus de libération des

		Relocalisation des PAP déplacés Libération des emprises des travaux	Occupation effective des bâtis par les PAP Mise à disposition des sites de travaux à l'entreprise.			emprises par les PAP après leurs indemnisations et compensations Mauvaise communication
Renforcement des capacités	UCP/IC	Formations des Comités et des autres acteurs	Types et nombre de formations Nombre de personnes formées	Rapports de formation	100% des acteurs formés	Vaste mouvement d'affectation et de mutation des autorités administratives et des agents administratifs membres des CDSES après la formation et avant la fin du projet

I 4.2.3. Rapportage

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels rendront compte régulièrement de l'évolution des activités sur le terrain. Au niveau central, les rapports de mission de supervision de Côte d'Ivoire énergies permettront de saisir l'état de prise en compte des directives contenues dans les CPR et des PAR. Les rapports trimestriels spécifiquement seront entrepris par l'Ingénieur-Conseil validés et transmis par l'Unité de Gestion du Projet du Maître d'Ouvrage à la BAD.

15. ESTIMATION DU BUDGET DU CPR

À ce stade de la préparation, lorsque les sites des sous-projets n'ont pas encore été fixés et que le nombre de PAP ne peut encore être déterminé, il n'est pas possible de fournir une estimation du coût global de la réinstallation et de la compensation. Le budget total sera déterminé à la suite des études socio-économiques.

L'estimation exacte du coût global de la réinstallation et de la compensation sera réellement maîtrisée à l'issue des études socio-économiques et quand l'implantation des différents projets sera connue. L'État (à travers CI-ENERGIES, le Ministère en charge du Budget et du Portefeuille de l'État et celui de l'Économie et des Finances) aura à financer la compensation due à la réinstallation.

Un budget indicatif est **2 068 000 000 F CFA**.

Tableau 27 : Estimation du budget de mise en œuvre du CPR

Activités	Coût total (FCFA)	Financement	
		État	BAD
Compensation terrains	600 000 000	X	
Indemnisation des bâtis et infrastructures	200 000 000	X	
Compensation cultures	250 000 000	X	
Pertes d'actifs, d'accès aux actifs	100 000 000	X	
Provision pour la réalisation des PAR/PSR	100 000 000	X	
Provision pour la mise en œuvre des PAR/PSR (Fonctionnement des différentes commissions)	250 000 000	X	
Provision pour recrutement des ONG	60 000 000		X
Appui aux groupements féminines	200000000		X
Renforcement des capacités et Sensibilisation	50 000 000		X
Suivi/Évaluation et Audit	70 000 000		X
Imprévus (10%)	188 000 000	X	X
TOTAL	2 068 000 000	X	X

En somme, deux milliards soixante-huit millions (2 068 000 000) de francs CFA seront nécessaires pour financer les mesures d'appropriation du CPR et du processus d'élaboration des PAR à venir. Le projet devra envisager également le budget d'élaboration des PAR et le budget d'indemnisation des pertes de biens pour la mise en œuvre des PAR.

CONCLUSION

Le présent Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) a permis a permis :

- (i) d'identifier les impacts sociaux négatifs généraux potentiels en termes de réinstallation des populations,
- (ii) de fixer les principes de réinstallation des populations et de compensation des dommages qui leurs seront causés par les sous projets,
- (iii) de proposer des arrangements institutionnels et mettre en place les procédures à suivre une fois que les sous projets générateurs de déplacements seront identifiés.
- (iv) de clarifier les règles applicables en cas de réinstallation et les critères applicables pour les différents sous-projets en précisant la procédure de compensation pour éviter l'appauvrissement des populations dont la perte, la ruine d'identité culturelle, d'autorité traditionnelle et des possibilités d'entraide pourraient remettre en cause leur stabilité ou leur bien-être social et culturel.

Pour une mise en œuvre réussie du projet d'électrification, le respect du présent CPR est indispensable et notamment la réalisation selon les règles de l'art des différents Plans de Réinstallation au besoin une fois les activités du projet et leurs sites connus. Le coût global de la réinstallation peut être estimé à deux milliards soixante-huit millions (2 068 000 000) de francs CFA.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banque mondiale, Politiques de Sauvegarde environnementale et social de la Banque mondiale, Mai 2004

Institut National de la Statistique (INS). Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2014.

KOUASSI K. Clément (2008), Cadre de Politique de Réinstallation, Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipement Rural (PNGTER), Cellule Nationale de Coordination (CNC), Cabinet du Premier Ministre (République de Côte d'Ivoire), 89 p

Le Décret no 95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures.

L'arrêté n° 028 du 12 mars 1996 fixant le barème d'indemnisation des cultures détruites.

Loi portant Code de l'Environnement, 1996.

Projet de Renaissance des Infrastructures en Côte-d'Ivoire (PRICI) : Actualisation du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), Rapport provisoire Avril 2016. République de Côte d'Ivoire, 118 p.

Projet d'Urgence pour l'Amélioration des Services d'Eau et d'Électricité (PUASEE), Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) Version Finale Bissau, Octobre 2014, République de Guinée Bissau, p. 107.

Projet d'Accès au Service Énergétique (PASE) : Actualisation du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), rapport final décembre 2012, République du Burkina Faso.

TRAORE Namory (2009), Etude sur le Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), Projet d'Urgence d'ouvrages du secteur de l'électricité, SOPIE, Ministère des Mines et de l'Énergie, République de Côte d'Ivoire, 75 p.

ANNEXES

ANNEXE I : Synthèse des rencontres d'information avec les parties prenantes au projet

Institution /Intervenant	Questions discutées	Résumé des interventions	Réponses du Consultant
DISTRICT DE SASSANDRA MARAHOUÉ			
PREFECTURE DE BOUAFLE <u>Personne rencontrée :</u> <u>SG2I</u>	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	Après les civilités d'usage, le SGI a salué la mise en œuvre du projet dans la Marahoué, et nous a rassuré de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet.	Le consultant l'a remercié pour la disponibilité et l'implication du corps préfectoral dans les différents projets de développement. Il l'a rassuré que le corps préfectoral sera régulièrement informé et associé dans les activités du projet dans la Marahoué.
Sous-préfecture de Bouaflé <u>Personne rencontrée :</u> Sous-préfet de Bouaflé	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	À l'instar du SGI de la préfecture, le sous-préfet de Bouaflé a salué la mise en œuvre du projet dans la Marahoué, et nous a rassuré également rassurer de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet. Cependant il a souligné que la localité de Liadjenoufla 2, bénéficiant déjà de l'électricité, soit remplacée par celle de N'DENOU.	Le consultant lui a fait comprendre qu'il transmettrait cette doléance à CI-Énergies pour qu'une solution idoine à sa préoccupation soit trouvée
Sous-préfecture de Gbgbessou <u>Personne rencontrée :</u> Le sous-préfet de Gbgbessou	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des	À l'instar du SGI de la préfecture, le sous-préfet Gbgbessou a salué la mise en œuvre du projet dans sa localité, et souhaité que d'autres localités soient prises	Le consultant lui a fait comprendre qu'il transmettrait cette doléance à CI-Énergies pour qu'une solution idoine à sa préoccupation soit trouvée.

Institution /Intervenant	Questions discutées	Résumé des interventions	Réponses du Consultant
	probables PAR à mettre en œuvre.	en compte ; car c'est un seul village (KROUBI) pris en compte dans ce projet. Pour clore son propos, il nous a rassuré de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet.	
Directrice Régionale de l'Agriculture de Bouaflé <u>Personne rencontrée :</u> La Directrice Régionale	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	Elle a salué la mise en œuvre du projet dans la Marahoué, et nous a rassuré de sa disponibilité et de son appui pour la mise en œuvre des éventuels PAR. Par ailleurs, elle a souhaité que sa direction soit impliquée dès l'entame du projet ; car certaines structures ont sollicité leur concours après avoir détruit les cultures des populations impactées lors d'un projet similaire.	Le consultant l'a rassuré en lui faisant savoir que sa direction sera impliquée dans tout processus de mise en œuvre du présent projet dans la Marahoué.
Directrice Régionale de l'Environnement de Bouaflé <u>Personne rencontrée :</u> L'Assistante du Directeur régional	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	Elle a salué la mise en œuvre du projet dans la Marahoué, et nous a rassuré de la disponibilité et de l'appui de sa direction pour le suivi des activités du projet.	Le consultant l'a rassuré en lui faisant savoir que sa direction sera impliquée dans tout processus de mise en œuvre du présent projet dans la Marahoué

Institution /Intervenant	Questions discutées	Résumé des interventions	Réponses du Consultant
<p>Direction Régionale des Eaux et Forêts de Bouaflé</p> <p><u>Personne rencontrée :</u></p> <p>Adjoint au Directeur Départemental</p>	<p>Présentation du projet avec ses impacts potentiels ;</p> <p>Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.</p>	<p>Il a salué la mise en œuvre du projet dans sa localité, et nous a rassuré de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet pour les questions liées à la protection des espèces protégées et de la politique de compassion pour les éventuels PAR.</p>	<p>Le consultant l'a rassuré en lui faisant savoir que sa direction sera impliquée dans tout processus de mise en œuvre du présent projet dans la Marahoué ; et surtout lors de la mise en œuvre des éventuels PAR.</p>
DISTRICT DE YAMOUSSOUKRO			
<p>PREFECTURE DE YAMOUSSOUKRO</p> <p><u>Personne rencontrée :</u></p> <p>La secrétaire du Préfet</p>	<p>Présentation du projet avec ses impacts potentiels ;</p> <p>Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.</p>	<p>Elle a salué la mise en œuvre du projet dans le District de Yamoussoukro et nous a rassuré de la disponibilité et de l'appui des autorités préfectorales pour le suivi des activités du projet.</p>	<p>Le consultant l'a remercié pour la disponibilité et l'implication du corps préfectoral dans les différents projets de développement. Il l'a rassuré que le corps préfectoral sera régulièrement inforME et associé dans les activités dudit projet dans le District de Yamoussoukro.</p>
DISTRICT DES LACS			
<p>PREFECTURE DE TOUMODI</p> <p><u>Personne rencontrée :</u></p> <p>Préfet par intérim et la SG2 de la préfecture</p>	<p>Présentation du projet avec ses impacts potentiels ;</p> <p>Processus de mise en œuvre du PAR</p>	<p>Ils ont salué la mise en œuvre du projet dans leur localité, et nous ont rassuré de leur disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet. Par ailleurs ils ont souhaité que le corps préfectoral soit constamment inforME pour le reste des activités du projet.</p>	<p>Le consultant l'a remercié pour la disponibilité et l'implication du corps préfectoral dans les différents projets de développement. Il l'a rassuré que le corps préfectoral sera régulièrement inforME et associé dans les activités dudit projet dans la Région du Béliér</p>

Institution /Intervenant	Questions discutées	Résumé des interventions	Réponses du Consultant
<p>PREFECTURE DE BONGOUANOU</p> <p><u>Personne rencontrée :</u> Le SGI de la préfecture et le sous-préfet de Bongouanou</p>	<p>Présentation du projet avec ses impacts potentiels ;</p> <p>Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.</p>	<p>Ils ont salué la mise en œuvre du projet dans leur localité, et nous ont rassuré de leur disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet. Par ailleurs ils ont souhaité que le corps préfectoral soit constamment inforME pour le reste des activités du projet afin que des dispositions idoines soient prises pour faciliter notre mission sur le terrain.</p>	<p>Le consultant l'a remercié pour la disponibilité et l'implication du corps préfectoral dans les différents projets de développement. Il l'a rassuré que le corps préfectoral sera régulièrement inforME et associé dans les activités dudit projet dans le Moronou.</p>
<p>PREFECTURE DE DAOUKRO</p> <p><u>Personne rencontrée :</u> Préfet par intérim et le Chef de Cabinet de la préfecture</p>	<p>Présentation du projet avec ses impacts potentiels ;</p> <p>Processus de mise en œuvre du PAR</p>	<p>Ils ont salué la mise en œuvre du projet dans leur localité, et nous ont rassuré de leur disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet. Par ailleurs ils ont souhaité que le corps préfectoral soit constamment inforME pour le reste des activités du projet afin que des dispositions idoines soient prises pour faciliter notre mission sur le terrain.</p>	<p>Le consultant l'a remercié pour la disponibilité et l'implication du corps préfectoral dans les différents projets de développement. Il l'a rassuré que le corps préfectoral sera régulièrement inforME et associé dans les activités dudit projet dans le IFFOU.</p>
DISTRICT DU ZANZAN			
<p>PREFECTURE DE BONDOUKOU</p> <p><u>Personne rencontrée :</u></p>	<p>Présentation du projet avec ses impacts potentiels ;</p> <p>Processus de mise en œuvre du PAR</p>	<p>Après les civilités d'usage, le SGI a salué la mise en œuvre du projet dans le District du Zanzan et nous a rassuré de sa</p>	<p>Le consultant l'a remercié pour la disponibilité et l'implication du corps préfectoral dans les différents projets de développement. Il l'a rassuré que le corps préfectoral sera régulièrement inforME et associé dans les activités dudit projet dans le Zanzan.</p>

Institution /Intervenant	Questions discutées	Résumé des interventions	Réponses du Consultant
Le SGI de la préfecture		disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet	
Direction Régionale de l'Agriculture de Bondoukou <u>Personne rencontrée :</u> Le DR de l'Agriculture	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	Le DR, a salué la mise en œuvre du projet dans le Tonkpi, et nous a rassuré de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet. Par ailleurs, il a souhaité que sa direction soit associée dès l'entame du projet pour mieux traiter les questions liées aux expertises agricoles pour les éventuels PAR.	Le consultant l'a remercié pour la disponibilité et l'implication de la direction de l'agriculture dans les différents projets de développement. Il a aussi indiqué que la direction de l'agriculture est un acteur clé dans ce projet , et que celui-ci ne peut réussir sans son implication.
Direction Régionale des Eaux et Forêts de Bondoukou <u>Personne rencontrée :</u>	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	Il a salué la mise en œuvre du projet dans sa localité, et nous a rassuré de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet pour les questions liées à la protection des espèces protégées et de la politique de compensations pour les éventuels PAR.	Le consultant l'a rassuré en lui faisant savoir que sa direction sera impliquée dans tout processus de mise en œuvre du présent projet dans le Zanzan ; et surtout lors de la mise en œuvre des éventuels PAR.
Direction Régionale de Santé de la Bondoukou <u>Personne rencontrée :</u> Le DR de la santé	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	Il a salué la mise en œuvre du projet dans sa localité, et nous a rassuré de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet pour les questions liées à la santé des techniciens lors de la	Le consultant l'a rassuré en lui faisant savoir que sa direction sera impliquée dans tout processus de mise en œuvre du présent projet dans le Zanzan.

Institution /Intervenant	Questions discutées	Résumé des interventions	Réponses du Consultant
		construction des lignes HTA/BT.	
SOUS-PRECTURE DE GOMERE <u>Personne rencontrée :</u> <u>Le sous-préfet</u>	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	A l'instar du SGI de la préfecture, le sous-préfet de Bouaflé a salué la mise en œuvre du projet dans la Marahoué, et nous a rassuré également rassurer de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet.	Le consultant après les civilités d'usage, a remercié le commandant, et l'a rassuré en lui faisant savoir qu'il sera impliqué dans tout processus de mise en œuvre du présent projet dans sa la sous-préfecture de Goumeré.
PRECTURE DE TANDA <u>Personne rencontrée :</u> <u>Le Prefet</u>	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	Le préfet a salué la mise en œuvre du projet dans la dans son département, et nous a rassuré également rassurer de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet.	Le consultant après les civilités d'usage, a remercié le commandant, et l'a rassuré en lui faisant savoir qu'il sera impliqué dans tout processus de mise en œuvre du présent projet dans le Département de Tanda
DISTRICT DES LAGUNES			
DISTRICT DE COMOÉ			
PREFECTIRE DE TIAPOUM <u>Personne rencontrée :</u> <u>Le SGI de la préfecture</u>	Présentation du projet avec ses impacts potentiels ; Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.	Le SGI de la préfecture a salué la mise en œuvre du projet dans son département, et nous a également rassuré de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet. Aussi a-t-il ajouté que ce projet contribuera à l'amélioration	Le consultant après les civilités d'usage, l'a remercié, tout en lui faisant savoir qu'il sera impliqué dans tout processus de mise en œuvre du présent projet dans le Département de Tiapoum. Pour finir, lui a fait comprendre qu'il transmettrais cette doléance à CI-Énergies pour qu'une solution idoine à sa préoccupation soit trouvée.

Institution /Intervenant	Questions discutées	Résumé des interventions	Réponses du Consultant
		des conditions de vie des populations. Par ailleurs, il signalé que la localité de Assué I est déjà électrifiée et souhaite qu'un autre village de son département soit sélectionné	
<p>PREFECTURE DE GRAND-BASSAM</p> <p><u>Personne rencontrée :</u></p> <p>Le SGI de la préfecture</p>	<p>Présentation du projet avec ses impacts potentiels ;</p> <p>Processus de mise en œuvre du PCGES/EESS/PCR et des probables PAR à mettre en œuvre.</p>	<p>Le SGI de la préfecture a salué la mise en œuvre du projet dans son département, et nous a également rassuré de sa disponibilité et de son appui pour la réussite dudit projet. Aussi a-t-il ajouté que ce projet contribuera à l'amélioration des conditions de vie des populations.</p>	<p>Le consultant après les civilités d'usage, l'a remercié, tout en lui faisant savoir qu'elle sera impliquée dans tout processus de mise en œuvre du présent projet dans le Département de Grand Bassam.</p>

ANNEXE 2 : CANEVA TYPE D'ELABORATION D'UN PAR

DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS

RESUME

INTRODUCTION

DESCRIPTION DU PROJET

DISPOSITION POUR L'EXECUTION

OBJECTIFS ET CONDITIONS DE BASE DE LA PRÉPARATION DE CE CPR

IMPACTS, ACQUISITION DES TERRES ET REINSTALLATION

PRINCIPES ET OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT IVOIRIEN EN MATIERE DE

REINSTALLATION INVOLONTAIRE

8.1 PRINCIPES DE BASE DU PROGRAMME DE REINSTALLATION

8.2 OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE REINSTALLATION

8.3 REVUE DE LA LEGISLATION NATIONALE QUI REGIT L'ACQUISITION DES TERRES ET LA REINSTALLATION DANS LES PAYS

8.4 EXIGENCES DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT EN MATIERE DE REINSTALLATION FORCEE

8.5 ECARTS ENTRE LES EXIGENCES JURIDIQUES NATIONALES ET CELLES DE LA BAD PRÉPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

9.1 AGENCES D'EXECUTION DES PAR

9.2 PROCEDURE DE TRIAGE ET DE REVUE

9.3 TRIAGE POUR LA REINSTALLATION INVOLONTAIRE

9.4 ETUDE DE BASE ET DONNEES SOCIOECONOMIQUES

9.5 PREPARATION DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION DES SOUS-PROJETS

9.6 REVUE DES PLANS D'ACTION DE REINSTALLATION DES SOUS-PROJETS ESTIMATION DES POPULATIONS DÉPLACÉES ET CATÉGORIES D'ÉLIGIBILITÉ

10.1 ESTIMATION DES POPULATIONS DEPLACEES

10.2 ACQUISITION DE TERRES ET CATEGORIES PROBABLES D'IMPACT

10.3 CRITERES D'ELIGIBILITE POUR DEFINIR LES DIFFERENTES CATEGORIES DE PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

METHODES D'ÉVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTÉS

11.1 EVALUATION DES TERRES UTILISEES PAR LE PUBLIC

11.2 CALCULS POUR LE PAIEMENT DES COMPENSATIONS ET AUTRES

CONSIDERATIONS

ÉLÉMENTS ET PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES POUR L'OCTROI DES DROITS

PROCEDURE DE PRESENTATION, REVUE ET APPROBATION DES PLANS D'ACTION

DE REINSTALLATION DES SOUS-PROJETS PAR LES AUTORITES

GÉNÉRIQUES DU PROGRAMME D'EXÉCUTION ET LIAISON DE LA RÉINSTALLATION

AVEC LES TRAVAUX CIVILS

13.1 PLANS D'ACTION DE REINSTALLATION

13.2 LA CHRONOLOGIE DES ACTIVITES 48 10.3 REINSTALLATION, EXECUTION ET

LIAISON AVEC LES TRAVAUX DE GENIE CIVIL

MECANISMES DE RECOURS EN CAS DE PLAINTE

14.1 OBJECTIFS DES RECOURS EN CAS DE PLAINTES

14.2 CONSENSUS, NEGOCIATION ET REGLEMENT DES CONFLITS

METHODES DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION

15.1 PROCEDURE DE NOTIFICATION

15.2 MECANISMES DE CONSULTATION DU PUBLIC

DISPOSITIONS POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION

ESTIMATION DU BUDGET

ANNEXES

ANNEXE 3 : POINTS-CLES DES TDRS DE PLANS DE REINSTALLATION

1. Introduction et question de la réinstallation

- Décrire le sous-projet et son emplacement. Donner l'identité de l'agent d'exécution ainsi que de(s) la personne(s) responsable(s) de la préparation du PR en mentionnant leurs qualifications.
- Dresser un portrait des activités du sous-projet qui entraîneront un déplacement ainsi que les efforts entrepris pour réduire le nombre de personnes devant déMEnager.
- Décrire le site, les services qui y sont actuellement disponibles (écoles, lieux de culte, transports publics, centres de santé, marchés, etc.) en mentionnant leur éloignement.

2. Cadre juridique

Fournir un bref résumE des lois, procédures et règlements locaux sur l'acquisition de terrains et la réinstallation. Lorsque des divergences existent entre la législation locale et la politique de la Banque Africaine de Développement, décrire les moyens auxquels il sera recouru pour combler ces écarts.

3. Enquête sur les propriétés, familles et/ou entreprises affectées

- Recueillir les données permettant de saisir le statut d'occupation et de propriété des biens affectées.
- Inclure des informations supplémentaires sur la valeur des logements, sur les bonnes dispositions des personnes à déMEnager, sur les réunions de consultation, etc.

4. Impacts provoqués par le déplacement

Donner le niveau de détail nécessaire permettant de bien montrer l'ampleur de l'impact du déplacement.

5. Aide offerte aux familles réinstallées

- Fournir une description détaillée des types d'aide (par ex., indemnisation, aide à la réinstallation dans le nouveau logement, indemnité de déMEnagement) devant être apportée aux personnes expulsées.
- Décrire également les termes des accords passés avec les personnes expulsées et la manière dont celles-ci sont prêtes à s'accommoder de l'aide et du calendrier discutés.
- Décrire le type d'efforts qui seront entrepris pour rétablir ou améliorer leurs revenus.
- Décrire le type d'attention particulière qui sera accordée aux personnes âgées, invalides, aux mères célibataires ou à toute autre catégorie de personnes nécessitant une assistance particulière.
- Décrire la manière dont l'accès aux services sera restitué ou amélioré.
- Montrer la manière dont les liens familiaux ou communautaires seront préservés.
- Décrire les mesures destinées à rétablir les réseaux socio-économiques.
- Décrire les impacts possibles sur les groupes d'accueil ainsi que les mesures prises pour éviter que les personnes réinstallées ne soient rejetées et parer à toute autre réaction négative.
- Indiquer les solutions convenues avec chaque personne expulsée.

6. Organisme responsable

- Donner le nom de l'entité qui sera chargée de la mise en oeuvre et du suivi des activités qu'englobe l'exécution du PAR.
- Éléments du budget et estimation des coûts.
- Inclure le coût du foncier, de l'immobilier, du déMEnagement, les coûts administratifs ainsi que les indemnités de déMEnagement et de réinstallation.

7. Calendrier de la réinstallation

- Décrire le calendrier de réinstallation, y compris les activités à conduire, leurs dates et budget, en y insérant les commentaires pertinents.
- Inclure toute activité complémentaire visant à estimer si les personnes expulsées ont été ou non en mesure de rétablir leurs moyens d'existence/conditions de vie.

Ce calendrier devra être conçu de manière à correspondre à l'agenda de conception et toute réalisation (et de réalisation des travaux de génie civil le cas échéant) entrant dans le cadre de **l'exécution du projet et devra être présenté.**

8. Suivi/activités complémentaires

Décrire la manière dont l'organisme responsable assurera le suivi de la mise en œuvre du Plan et conduira les activités requises pour en concrétiser les objectifs.

9. Évaluation

Décrire la manière dont l'évaluation de ce Plan aura lieu. L'organisme responsable devra, au plus tard dans les 6-12 mois suivant la date de réinstallation, s'astreindre à localiser les familles réinstallées et à analyser leur situation afin de déterminer si elles sont parvenues à rétablir leurs moyens d'existence et leurs conditions de vie. Si tel n'est pas le cas pour l'une ou l'ensemble des personnes réinstallées, l'organisme responsable devra fournir une aide supplémentaire.

ANNEXE 4 : GRILLE D'ANALYSE SOCIALE

Brève description du milieu social et identification des impacts

1. L'environnement naturel

(a) Décrire la formation du sol, la topographie, la végétation de l'endroit/adjacente à la zone de l'installation et/ou l'équipement électrique.

(b) Faire une estimation et indiquer la végétation qui pourrait être dégagée

2. Compensation et ou acquisition des terres

L'acquisition de terres ou la perte, le déni ou la restriction d'accès au terrain ou aux autres ressources économiques seront-ils le fait de la construction ou réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée? Oui ----- Non-----

3. Perte de terre :

La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera-t-elle la perte permanente ou temporaire de terre ?

Oui----- Non-----

4. Perte de bâtiment

La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera-t-elle la perte permanente ou temporaire de bâtiment ?

Oui----- Non-----

5. Pertes d'infrastructures domestiques :

La construction ou l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire d'infrastructures domestiques ?

Oui----- Non-----

6. Perte de revenus

La construction ou l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera-t-elle la perte permanente ou temporaire de revenus?

Oui----- Non-----

7. Perte de récoltes ou d'arbres fruitiers

La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera-t-elle la perte permanente ou temporaire de récoltes ou d'arbres fruitiers?

Oui----- Non -----

Travail de réinstallation nécessaire

Pas de travail social à faire

PAR Abrégé

PAR intégral

Pas de PAR

ANNEXE 5 : LISTE DES PERSONNES CONTACTEES

ANNEXE 6 : TERMES DE REFERENCE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union – Discipline – Travail

**MINISTRE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET
DES ENERGIES RENOUVELABLES**



**PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE
D'IVOIRE**

Plan Cadre de Réinstallation (PCR)

Termes de référence

-- Juin 2019 --

SIGLES ET ACRONYMES

ANDE	: Agence Nationale De l'Environnement
BAD	: Banque Africaine de Développement
BT	: Basse Tension
CI-	
ENERGIES	: Côte d'Ivoire Energies
DCPI	: Direction Centrale de la Planification et de l'Ingénierie
DIN	: Direction de l'Ingénierie
DP	: Distribution Publique
HTA	: Haute Tension de catégorie A (Moyenne Tension)
	: Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies
MPEER	Renouvelables
MVA	: MEga Volts Ampère
PCR	: Plan Cadre de Réinstallation
PEES	: Procédure d'Evaluation Environnementale et Sociale
PRONER	: Programme National d'Electrification Rurale
SSI	: Système de Sauvegards Intégré

I. CONTEXTE DU PROJET ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

I.1 Contexte du projet

Dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, et de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, d'importants investissements ont été réalisés par le gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) depuis 2011, avec l'appui de divers Partenaires techniques et financiers.

La planification de ces investissements a été rendue possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014 – 2030.

La mise en œuvre de ces plans a permis d'améliorer la capacité de production, de développer le réseau de transport pour mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à travers la mise en œuvre d'un Programme National d'Electrification Rurale (PRONER).

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 107 localités réparties dans les districts et régions de la Côte d'Ivoire.

I.2 Justification du Plan Cadre de Réinstallation

Le Plan Cadre de Réinstallation (PCR) est exigé dans la mesure où la mise en œuvre du projet est susceptible d'entraîner :

- La relocalisation ou la perte de logement par les personnes vivant dans la zone d'influence du projet ;
- La perte de biens ou la limitation d'accès aux biens, notamment les parcs nationaux, les zones protégées ou les ressources naturelles ;
- La perte de sources de revenu ou de moyens de subsistance associée au projet, que les personnes touchées soient ou non tenues de quitter leurs terres.

Pour ce faire, le Système de Sauvegardes Intégré prévoit la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO 2) : Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacement de populations et indemnisation pour :

- Éviter autant que possible la réinstallation involontaire, ou réduire les impacts de la réinstallation dans les cas où la réinstallation involontaire est inévitable, en étudiant toutes les conceptions de projet viables ;
- Faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une aide importante pour la réinstallation, de préférence au titre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité de production de revenu, les niveaux de production et leurs moyens globaux de subsistance s'améliorent par rapport aux niveaux atteints avant le projet ;

Établir un Mécanisme de suivi de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et pour la résolution des problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent de façon à éviter des programmes de réinstallation mal préparés et mal exécutés.

Dans le cadre de la formulation de ce Projet, les exigences ivoiriennes en matière de protection et promotion environnementale et sociale, la Procédure d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES) et le Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement, exigent la réalisation préalable d'une évaluation sociale.

C'est pourquoi, Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) envisage la réalisation d'un Plan Cadre de Réinstallation (PCR) dans la mesure où le projet va affecter des personnes se trouvant dans l'emprise des travaux à réaliser. Il est prévu l'élaboration d'un Plan Cadre de Réinstallation (PCR) en lieu et place d'un Plan d'Action Complet de Réinstallation (PARC) dans la mesure où en fait le projet est composé de composantes et sous-projets répartis dans tous les districts que compte la Côte d'Ivoire.

Le PCR devra être achevé et publié tant en Côte d'Ivoire que sur le site de la Banque avant la mission d'Évaluation du Projet.

Dans ce cadre, CI-ENERGIES envisage de recruter un Consultant pour la réalisation d'un Plan Cadre de Réinstallation (PCR).

Les présents termes de référence visent à définir le cadre général de la mission du Consultant.

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Objectifs du projet

L'objectif général de ce projet est l'amélioration des conditions de vie des populations rurales grâce à l'électricité. Spécifiquement, le projet contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment le taux de couverture, d'accès à l'électricité et le taux de desserte. Il a pour objet l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier et la construction des postes de distribution dans des centres urbains et ruraux, la pose des foyers d'éclairage public.

2.2 Consistance du projet

Le projet vise au raccordement de 1 107 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité à travers la construction de :

- 3 407 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 047 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H6I :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
 - 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
 - 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

2.3 Localisation de la zone du projet

La composante Renforcement de postes sources existants couvre les régions du Bafing, de la Bagoué, du Gbèkè, du Lôh-Djiboua, du Tchologo, du Poro, du Kabadougou, du Tonkpi et de la Marahoué.

Les activités de la composante Modernisation du réseau de distribution concerne d'une part, le District Autonome d'Abidjan, et d'autre part les régions du Tonkpi, du Bafing, du Kabadougou et du Worodougou, pour le sous-projet passage en triphasé du réseau monophasé.

Enfin, les activités prévues dans le cadre de la composante 3 sont localisées dans le District Autonome de Yamoussoukro (1) et les Districts des SAVANES (140), MONTAGNES (44), DENGUELE (16), WOROBA (209), LACS (97), VALLEE DU BANDAMA (20), SASSANDRA-MARAHOUÉ (31), LAGUNES (09), COMOÉ (09) et ZANZAN (494).

2.4 Allotissements

LOTS	DISTRICTS	REGIONS	DEPARTEMENTS	NOMBRE LOCALITES
I	WOROBA (209)	BAFING (152)	TOUBA (56); KORO (46) ; OUANINOU (50)	253
		WORODOUGOU (33)	SEQUELA (33)	

		BERE (24)	KANI (01) ; KOUNAHIRI (04) ; DIANRA (04) ; MANKONO (15)	
	MONTAGNES (44)	CAVALLY (7)	TOULEPLEU (07)	
		GUEMON (03)	BANGOLO (03)	
		TONKPI (34)	MAN (10); DANANE (14) ; ZOUAN-HOUHIEN (09) ; BIANKOUMA (01)	
2	ZANZAN (442)	BOUNKANI (442)	BOUNA (165), DOROPO (202), TEHINI (71), NASSIAN (04)	442
3	VALLEE DU BANDAMA (20)	GBEKE (12)	BEOUMI (11) ; BOUAKE (01)	176
		HAMBOL (08)	NIKARAMADOUYOU (08)	
	SAVANES (140)	BAGOUÉ (17)	TENGRELA (08) ; KOUTO (03) ; BOUNDIALI (06)	
		PORO (39)	SINEMATIALI (30) ; DIKODOUGOU (03) ; KOROHGO (04) ; M'BENGUE (02)	
		PORO (81)	KORHOGO (80)	
			DIKODOUGOU (01)	
		TCHOLOGO (03)	FERKESSEDOUGOU (03)	
	DENGUELE (16)	FOLON (08)	MINIGNAN (03) ; KANIASSO (05)	
		KABADOUGOU (08)	ODIENNE (06) ; MADINANI (01) ; SEGUELON (01)	
4	SASSANDRA-MARAHOUÉ (31)	MARAHOUÉ (31)	SINFRA (06) ; BOUAFLE (11) ; ZENOULA (14)	236
	YAMOOUSSOUKRO (01)	ATTIEGOUAKRO (01)	ATTIEGOUAKRO (01)	
	LACS (97)	IFFOU (37)	DAOUKRO (08) ; M'BAHIKRO (16) ; PRIKRO (13)	
		BELIER (33)	DIDIEVI (12) ; TIEBISSOU (10) ; TOUMODI (11)	
		MORONOU (08)	BONGOUANOU (03) ; M'BATTO (05)	
		N'ZI (19)	BOCANDA (19)	

ZANZAN (89)	GONTOUGO (89)	BONDOUKOU (39) ; SANDEGUE (05) ; TANDA (23) ; KOUN-FAO (13) ; TRANSUA (09)
COMOÉ (09)	SUD COMOÉ (06)	TIAPOUM (05) ; GRAND-BASSAM (01)
	INDENIE-DJUABLIN (03)	BETTIE (03)
LAGUNES (09)	GRANDS-PONTS (09)	JACQUEVILLE (04) ; GRAND-LAHOU(05)

3. MISSION DU CONSULTANT

3.1 Objectif de la mission

L'objectif principal de l'élaboration du PCR est d'identifier et d'analyser les impacts et risques sur le milieu humain et socio-économique dès la mise en œuvre du Projet d'Electrification et d'accès à l'électricité de 668 localités de Côte d'Ivoire. A cet effet, l'évaluation de l'impact de la réalisation du projet devra déboucher sur des recommandations et des mesures d'optimisation, d'atténuation et/ou de compensation des impacts identifiés, dans le respect des lois et règlements en vigueur en Côte d'Ivoire et des directives et exigences de la Banque, en matière de sauvegardes sociales notamment par rapport au déplacement involontaire.

Le PCR établit les principes d'installation, arrangements d'organisation et critères de conception à appliquer aux sous-projets qui seront préparés pendant l'exécution du programme conformément aux lois Ivoiriennes et à la politique de sauvegardes sociales de la Banque Africaine de Développement (BAD) relative à la réinstallation involontaire de personnes.

Le CPR indiquera clairement le cadre de principes et procédures à suivre pour les acquisitions de terrain, la réinstallation temporaire des personnes, et la mitigation des impacts négatifs suite à la réinstallation économique. Ce document guidera l'exécution des investissements permettant la mise en œuvre du projet de manière durable sur le plan environnemental et social. Ce cadre devra prendre en compte les directives pertinentes de la Côte d'Ivoire et de la Banque Africaine de Développement (BAD). Le consultant comparera donc la réglementation de la République de Côte d'Ivoire et les directives pertinentes de la Banque Africaine de Développement notamment la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO2) - Déplacement Involontaire des personnes.

Ce PCR devra être achevé et publié tant en Côte d'Ivoire que sur le site de la Banque avant la mission d'Evaluation du Projet.

3.2 Mandat et tâches du Consultant

Le Consultant travaillera sous la supervision de CI-ENERGIES, à travers la Direction Centrale Planification et Ingénierie (DCPI) et la Direction de l'Ingénierie (DIN), et en étroite collaboration avec le Service Etudes Environnementales et Sociales, de l'ANDE et du Ministère en charge de l'Urbanisme (éventuellement). Il veillera à identifier et à impliquer toutes les parties prenantes du projet.

Le Consultant a pour mandat de : (i) mener les investigations nécessaires sur la documentation existante et sur le terrain en vue de la réalisation des documents concernés ; (ii) réaliser les consultations utiles auprès des populations locales dans la zone du projet, ainsi qu'auprès des acteurs concernés; (iii) produire les rapports requis ; (iv) organiser une séance de restitution des résultats de l'étude avec les acteurs concernés en vue de la prise en compte de leurs opinions et propositions et de leur implication en phase d'exécution des travaux ; (v) assister le maître d'ouvrage à effectuer les démarches pour l'obtention du certificat de conformité environnementale.

De manière spécifique, le Consultant devra assumer les principales tâches suivantes :

- ❖ Décrire le projet proposé en fournissant une description synthétique de ses composantes pertinentes ;
- ❖ Analyser le cadre politique, juridique et institutionnel dans lequel s'inscrit le projet et préparer les références pertinentes des textes applicables et des institutions impliquées dans la gestion environnementale et sociale aussi bien au niveau local, national, qu'international ;
- ❖ Analyser les capacités du maître d'ouvrage et maître d'œuvre ainsi que celles de la Structure en charge de la sauvegarde environnementale et sociale en Côte d'Ivoire et des principales structures concernées par le projet en matière de gestion environnementale et sociale ;
- ❖ Décrire et justifier la zone d'étude du projet pour l'évaluation des impacts sociaux et socio-économiques aussi bien directs, indirects, cumulatifs, etc. ;
- ❖ Décrire les principaux objectifs, lignes directrices et principes du programme de réinstallation, y compris la minimisation dans la mesure du possible du déplacement, la conception des activités de réinstallation involontaire comme un programme de développement durable, la mitigation des impacts négatifs à coût de remplacement, la

consultation et la participation active des personnes affectées, l'attention aux populations vulnérables, et l'égalité du genre.

- ❖ Définir les caractéristiques socio-économiques des populations susceptibles d'être déplacées, y inclus dans la mesure du possible :
 - a. Une description des systèmes de production, de l'organisation des Ménages, comprenant les niveaux de production et de revenus issus des activités formelles et informelles, et les niveaux de vie (notamment sur le plan de la santé) de la population déplacée ;
 - b. Une estimation générale de l'ampleur des pertes - totale ou partielle - de biens, et ampleur du déplacement physique et économique ;
 - c. Une catégorisation des groupes ou personnes vulnérables pour lesquels des dispositions spécifiques doivent être prises ;
 - d. Les infrastructures et services publics susceptibles d'être affectés ;
 - e. Les caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées, dont la description des institutions formelles et informelles (organisations communautaires, groupes religieux, ONGs), qui peuvent être associés à la stratégie de consultation et de participation à la conception des actions de réinstallation.
- ❖ Mener une analyse de genre permettant de diagnostiquer les disparités d'accès à l'électricité et à l'énergie en général, entre groupes (hommes, femmes, jeunes, populations vulnérables, etc.) dans la zone d'intervention du projet et de proposer les actions spécifiques de promotion du genre et d'autonomisation des femmes à mener pendant la mise en œuvre du projet. Définir les dispositions opérationnelles permettant l'institutionnalisation du genre dans le secteur de l'énergie et de l'électrification en particulier ;
- ❖ Décrire le contexte légal et institutionnel et identifier les responsabilités institutionnelles et les besoins en renforcement des capacités des différentes parties prenantes, si nécessaire, afin de mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation environnementale et sociale ;
- ❖ Evaluer les pertes constatées et définir les modalités d'indemnisation des personnes affectées tout en leur permettant de ne pas régresser dans leur qualité de vie ;
- ❖ Définir le processus du développement des Plans d'Action de Réinstallation Involontaire. Définir les principes pour l'arbitrage et le règlement par des tierces parties des plaintes,

litiges et conflits relatifs à la réinstallation. Ces principes doivent prendre en compte les recours judiciaires effectivement possibles et les Mécanismes traditionnels de règlement des conflits ;

- ❖ Conduire des consultations auprès des parties prenantes primaires et secondaires afin de connaître leurs opinions et leurs préoccupations par rapport au projet ;
- ❖ Définir le dispositif de suivi et évaluation de la mise en œuvre du PCR décliné en PACR ;
- ❖ Elaborer le coût et budget détaillé estimatif du PCR. Et définir la source de financement et Mécanismes de mise à disposition des fonds ;
- ❖ Rédiger le plan cadre de réinstallation selon les constatations du consultant sur le terrain conformément aux règles et procédures de la BAD ;
- ❖ Assister CI-ENERGIES pour l'obtention de la validation du Ministère en charge des expropriations pour cause d'utilité publique ;
- ❖ Conduire toute autre activité dans le cadre de l'instruction sociale du projet.

3.3 Exigences

Le consultant se doit d'appliquer les politiques, les directives et textes réglementaires Ivoiriens et de la Banque Africaine de Développement pour l'élaboration de ce PCR.

3.4 Livrables

Quarante-cinq (45) jours au plus tard après la réunion de démarrage de sa mission, le Consultant devra produire un rapport détaillé de Plan Cadre de Réinstallation (PCR) en langue française conformément aux règles et procédures nationales et de la BAD (cf. canevas en annexes aux termes de référence). Ce rapport devra être élaboré pour répondre aux exigences de la catégorie I.

Le rapport provisoire sera fourni en cinq (05) copies physiques et une version électronique sur Clé USB sous formats MS WORD (Office 10 ou version ultérieure) et PDF.

Il devra intégrer les commentaires et suggestions qui seront effectués à l'occasion de l'atelier d'approbation interne du rapport provisoire du PCR ainsi que ceux formulés par les Spécialistes de la BAD et du Ministère en charge de l'Urbanisme.

A l'issue de cet atelier, le Consultant fournira à CI-ENERGIES, vingt-cinq (25) copies physiques (dont deux (2) copies originales) et une version électronique sur Clé USB sous formats MS

WORD (Office 10 ou version ultérieure) et PDF, du rapport provisoire final à transmettre à l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE).

Au terme de la séance d'examen technique du rapport par la commission interministérielle mise en place par l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), la version finale du rapport seront également transmises par le Consultant à CI-ENERGIES en cinq (5) copies physiques et une version électronique chacune sur Clé USB sous formats MS WORD (Office 10 ou version ultérieure) et PDF.

Le modèle-type de présentation du rapport est présenté en annexe.

3.5 Délai d'exécution

Le délai d'exécution de l'étude jusqu'à la présentation du rapport provisoire est estimée à quarante-cinq (45) jours calendaires à partir de la notification du contrat. La durée calendaire entre le démarrage effectif et le dépôt du rapport provisoire final n'excèdera pas soixante (60) jours calendaires, selon ce qui suit :

- Préparation METHODOLOGIQUE et recherche documentaire
- Mission de terrain
- Analyse et traitement des données collectées
- Rédaction du rapport provisoire
- Atelier de restitution du rapport provisoire
- Rédaction du rapport définitif

Le consultant devra établir dans son offre et respecter le calendrier indicatif en fonction des activités suivantes :

1. Collecte des données et démarrage des travaux
2. Analyse et évaluation de l'état initial
3. Concertations / Consultations
4. Compilation des données et rédaction du rapport provisoire
5. Approbation du rapport par CI-ENERGIES
6. Soumission à l'ANDE
7. Finalisation et validation des rapports

Le délai de remise du rapport final à partir de la validation est de sept jours.

4. PROFIL DU CONSULTANT ET EXPERTISE REQUISE

4.1 Profil du Consultant

Le Consultant devra être un bureau d'étude agréé par l'ANDE, justifiant de cinq (5) années d'expérience dans la conduite d'Etudes Environnementales et Sociales et la réalisation de prestations similaires (préparation de document de PCR aux standards de la Banque Africaine de Développement).

4.2 Expertise requise

Les compétences minimales suivantes sont requises dans l'équipe :

- Un Socio-économiste ou Sociologue de niveau BAC +5 minimum en Economie, ou Sociologie, ayant une expérience minimum de dix (10) ans dans la réalisation d'études socio-économiques et justifiant d'une bonne expérience dans la réalisation de Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) ou de Plan Cadre de Réinstallation (PCR) dans le cadre de projets de développement occasionnant des déplacements involontaires de populations. L'expert devra également posséder une bonne maîtrise des standards environnementaux et sociaux des Bailleurs de fonds, notamment de la Banque Africaine de Développement en particulier en matière d'études environnementales et sociales. En outre, il devra disposer d'une connaissance des normes et réglementations environnementales en Côte d'Ivoire et y avoir mené au moins trois (03) Plans Cadre de Réinstallation (PCR) ;
- Un Expert en Genre (BAC+4) justifiant d'au moins cinq ans dans le domaine de l'évaluation d'impact social et en institutionnalisation sectorielle du genre.

En fonction des besoins de la mission, il pourra mobiliser des experts en matière foncière, juridique, biologique etc.

En fonction des besoins de la mission, il pourra mobiliser des experts selon les besoins et nécessités.

5. ASSISTANCE DE CI-ENERGIES AU CONSULTANT

5.1 Assistance administrative et documentaire

CI-ENERGIES fournira au Consultant, toute la documentation existante et utile sur le projet et lui facilitera les contacts appropriés avec les services nationaux et les collectivités territoriales concernés.

5.2 Personnes à contacter

Pour la conduite de cette mission, CI-ENERGIES désigne les personnes suivantes à contacter pour toute information complémentaire :

- **KASSI Euloge**, Directeur de l'Ingénierie : Tél : 20 20 62 45 / 77 30 29 81 – Email : ekassi@cinergies.ci ;
- **OUATTARA Oumar**, Chef de Service Etudes Environnementales et Sociales : Tél : 89 59 53 04 – Email : rouattara@cinergies.ci.

6. APPROBATION DU RAPPORT

Le consultant devra se soumettre aux procédures de validation interne et externe du rapport de CIES.

6.1 Approbation interne

Après la transmission rapport provisoire de PCR par le Consultant telle que prévue dans son chronogramme de travail, CI-ENERGIES organisera un atelier de restitution des résultats de l'étude à une date convenable.

Les frais d'organisation de cet atelier seront pris en charge par le Consultant.

Le Consultant devra mobiliser obligatoirement ses Experts principaux attitrés (c'est-à-dire ceux identifiés dans son offre technique) pour prendre part effectivement à cet atelier de restitution.

A l'issue de l'atelier de restitution, le Consultant intégrera dans la nouvelle version de son rapport provisoire les observations et recommandations faites par les parties prenantes ainsi que par les Spécialistes de la BAD.

6.2 Approbation externe

La validation externe du rapport provisoire final du PCR est réalisée conformément à la procédure nationale en vigueur telle que prévue par la réglementation ivoirienne et conduite par le Ministère en charge de l'Environnement, à travers l'ANDE.

Le Consultant devra se soumettre à la procédure nationale de validation des rapports d'études environnementales et sociales. Il prendra notamment les dispositions nécessaires pour prendre part effectivement à l'enquête publique et à la séance d'examen technique du rapport de PCR par la commission interministérielle mise en place par l'ANDE.

7. EVALUATION DE LA MISSION DU CONSULTANT

Les prestations du Consultant feront l'objet d'une évaluation de la part de CI-ENERGIES sur la qualité et le respect des délais de réalisation des différents livrables. Cette évaluation sera prise en compte dans la délivrance au Consultant par CI-ENERGIES d'une attestation d'exécution.

ANNEXES

RENCONTRE D'INFORMATION AVEC LE CORPS
PRÉFECTORAL DE TOUMODI

QUELQUES IMAGES DES AUTORITÉS RENCONTRÉES



RENCONTRE D'INFORMATION AVEC LE CORPS
PRÉFECTORAL DE BONGOUANOU



RENCONTRE D'INFORMATION AVEC LA DR DE
L'AGRICULTURE DE BOUAFLE



RENCONTRE D'INFORMATION AVEC LE SG DE
LA PREFECTURE DE TIAPOUM



RENCONTRE D'INFORMATION AVEC LE SOUS- PREFET DE GOUMERE



VUE D'UNE CONSULTATION PUBLIQUE A GOUMERE



Source : PCR/EESS, Groupe Efort, août 2019